

Sommaire

LETTRE DU PRESIDENT	3
MESSAGE DIRECTEUR GENERAL	4
LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	5
• Conseil d'Administration	7
• Le Comité de Direction	9
• Les Ressources Humaines	11
SONATEL EN BOURSE	13
CHIFFRE CLES DU GROUPE	21
• Chiffres d'affaires	23
• Résultats	24
• Investissements et CAFG	25
• Parc de lignes principales	26
• Contribution de Sonatel aux résultats macroéconomiques du Sénégal	27
• Structure financière • Effectifs	28
L'OPERATEUR INTEGRE EN CONSTRUCTION	29
• Une nouvelle organisation axée efficacité opérationnelle	31
• Le Mobile : croissance accélérée	33
• Poursuite des innovations : maintien de la qualité de service commercial et technique	39
• Sonatel et CGE fusionnent leurs activités Réseaux d'Entreprises dans une nouvelle filiale : CGe Solutions	43
• Développement de l'Internet Haut Débit	45
• Poursuite de la politique de baisse de tarifs	49
• Réseaux : meilleure efficacité opérationnelle	53
• Amélioration de la couverture rurale	57
• Rayonnement à l'International	59
• Ikatel maintient sa position de leader	61
LA RESPONSABILITE SOCIALE D'ENTREPRISE AU RANG DES PRIORITES	65
RAPPORT FINANCIER	71
• Note au lecteur	74
• Rapport du conseil d'administration à l'Assemblée générale	75
• Etats financiers consolidés	95
• Annexes aux états financiers consolidés	103
• Etats financiers Sonatel S.A	107
• Rapport des commissaires aux comptes	125
• Projets de résolution	137

Lettre du Président

*La performance a de nouveau été au rendez vous en 2005 !
La confiance des clients et des actionnaires demeure plus que
jamais à la source de ces bons résultats.*

*Le niveau d'investissement élevé de ces deux dernières années
(près de 140 Milliards Fcfa), témoigne de la volonté du Groupe
d'améliorer le développement de la téléphonie fixe et mobile aussi
bien en couverture qu'en qualité, d'accélérer le développement du
haut débit, et de poursuivre la couverture des zones rurales.*

*Ceci a permis une croissance de l'ensemble de nos activités .
Ainsi, le chiffre d'affaire du Groupe augmente de 26,8% en 2005
par rapport à l'année 2004 .*

*L'intensité de la concurrence sur le mobile au Sénégal comme au
Mali ont été une stimulation supplémentaire pour mettre en œuvre
une stratégie commerciale et marketing efficace à travers des
innovations permanentes. Cela explique les bons résultats obtenus
en terme de croissance et de rentabilité. 2005 aura ainsi vu le
franchissement des caps symboliques du 1000 000 de clients pour
Sonatel mobiles et des 500 000 pour IKATEL, notre filiale au Mali.
Cette croissance de l'activité associée à une bonne maîtrise des
charges aura permis d'obtenir un résultat net en hausse de 38,3%.
Le titre Sonatel demeure la valeur phare de la Bourse Régionale
des Valeurs Mobilières avec une hausse du cours de l'action de
86% durant l'année et un volume de titres échangés de 162 895 .
Ces performances permettent au Conseil d'Administration de
Sonatel de proposer à l'Assemblée Générale de verser un
dividende net par action de 6210 FCFA en croissance de 22% par
rapport à celui versé en 2005 au titre de l'exercice 2004.*

*L'engagement et le talent de l'équipe de Direction, de même que
la mobilisation des collaborateurs du Groupe ont été déterminants
pour l'obtention de ces résultats.*

*Avec le contexte de libéralisation totale des télécommunications, je
voudrais aussi donner l'assurance que France Télécom va poursuivre
son soutien technique et commercial pour permettre au Groupe
Sonatel de demeurer l'opérateur de référence dans la sous-région :
l'amélioration de la couverture rurale aux meilleures conditions
technico économiques sera un axe prioritaire de ce partenariat. Il
en sera de même pour réussir en 2006 le lancement de la
télévision directement reçue via le fil du téléphone (TV sur ADSL)
ainsi que pour la stratégie d'évolution des marques proposée par
la Direction Générale.*

*Merci encore pour votre confiance et en avant pour de nouvelles
performances !*



MARC RENNARD
Le Président du Conseil
d'Administration

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Rennard'.

Message du Directeur Général

La célébration au mois d'octobre dernier du vingtième anniversaire de notre entreprise est aussi celle du succès de notre stratégie de croissance rentable basée sur l'amélioration de la qualité de service, l'innovation et la desserte rurale.

Les performances réalisées sur l'ensemble de nos activités, y compris le service téléphonique fixe, ont permis d'obtenir une croissance du nombre de nos clients à 2 millions avec plus de 1 million de clients mobiles au Sénégal et plus de 500 000 au Mali.

A cela, il faut ajouter la forte croissance des abonnés à l'internet haut débit (+75%) et le maintien de la croissance du parc fixe (+8,8%) grâce notamment à l'offre innovante Keurgui Confort.

Le succès de la phase d'expérimentation de la TV sur ADSL grâce notamment au soutien de notre partenaire stratégique France Télécom va nous permettre de procéder au lancement commercial de ce service dans le courant de l'année 2006.

Enfin de nombreux dispositifs sont aujourd'hui mis en place pour améliorer la connaissance des besoins de nos clients et leur offrir des services adaptés à leurs usages.

Notre programme d'investissement qui s'élève à 82 Milliards Fcfa a permis d'obtenir une amélioration significative de la qualité de service des réseaux fixes et mobiles. Ces efforts d'amélioration devront se poursuivre pour nous hisser au rang des opérateurs de télécommunications offrant une qualité de service de standard international.

De plus, le programme de desserte rurale a également connu une très nette accélération en 2005 avec 400 nouveaux villages raccordés au réseau fixe et l'accès au réseau mobile de 65% des villages de plus de 500 habitants.

En septembre dernier, les premiers jalons de l'opérateur intégré que nous construisons ont été posés avec la mise en place d'une nouvelle organisation dont l'objectif principal est de faciliter la vie au client, à travers une offre globale et un service simplifié.

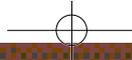
Le déploiement d'infrastructures de télécommunications dans les zones rurales restera notre deuxième priorité car il est source de croissance et constitue une traduction concrète de notre Responsabilité Sociale d'Entreprise.

Enfin, l'adoption d'une nouvelle architecture de Marque, troisième priorité de l'année 2006, contribuera à bâtir le premier « opérateur intégré sous régional de confiance » que nous ambitionnons de devenir: opérateur capable d'offrir des services réellement innovants et de proposer une nouvelle relation client.

De notre aptitude à nous mobiliser autour de ces nouveaux défis et à obtenir des résultats probants reconnus par nos clients dépendra la réalisation de cette ambition.



CHEIKH TIDIANE MBAYE
Le Directeur Général



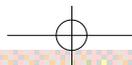
Le gouvernement d'entreprise





De la gauche vers la droite

- M. Bocar Ali SOW** : Représentant du Contrôleur Financier
- M. Thierno Ousmane SY** : Représentant Présidence de le République
- M. Moustapha SARR** : Représentant le Ministère des Forces Armées
- M. Jean Michel GARROUTEIGT** : Représentant France Télécom
- M. Ibrahima KONTE** : Représentant le Personnel de Sonatel



Conseil d'administration



- M. Sylvano MONTI : Représentant France Télécom
- M. Marc RENNARD : Président du Conseil d'Administration
- M. Mamadou BOYE : Administrateur indépendant
- M. Cheikh Sidya El Mocar BEYE : Représentant le Ministère de l'Economie et des Finances
- M. Mame Ndaraw CISSE : Administrateur indépendant
- Absent : M. Roland DUBOIS : Administrateur France Télécom



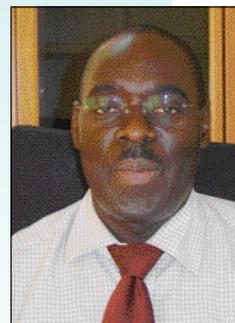
M. Cheikh TIDIANE MBAYE
Directeur Général Sonatel S.A.



M. Aimé BRIAL
Directeur Général Adjoint
Sonatel S.A.



M. Léon Charles Ciss
Sonatel Mobiles



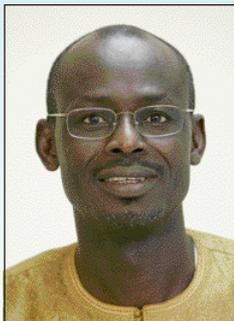
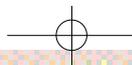
M. Alioune Ndiaye
Ikatel



M. Samba Sène
*Résidentiels et
Professionnels*



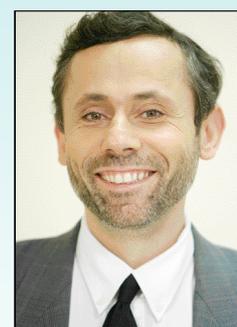
Mme Thérèse Tounkara Diouf
Distribution & Services



M. Abdoulaye Khassoum KEBE, Achats & Logistiques
Mme Aïssatou Dieng Diop, Opérations & Relations Internationales
M. Alassane DIENE, Ressources Humaines

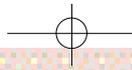


M. Macodou NDIAYE, Entreprises
M. Aboubacar Sadikh DIOP, Finances & Contrôle de gestion
Mme Aminata DIAWARA, Audit et Management Risques

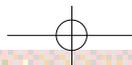


M. Birago Diène Moctar BEYE, Système d'Information
M. Seydi Ahmed SY SARR, Réglementation & Juridique
M. Bruno VALTER, Réseaux

Comité de direction



Les ressources humaines



Renforcement de la politique de développement des compétences et fidélisation du personnel

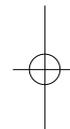
Le groupe a orienté sa politique de Ressources Humaines autour des axes majeurs ci-après :

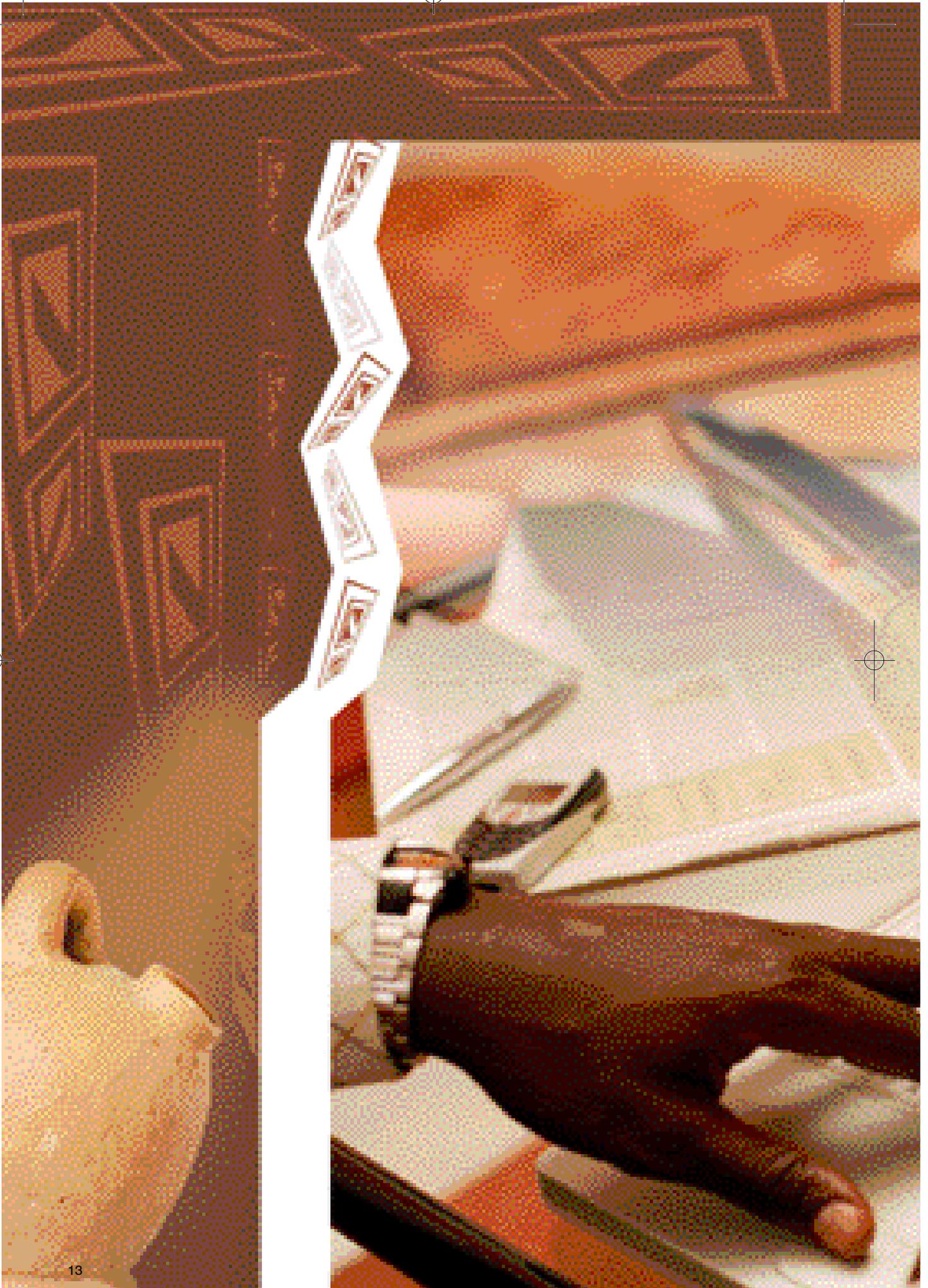
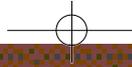
- Recrutement des meilleurs profils disponibles sur le marché de l'emploi notamment dans les domaines commerciaux et techniques ;
- Sonatel participe à des forums de recrutement pour repérer des talents ;
- Fidélisation du personnel ;
- Développement des chantiers de transformation prioritaires ;
- Accompagnement des collaborateurs dans l'évolution de leurs compétences, ;
- Amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.

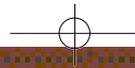
La politique de fidélisation du personnel a consisté à :

- Offrir des opportunités aux collaborateurs de travailler sur des projets innovants.
- Offrir des opportunités de carrière au sein du groupe Sonatel
- Développer des programmes de développement de compétences
- Améliorer la compétitivité de notre système de rémunération et de notre politique sociale
- mettre sur pied du comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail ;
- l'organisation d'une visite médicale : 1 392 agents ont eu droit à une radiographie, un bilan sanguin et à un examen clinique.

La formation des collaborateurs a aussi été au centre des préoccupations. Au total, ce sont pas moins de 4 200 journées élèves qui ont été dispensées pour un coût total de 147 000 000 FCFA . D'une manière générale, ce sont 465 millions de FCFA qui ont été budgétisés afin de financer l'ensemble des actions de formation. Plus de 80% de ce budget a été exécuté au 31 décembre.







Sonatel en bourse



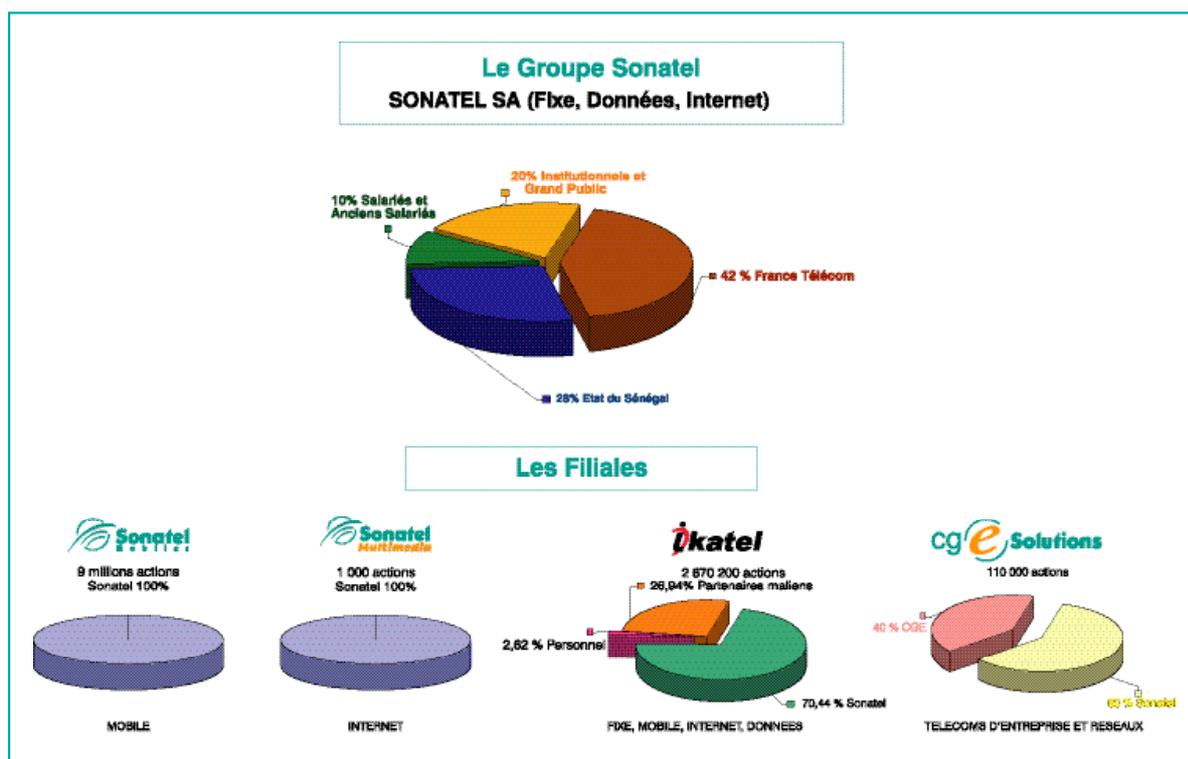
Flash sur les performances du titre Sonatel en 2005

- Forte hausse du cours de l'action durant l'année 2005 avec une augmentation de 86% par rapport à 2004 .
- Première capitalisation boursière de la BRVM avec un poids de plus de 69% dans l'indice BRVM 10 et de plus de 50% dans l'indice BRVM composite.
- Bonne rentabilité des investissements avec un taux de rendement des capitaux engagés de 34,35% en amélioration de 8 points par rapport à 2004.
- Bonne performance de l'indice BRVM 10 qui a atteint un niveau de 130,70 en 2005 contre 92,70 en 2004.
- Forte amélioration du rendement des actionnaires avec un taux de retour des fonds propres de 37,54% contre 30,65% en 2004
- Amélioration du price earning ratio (PER) à 6,35 contre 4,72 en 2004.

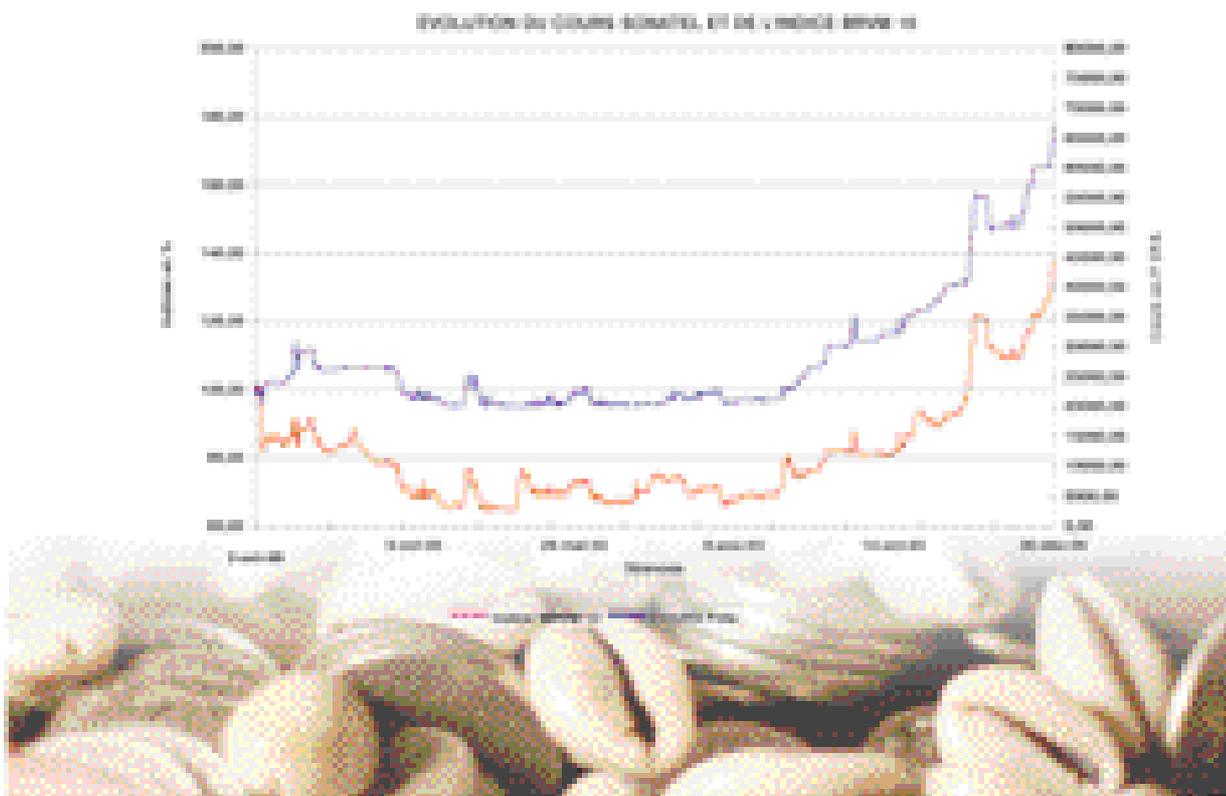
L'action Sonatel 2005 :

- Un poids lourd dans la capitalisation boursière
- le titre moteur de la BRVM

Sonatel un groupe intégré



Evolution du cours de l'action 1998 - 2005

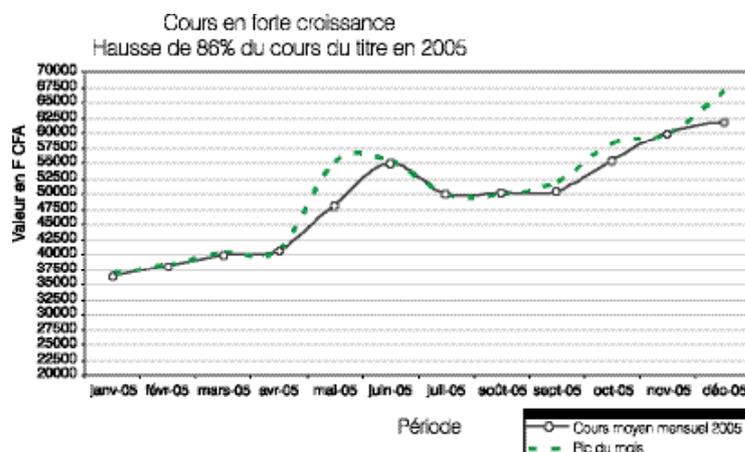


Bonne performance du titre Sonatel en 2005

L'année 2005 a été une année exceptionnelle pour le titre Sonatel. Le cours a augmenté de 86%.

Depuis son introduction à la BRVM en 1998, la performance du titre Sonatel a toujours été supérieure à celle de l'indice BRVM 10 et de l'indice BRVM composite. Le poids de l'action Sonatel dans la capitalisation boursière de la BRVM s'est renforcée d'année en année particulièrement depuis 2004 où il représente près de 70% de l'indice BRVM 10.

Aussi, l'action Sonatel fait partie des titres les plus actifs de la BRVM.

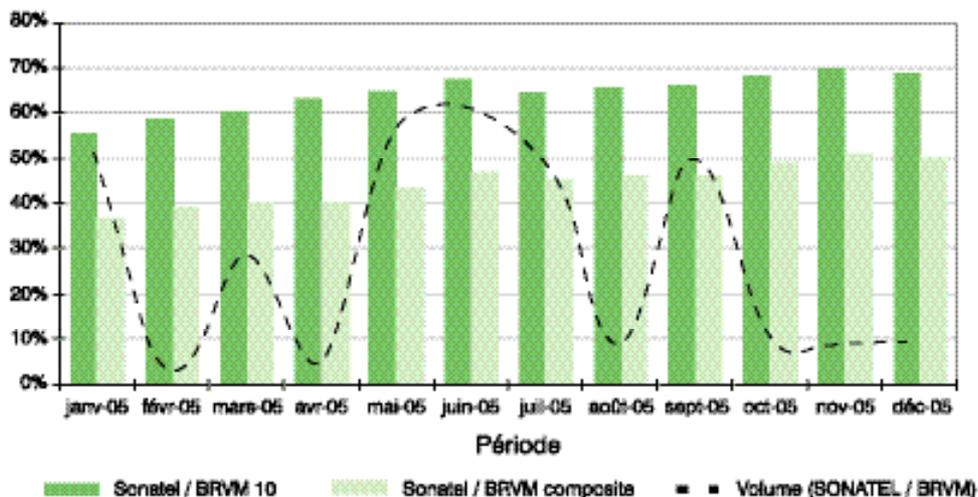


L'action Sonatel : un poids lourd dans la capitalisation

**Poids du titre SONATEL dans la capitalisation de la BRVM
+ 69% BRVM10 et + 50% BRVM Composite (31/12/2005)**

TITRE LE PLUS LIQUIDE DU MARCHÉ BOURSIER

Titre le plus actif aussi bien en volume qu'en valeur 13,44% du volume total échangé à la BRVM en fin 2005



Politique de distribution de dividende attrayante et soutenue depuis 1998

	Exercice 97	Exercice 98	Exercice 99	Exercice 2000	Exercice 2001	Exercice 2002	Exercice 2003	Exercice 2004	Exercice 2005
Dividende versé (Millions F CFA)	22 600	26 000	28 450	29 000	29 000	29 650	44 000	56 500	69 000
Dividende net par action	2 034	2 340	2 560,5	2 610	2 610	2 668,5	3 960	5 085	6 210
Variation Année n+1 (%)		+15,04	+ 9,42	+ 1,93	0%	+2,24	+48,40	+28,41	+22,12

Malgré les importants investissements effectués sur la période (+ 483 Milliards F CFA) pour financer entre autres l'extension des réseaux fixe, mobile et internet et la croissance externe, la SONATEL a réussi à respecter ses engagements issus de l'Offre Publique de Vente datée de 1998 à savoir faire bénéficier ses actionnaires d'une politique attractive de paiement de dividende.

Tableau de bord de l'actionnaire

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Cours de l'action SONATEL	26 600	25 010	23 000	23 110	36 030	67 015
• Plus haut	21 000	19 600	20 000	20 500	22 950	36 035
• Plus bas						
Bénéfice net par action	4 252	4 745	4 649	5 764	7 677	10 554
Dividende net par action	2 610	2 610	2668,5	3 960	5 085	6 210
Volume moyen mensuel de titres Sonatel transigés	24 746	5 388	7 360	15 331	35 049	13 575
Volume moyen mensuel de titres transigés à la BRVM	78 342	31 109	57 448	54 977	143 326	100 950
Pourcentage titres transigés SNTvs BRVM	32%	17%	13%	28%	24,45%	13,44%
Cours au 31/12/						
• Cours SONATEL	21 000	20 000	20 000	22 500	36 030	67015
• Cours Moyen	24 453	20 848	20 606	21 302	30 112	48 794
Indice						
• BRVM 10	77,27	84,11	82,36	82,21	84,86	117,48
• BRVM composite	74,76	77,46	74,34	76,53	77,85	93,61

Au 30 décembre 2005, Le cours de l'action Sonatel est à 67 015 F avec un cours moyen de 48 794 F CFA.

Principaux indicateurs de rentabilité et création de valeur

	Unité	1998	2004	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Retour sur Capitaux Engagés (%) ROCE = Résultat d'exploit. après Impôt théorique Actif Immobilisé + BFR	%	20,88	19,37	16,79	16,82	16,56	21,02	26,17	34,35
Rentabilité des Capitaux Propres (%) (Résultat Net / Capitaux Propres avt distrib.dividende)	%	24,07	28,01	22,80	23,3	22,08	24,90	30,65	37,54
Price Earning Ratio	-	6,3	5,4	4,94	4,21	4,30	4,01	4,72	6,35
Valeur Economique Ajoutée (EVA) (en % des Capitaux Engagés)	Milliards Fcfa	10,8 (7,3)	12,98 (6,2)	11,1 (5,25)	6,03 (2,50)	9,72 (3,56)	18,14 (8,02)	33,5 (11,2)	66,8 (21,3)

- En 2005, le Price Earning Ratio (cours de l'action par rapport au bénéfice par action) est de 6,35 soit une hausse de 34% par rapport à 2004.
- Maintien d'une bonne rentabilité grâce à une forte capacité bénéficiaire.
- Une création de valeur assurée par une rentabilité des capitaux propres moyenne de plus de 37,54% sur la période.
- Pour un coût des capitaux propres supposés égal à 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de Milliards 66,8 F CFA en 2005, soit 21,3% des capitaux engagés.

NB : (1) Retraitements de consolidation

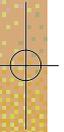
$$(2) \text{ EVA (\%)} = \text{EVA} / \text{CE} = \frac{\text{RE} (1 - t) - \text{KCE}}{\text{CE}}$$

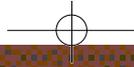
CE = Capitaux engagés = Actif Immobilisé + Besoin en fonds de roulement (BFR)

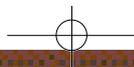
K = Coût moyen pondéré du Capital

t = taux d'imposition sur le bénéfice

RE = Résultat d'exploitation







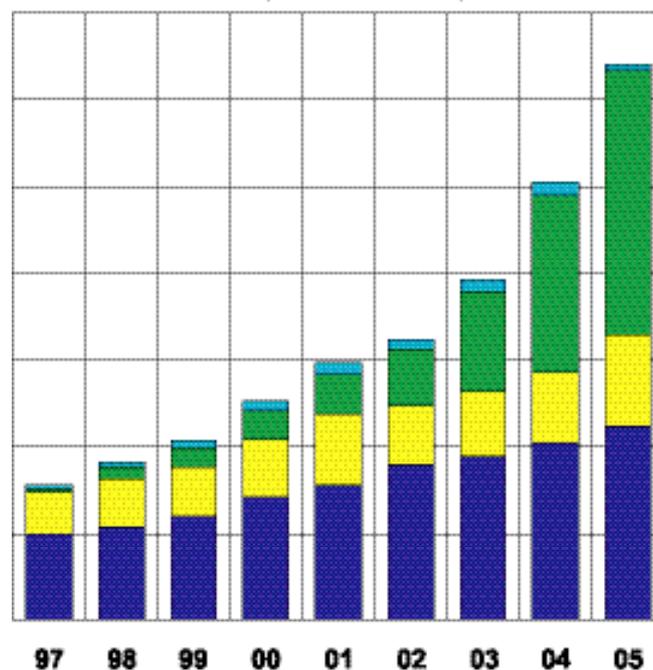
Chiffres clés du groupe



CHIFFRE D'AFFAIRES : 319,680 Milliards F CFA

- Le chiffre d'affaires en 2005 est en hausse de 26,7% par rapport 2004 .
- Cette croissance est tirée à plus de 70% par l'activité mobile au Sénégal et au Mali doublée d'une évolution favorable (+11,6%) en 2005 de la téléphonie fixe.
- La contribution au chiffre d'affaires consolidé pour l'activité fixe est 51,4% contre 47,6% pour l'activité mobile
- Les balances de trafic représentent 16,5% du chiffre d'affaires global et sont en hausse de 34% par rapport à 2004 .

Chiffre d'affaires (Milliards FCFA)



■ Fixe : 34,9% ■ Bal Traffic : 16,5%
■ Mobile : 47,6% ■ Données et autres 1%



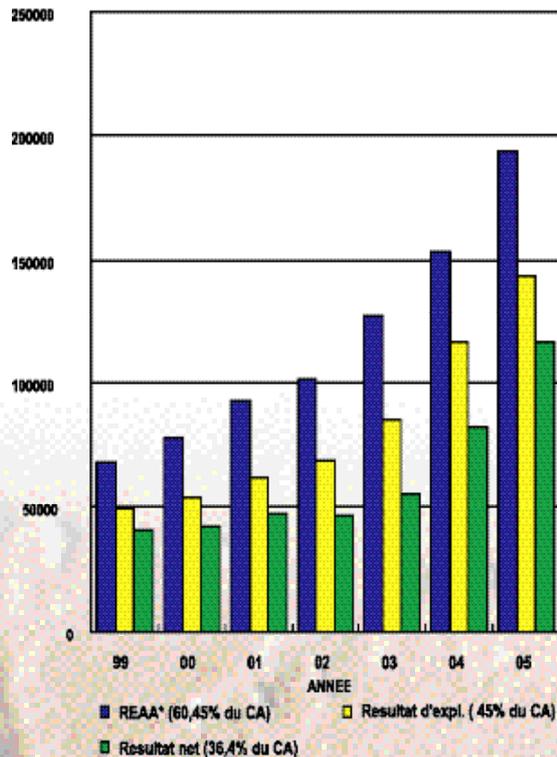
Résultats

- Le résultat d'exploitation (143,645 Milliards F CFA) est en hausse de plus de 23,3% . La croissance est essentiellement tirée par l'activité des mobiles.
- La marge d'exploitation du groupe est de 44,9% .
- Le bénéfice net du groupe Sonatel s'élève à 116,396 milliards CFA en augmentation de plus de 41% par rapport à 2004.

La marge nette est de 36,4%.

- Le Price Earning Ratio (PER = Cours de l'action / Bénéfice net par action) est de 6,35 en 2005 contre 4,72 en 2004.
- Le taux de Retour sur Capitaux engagés (ROCE) est de 34,35% en 2005 , en hausse de 31,26% par rapport à 2004.
- Pour un coût des capitaux propres de 13% , la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 21,35 % des capitaux engagés soit 66,9 milliards F CFA.

RESULTAT NET du groupe Sonatel
116,396 Milliards F CFA

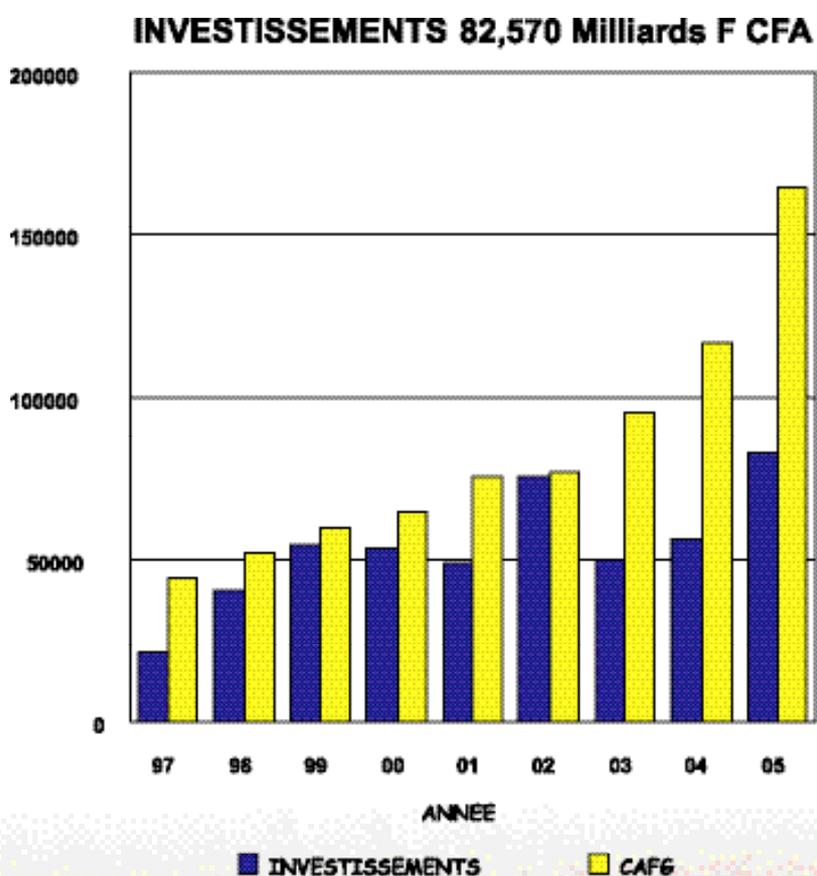


Investissements et CAFG

Les dépenses d'investissements corporels et incorporels se chiffrent à 82,570 Milliards F CFA, en hausse de 44,8%.

La Capacité d'AutoFinancement Globale (CAFG) de 164,624 Milliards F CFA couvre deux fois la totalité des dépenses d'investissements en 2005 .

Les flux de trésorerie affectés au remboursement du principal de la Dette se chiffrent à 15 Milliards de F CFA soit 7,7% de l'exédent brut d'exploitation.



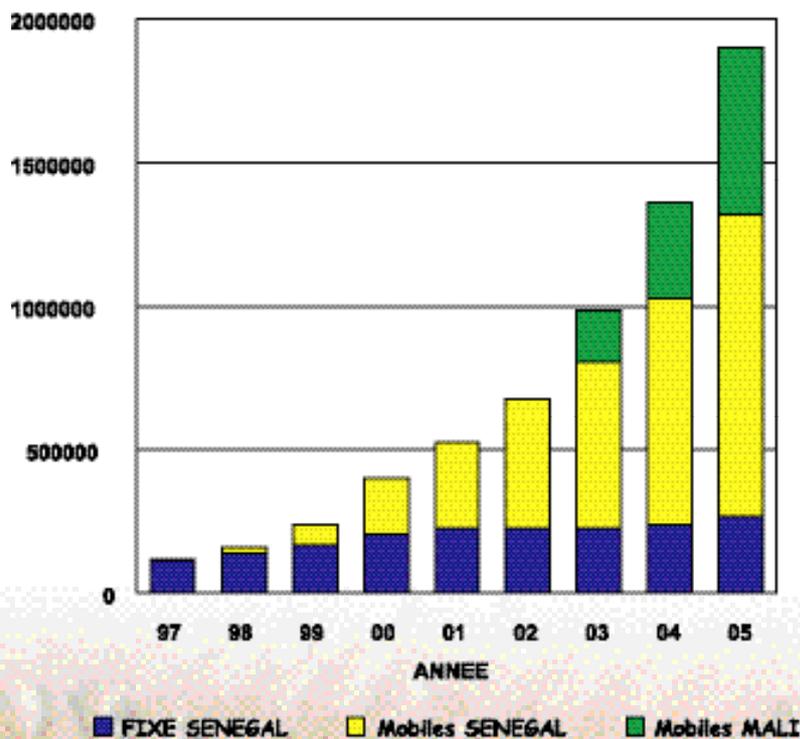
Parc de lignes principales

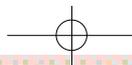
Le parc fixe + mobile du groupe Sonatel a cru de 39% en 2005 passant à 1 900 462 abonnés.

Le parc de LP téléphoniques fixes au Sénégal a augmenté de **8,8%** en 2005 passant à 266 612 malgré la forte croissance du parc mobile .

- Le nombre d'abonnés au Réseau Mobile GSM "ALIZE" a cru de 34,4% passant à 1 050 192 au 31/12/05. Alizé détient 65% de part de marché du Mobile au Sénégal. Les abonnés "prépaid" de Alizé représentent 97% du parc mobile au 31/12/05.
- Le nombre d'abonnés au Réseau Mobile GSM "IKATEL" pour la troisième année d'exploitation est de 583 658. Ikatel reste ainsi le premier opérateur du Mali en terme de parc, correspondant à une part de marché de 75%

LP téléphone fixe et abonnements Mobile





Contribution de la Sonatel aux résultats Macro-Economiques du Sénégal

Le groupe SONATEL est un acteur important dans le processus de création de la richesse nationale. En 2005, il a fortement contribué à l'amélioration des principaux indicateurs économiques du Sénégal et au processus de génération et de redistribution de la richesse .

Contribution aux Recettes Fiscales de l'Etat du Sénégal

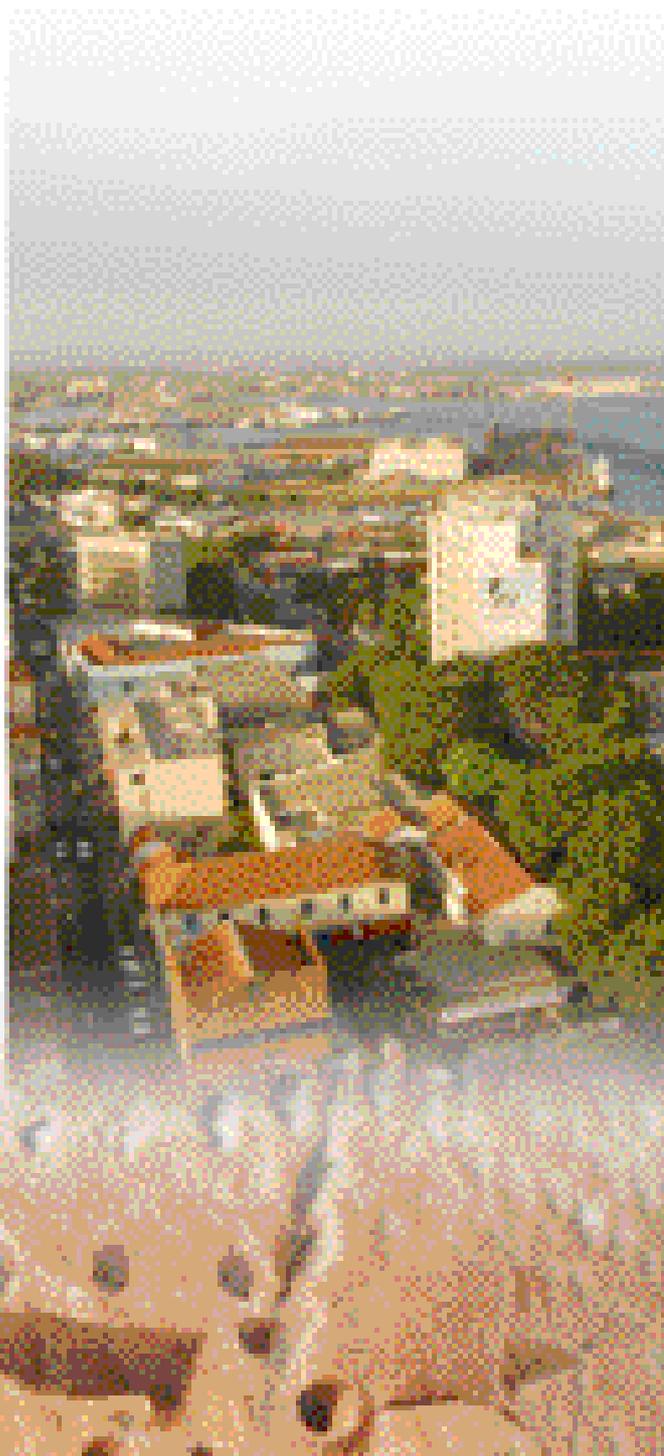
Les activités du Groupe au Sénégal ont permis de générer 95,9 Milliards de francs CFA de recettes fiscales hors effets induits (sur d'autres activités ou secteurs). Le poids de la contribution directe de Sonatel aux recettes fiscales de l'Etat est de 12% en 2005.

Contribution aux exportations du Sénégal

En 2005, la Sonatel a exporté des services pour 53 milliards de Francs CFA au titre des balances de trafic internationales, contribuant ainsi pour 6,2% aux exportations du pays.

Contribution à la croissance du PIB

La contribution directe des activités de la Société à la croissance du PIB en 2005, hors effets induits, représentent environ 0,58 point sur une croissance estimée à 6,4 points , soit une contribution de 9,1% à la croissance du PIB .

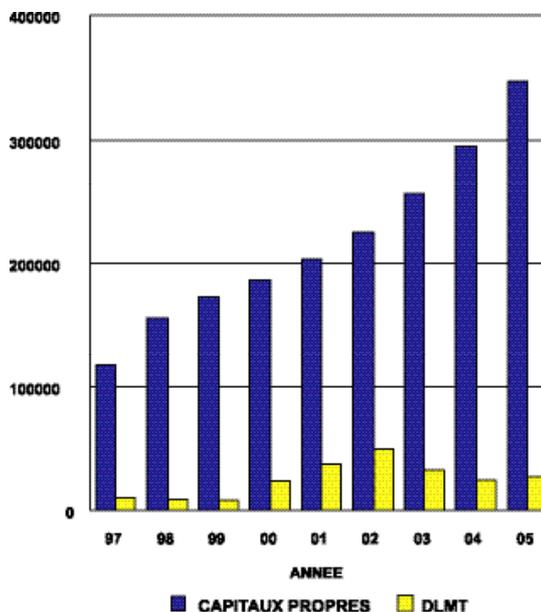


Structure financière

Les capitaux propres augmentent de manière régulière et se chiffrent en 2005 à 347,251 Milliards F CFA (avant affectation du résultat).

Le remboursement d'emprunt en 2005 pour un montant de 15,1 Milliards F CFA a permis d'avoir une meilleure structure financière, malgré une politique de distribution de dividende très attractive et le maintien d'un niveau d'investissement compatible avec les objectifs de développement du réseau, de croissance interne et externe.

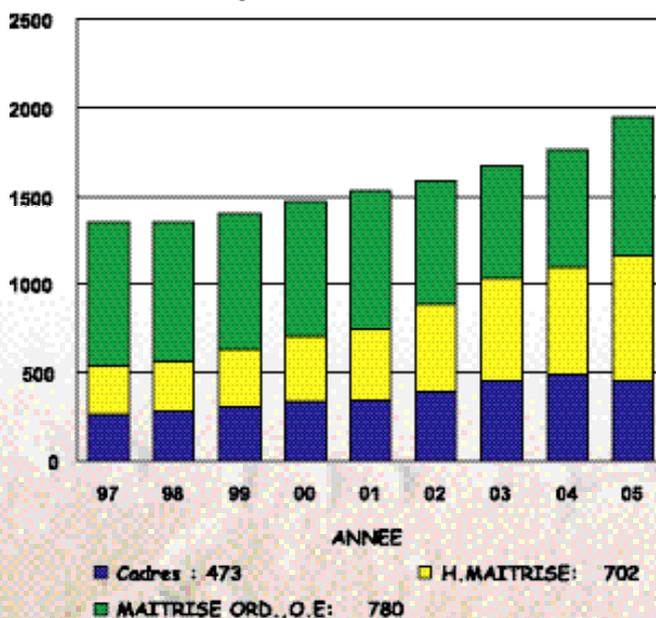
- Les Dettes à LMT s'élèvent à 43,75 Milliards F CFA représentant environ 12,5% des Capitaux propres (avant affectation du résultat de 2005) .

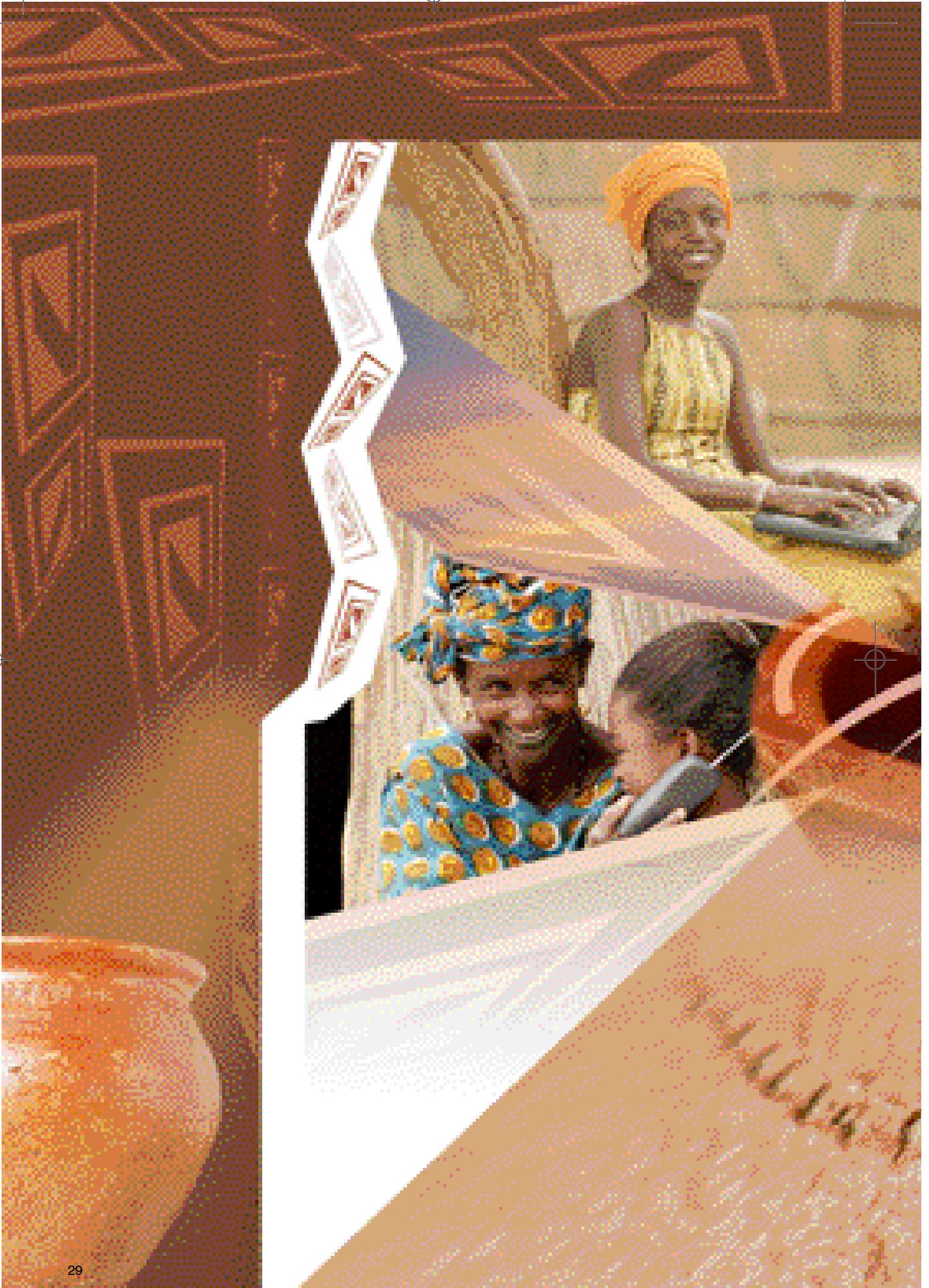
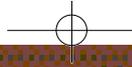


Effectifs

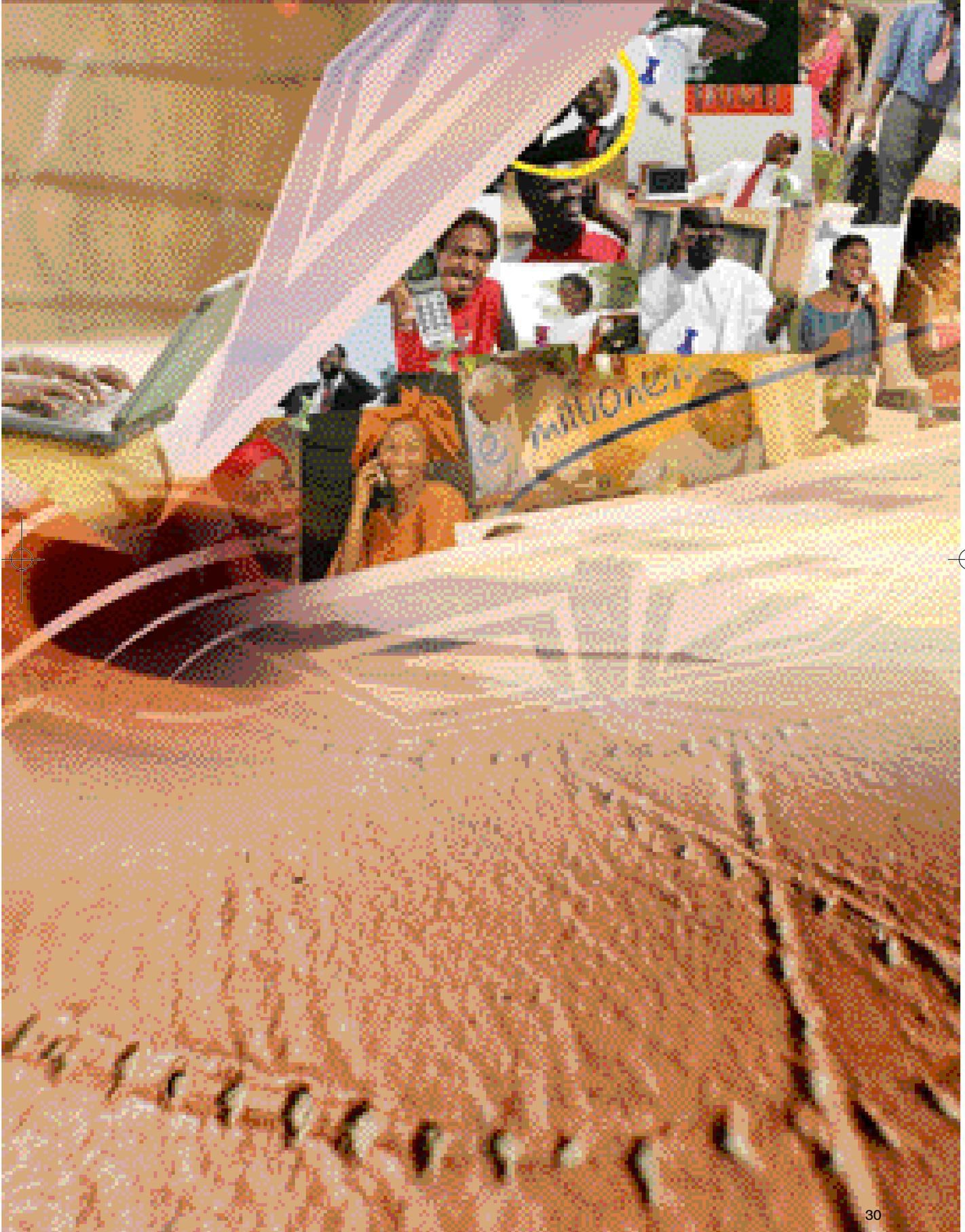
- Compte tenu de la croissance de l'activité, l'effectif a augmenté de 11% soit bien moins vite que le chiffre d'affaire (26,7%) et le parc (40%).
- 34% de la croissance de cet effectif provient de l'élargissement du périmètre de consolidation à Sonatel Multimédia et CGE solutions

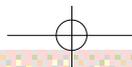
1 955 permanents au 31/12/05





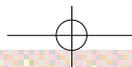
L'opérateur intégré en construction





Une nouvelle organisation axée efficacité opérationnelle



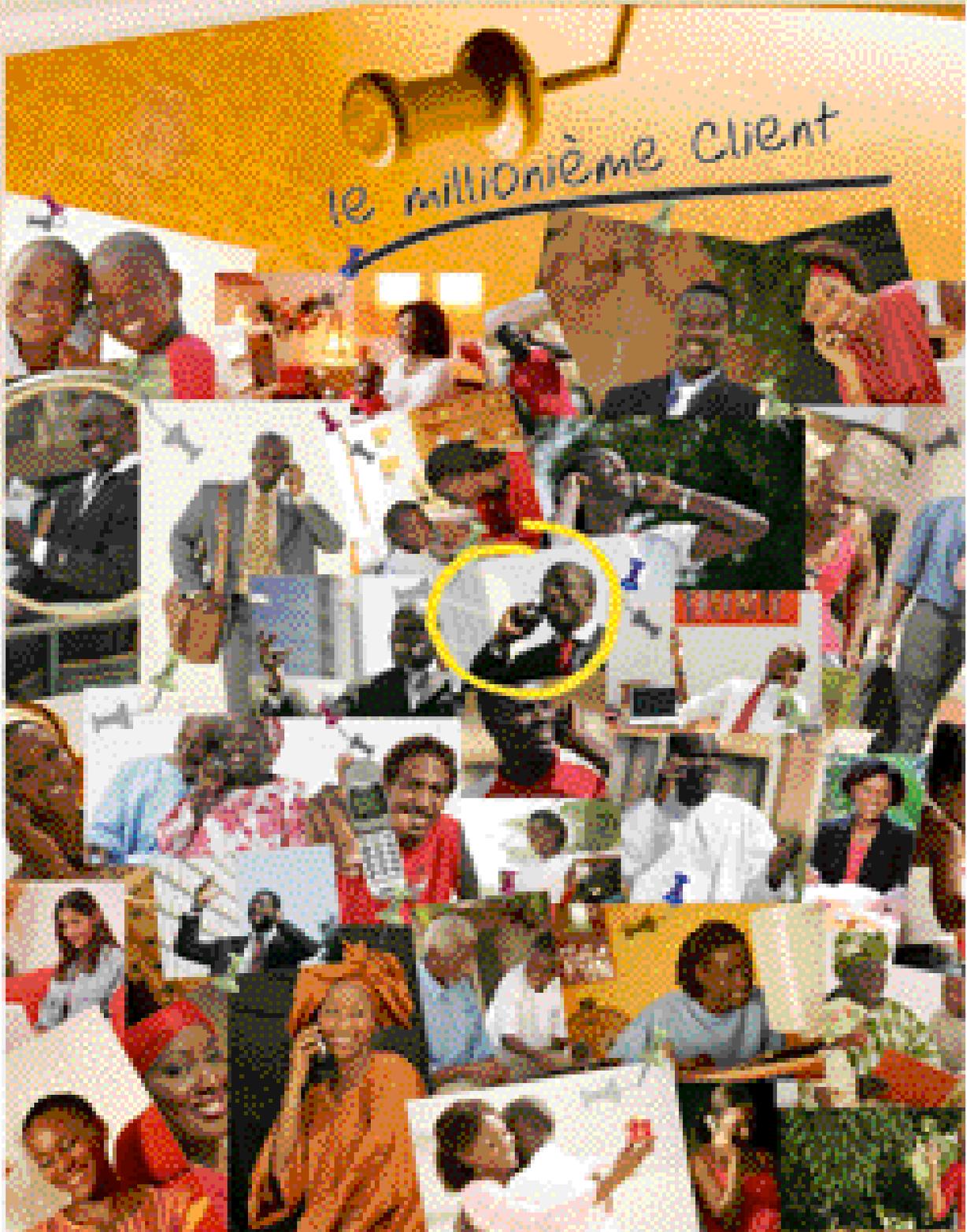


Le premier acte dans la construction de l'opérateur intégré régional aura été la nouvelle organisation du groupe Sonatel mise en place en Septembre 2005 à l'instar de notre partenaire stratégique France Télécom.

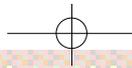
Une organisation résolument orientée client et axée sur la recherche de l'efficacité opérationnelle. La finalité étant la prise en charge globale et rapide du client pour lui faciliter la vie.

Sonatel, opérateur intégré régional, offrira à ses clients des services plus riches, plus simples d'accès et d'usage, à des coûts et à des tarifs encore plus faibles grâce aux synergies mises en œuvre.





Mobile : Croissance accélérée
La barre du millionième client franchie



La confiance des Sénégalais aux services que leur offre Alizé augmente d'année en année depuis son lancement en 1996.

Sonatel Mobiles a fêté son Millionième Client le 10 novembre.

Un évènement rempli d'espoir puisque le millionième client de Alizé est un jeune élève nouvellement abonné au Diamono S' cool, la nouvelle offre de Sonatel Mobiles exclusivement destinée aux élèves et jeunes étudiants.

Cette progression a été possible grâce aux importants investissements consentis ces quatre dernières années, plus de 75 milliards FCfa dont 30 milliards cette année 2005 et 20 milliards en 2004.

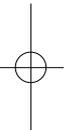
L'accélération de la croissance du mobiles a été réalisée grâce à l'intensification du recrutement de nouveaux clients postpaid et prepaid. Près de 70 000 nouveaux clients ont rejoint Alizé au cours du deuxième semestre de l'année. Pour boucler l'année en beauté, Sonatel Mobiles a mis à la disposition de ses clients l'internet Mobile avec la mise service GPRS à compter du 22 décembre, après plusieurs mois de tests concluants.

• Nouveaux services innovants pour les entreprises, professionnels et particuliers

De nombreux services innovants destinés aux entreprises, professionnels et particuliers ont été lancés au courant de l'année .

Pour le segment «Entreprises et Professionnels», on note parmi les services innovants lancés cette année : le nouveau compte mobile, le roaming prepaid, le Réseau Privé d'Entreprise (RPE) et le Bureau Mobile comprenant le WAP, la conférence à 6, toujours sur son mobile, le SMS to mail permettant d'envoyer un sms sur une boîte e-mail et vice versa . A ces services s'ajoutent des Offres sur Mesures aux entreprises qui en font la demande.

Certaines de ces offres sont accessibles aux clients particuliers qui bénéficient également du rechargement de crédit en ligne ou P@ynet, le Miss call Alerte qui informe par sms les clients des appels manqués. Autant de services visant à faciliter la vie aux clients.



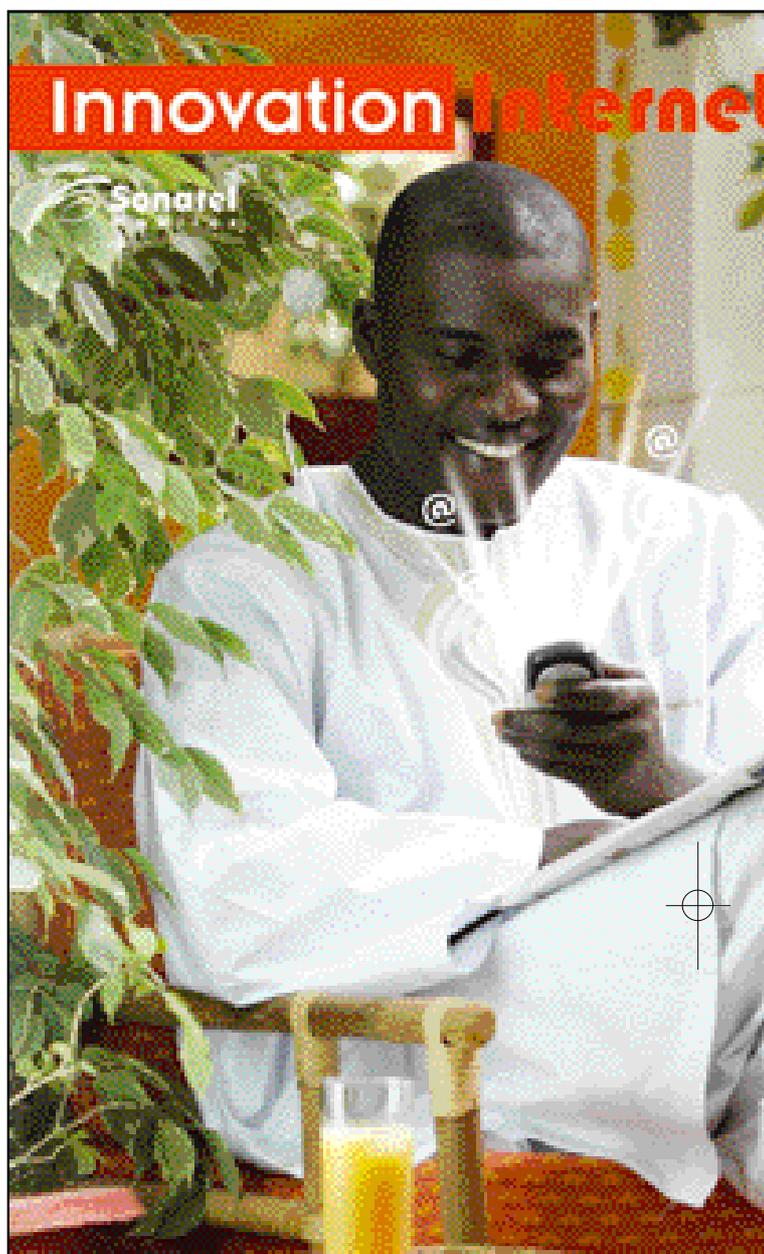
• L'internet mobile devient une réalité au Sénégal

SONATEL MOBILES a fait du GPRS (General Packet Radio Service) une réalité au Sénégal avec un lancement au grand public le 22 décembre. La technologie GPRS permet, à partir de votre téléphone mobile, de naviguer sur Internet avec une vitesse confortable (données, images, jeux) et d'accéder à de nombreux autres services multimédia à partir d'un mobile ou d'un assistant personnel numérique.

Le GPRS est un service de transmission des données sans fil basé sur la transmission par paquets qui offre la possibilité de profiter d'Internet sur le téléphone mobile (le WAP) avec plus de confort grâce à sa plus grande vitesse de connexion.

Les avantages du GPRS pour les clients :

- **Plus économique** : avec une tarification «au volume» on paie la quantité de données réellement échangées et non la durée de leur consultation
- **Plus rapide** : permet de multiplier par 3 la vitesse de connexion au WAP
- **Plus performant** : permet la transmission d'un volume de données plus important et la réception de mails plus lourds comportant des fichiers joints
- **Multi support** : grâce au GPRS, le PDA, le PC deviennent des outils communicants, c'est à dire connectés à Internet même en déplacement, il est possible de continuer à consulter ses mails, en connectant le PC à Internet via son mobile.



Avec Alizé, l'Internet devient une réalité

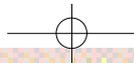
Je me connecte sur Internet à partir de mon Assistant Personnel Numérique (PDA), même quand je suis hors du bureau : dès que j'ai un moment, mes recherches sur Internet.

i pré-requis : être client Téranga*, avoir un téléphone mobile compatible et paramétrer son mobile en appelant le 400 (appel gratuit)

*Disponible aujourd'hui pour nos clients Téranga et pour les clients Diamono dès le 1er trimestre 2006.

www.alize.sn

vivez l'



'Internet Mobile' réalité !

stant Personnel Numérique
que j'ai un moment, je poursuis

phone mobile compatible GPRS,
etc)

© 2004 le 1er trimestre 2004.



vivez le meilleur du mobile



• «DIAMONO S' COOL» POUR REpondre AUX BESOINS DE COMMUNICATION DES ELEVES ET JEUNES

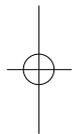
Etudiants

Les besoins de communication des jeunes élèves et étudiants sont réels mais ils ne disposaient pas jusqu'à cette date d'une offre adaptée.

DIAMONO S' COOL leur permet de disposer d'un téléphone portable qui sied à leur statut d'élève et d'étudiant et profiter des meilleurs tarifs pour communiquer en dehors des heures de cours tout en adoptant une attitude responsable.

«Le téléphone Mobiles oui ! Mais pas pendant les cours». Sonatel Mobiles prône ainsi une scolarité responsable avec l'utilisation de son nouveau produit. Elle intègre ainsi dans tous ses supports de communication les règles de bonne conduite accompagnées d'une charte d'utilisation du téléphone portable à l'école.

Différents services sont associés à ce nouveau produit des élèves et étudiants :
Une réduction de 25%, Un Service dénommé «Rappelle moi» qui permet au jeune de dire «je n'ai plus de crédit, rappelle moi» ou «je n'ai plus de sou, recharge mon compte Diamono» ; et SMS 2 MAIL



• De nombreux efforts pour améliorer la qualité de service

Parallèlement aux lancements de ces offres innovantes des efforts importants sont déployés pour améliorer la qualité de service, première priorité du groupe Sonatel. Les différentes mesures effectuées auprès des clients ont permis de constater une amélioration notable de la qualité de service par rapport à l'année 2004. La capacité du réseau mobile a enregistré une hausse de 64% en 2005.

Un certain nombre de projets d'extension de capacités d'abonnés ont été menés, ce qui a permis de faire passer les capacités de commutation de 1 030 000 en fin 2004 à 1 830 000 en fin 2005. Ceci grâce à la réalisation de plusieurs projets, parmi lesquels on note :

- Extension du deuxième central (MSC2) de 430 000 à 630 000 abonnés ;
- Intégration d'un troisième central (MSC3) avec une capacité initiale de 600 000 abonnés ;
- Extension de 200 000 boîtes vocales sur le MSC2 et de 300 000 boîtes vocales sur le MSC3.

- Doublement de la capacité de traitement d'appels entrants par heure du réseau intelligent et de la capacité d'abonnés qui passe de 1 100 000 à 1 700 000.

- Intégration du nouveau réseau intelligent avec une capacité d'abonnés de 1 200 000 en licence et 1 500 000 en hardware.

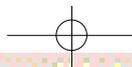
Pas moins de quatre axes routiers ont été couverts en même temps cette année.

Il s'agit de :

- Dakar – Linguère
- Dakar – Tamba
- Dakar – Karang
- Dakar – Matam







Poursuite des innovations : maintien
de la qualité de service commercial
et technique

Dans le secteur d'activité téléphonie fixe c'est le maintien de la bonne qualité de service commercial et technique, la desserte rurale et la mise sur le marché de nouveaux services innovants qui ont été en général au centre des préoccupations durant l'année 2005. Le fixe a terminé l'année avec un parc de 266 612 lignes, soit plus de 21 000 nouvelles lignes, comparé à la même période de l'année 2004 .

Parmi les actions majeures ont note :

- La réorganisation de la fonction commerciale avec de nouvelles évolutions dans la perspective de la construction de l'Opérateur Intégré Sous Régional avec :
- la création d'une Direction Commerciale Entreprise, d'une Direction Commerciale Résidentiels et Professionnels et une Direction de la Distribution des Services ;
- L'optimisation de la fonction de distribution indirecte avec une fonction groupe
- Le renforcement de la communication commerciale et de la fonction vente ;
- La réorganisation de la fonction marketing ;
- L'amélioration du service client sur l'ensemble des canaux de communication avec le renforcement de la fonction client en ligne;
- La généralisation du déploiement de l'ADSL, l'élargissement du débit et la baisse des tarifs ;
- La généralisation de l'offre de ligne keurgui et une nouvelle baisse sur les tarifs ;
- Le lancement de deux (02) nouvelles offres : la ligne Keurgui Confort et l'offre extenso de l'ADSL
- L'évolution d'une offre : la ligne Keurgui Kheweul (SRC gratuit)
- Trois (03) baisses tarifaires : baisses sur l'international, baisse du fixe vers les mobiles et baisse de l'ADSL (voir par ailleurs).

D'autres actions ont été menées aussi pour l'amélioration du pilier client. C'est ainsi qu'il a été mis en place un plan dit « **plan oxygène** » avec deux objectifs principaux : La résorption des instances de dérangements et l'amélioration des vitesses de relève. A cela s'ajoutent :

La poursuite de l'amélioration du Service Client à l'accueil téléphonique ;



Le regroupement et l'externalisation du 14, la finalisation de la centralisation du 13 au Technopole et expérimentation de la géolocalisation pour le pilotage des dérangements ;

- Envoi automatique de SMS au client lors de l'orientation et la relève de son dérangement (Web2SMS) ;
- la poursuite de l'amélioration du Service Client à l'accueil physique par l'organisation de challenges bimestriels entre les différentes agences Sonatel, partout sur le territoire ;
- L'organisation d'actions de maintenance préventive ;

Quant à l'activité vente, elle a été dopée par le lancement de nouvelles offres (Keurgui, ADSL, postes téléphoniques,..) et par une série d'opérations commerciales (mesures tarifaires, promotions, gratuité des frais d'accès,). Il s'y ajoute une **politique continue d'investissement**

Le secteur de la téléphonie publique et des télécentres privés continue de croître en 2005. Le dialogue et l'appui instauré avec les associations de gérants de télécentres se poursuivent à travers des rencontres, des séminaires et l'octroi de subventions.

• Une attention particulière aux clients Grands Comptes, Entreprises, Opérateurs et Etat

Les clients Grands Comptes, Entreprises, Opérateurs, Etat, dont les télécommunications sont au cœur de leur activité, sont pris en charge au sein de la Direction des Entreprises (DDE). Le credo de Sonatel est de les accompagner dans leur stratégie. C'est dans ce sens que le service clients Grands Comptes et Entreprises a connu une nouvelle organisation en juillet 2005 avec la création de deux pôles opérationnels et d'un pôle contrôle/soutien, pour une meilleure prise en charge des demandes clients et des processus commande livraison, facturation, réclamation.

Un certain dynamisme a été noté dans le marché Opérateurs et Etat au courant de l'année 2005. Le développement des ventes dans le segment opérateur s'explique par la croissance du mobile et l'arrivée de nouveaux fournisseurs de services (centres d'appels, ISP, etc.). Sur le segment Etat, c'est certains grands projets dans lesquels Sonatel accompagne l'Etat et ses démembrements (Intérieur, Finances) notamment la Carte d'identité numérisée, l'organisation d'élections, la mise en place de Réseaux privés virtuels, qui justifient la croissance enregistrée à ce niveau.

D'intéressantes offres innovantes ont été conçues pour ces clients en 2005, notamment :

Grands Comptes et Entreprises :

- Lancement des nouvelles solutions Voix :

- * RPV Groupe
- * Préférence Mobile
- * Avantage Pays
- * Forfaits Fixe Mobile Entreprises
- * Forfaits National Entreprises
- ADSL
- * Offre ADSL Employeur / Employé
- «Liaisons Louées Internationales» Guichet Unique avec la France

Opérateurs :

- Baisse de tarif sur l'offre de colocalisation pour les clients non Opérateurs Mobiles
- Baisse de Tarif et modification de l'offre Netkiosque
- Lancement de l'offre «Liaisons Louées Internationales» Centre d'appels
- Lancement de l'offre Terminaison d'appels

Etat :

- Lancement du Pack Administration
- Lancement de l'Internet scolaire



Qualité de service

Pour assurer une bonne qualité de service, vitale pour ces clients Grands Comptes, Entreprises, Opérateurs, Etat, Sonatel effectue des sondages mensuels sur l'ensemble des segments de la Direction des Entreprises (Grands comptes, Entreprises, Opérateur, Etat, Collectivités publiques et Parapublics). Ces écoutes clients ont pour Objectifs :

- Capter et Porter **la voix du client** dans toutes nos structures ;
- Traduire ses attentes en Exigences ;
- Bâtir un **Système capable** de mieux prendre en compte ses exigences.

Les finalités visées à travers cette démarche sont :

- **Améliorer** la qualité de nos processus et de nos offres ;
- **Développer** la rigueur et la compétence de nos ressources humaines.

Sonatel et CGE fusionnent leurs activités Réseaux d'Entreprises dans une nouvelle filiale :



Sonatel et la Compagnie Générale d'Énergie (CGE), leader dans le domaine de la téléphonie privée d'entreprise ont fusionné leurs activités de réseaux privés d'entreprises dans une nouvelle société anonyme, dénommée «CGe Solutions» au mois de février 2005. «CGe Solutions» regroupe désormais toutes les activités autocommutateurs et câblage de réseaux privés d'entreprises de Sonatel et de la CGE.

Par cette fusion, «CGe Solutions» conforte sa position de leader sur le marché télécoms des réseaux privés d'entreprises et offre à ses clients des solutions globales intégrées au sein du groupe Sonatel notamment par le conseil, la location, la vente, l'installation et la maintenance de matériels et logiciels de réseaux de télécommunications d'entreprises.

« CGe Solutions » a aussi vocation d'accompagner le groupe Sonatel dans sa politique d'expansion sous-régionale.

L'exercice 2005 a été essentiellement marqué par les événements ci-après :

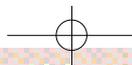
- la création en février et le lancement des activités commerciales en mars
- le déménagement dans de nouveaux locaux en octobre
- la fusion des anciennes bases clients CGE Sénégal et Sonatel
- l'atteinte de résultats financiers positifs au-delà des objectifs
- le déploiement de solutions réseaux ToIP/VoIP.

CGe Solutions est toujours leader sur le marché des solutions téléphoniques d'entreprise.

Les réalisations par pilier stratégique peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

Pilier croissance

Chiffre d'Affaires en ligne avec les objectifs malgré un démarrage effectif tardif des activités commerciales (fin avril 2005).



Au niveau technique, le parc a évolué ainsi qui suit :

- 126 nouvelles installations
- Capacité usagers installée : 4441
 - * téléphones IP : 51
 - * Numériques : 1523
 - * Analogiques : 2867
- Capacités Réseaux
 - * Accès Analogiques : 312
 - * Accès numériques : 920 canaux B

Pilier client

L'exercice 2005 a été marqué par une réelle volonté d'améliorer la qualité de service commerciale pour atteindre le standard exigé par le marché et plus particulièrement nos clients sous contrats de maintenance. Il s'agissait aussi de marquer la différence avec la situation des années précédentes et montrer un nouveau visage.

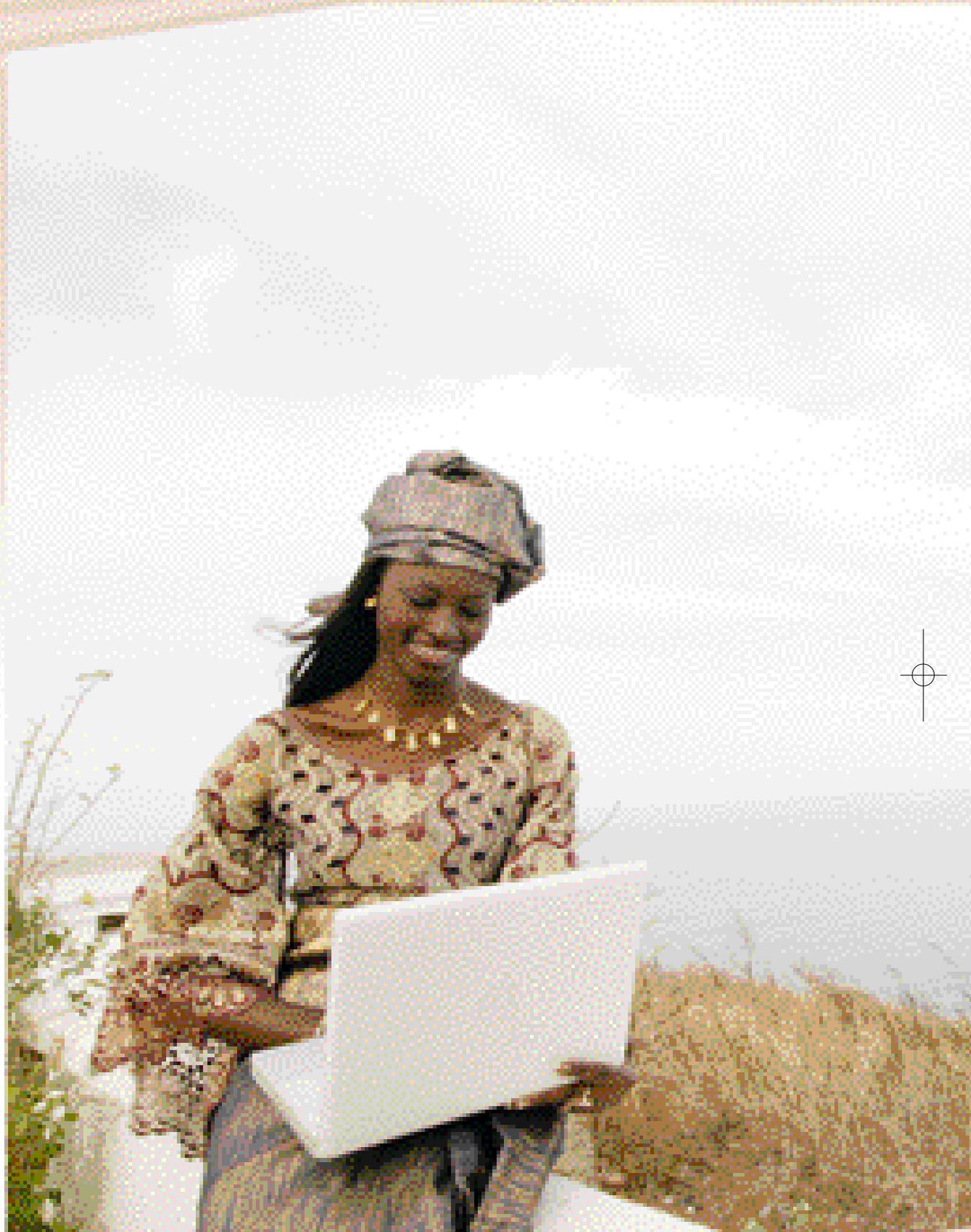
Parmi les actions engagées et mises en œuvre durant l'exercice 2005 on peut noter :

- La mise en place de procédures de support avec des numéros de signalisations communiqués aux clients et l'envoi de rapport sur tous les incidents majeurs;
- Le renforcement des moyens d'intervention des équipes;
- Le lancement de la notification par mail des incidents par les clients;
- La reprise de la gestion de l'ancienne base installée de location/entretien de Sonatel.

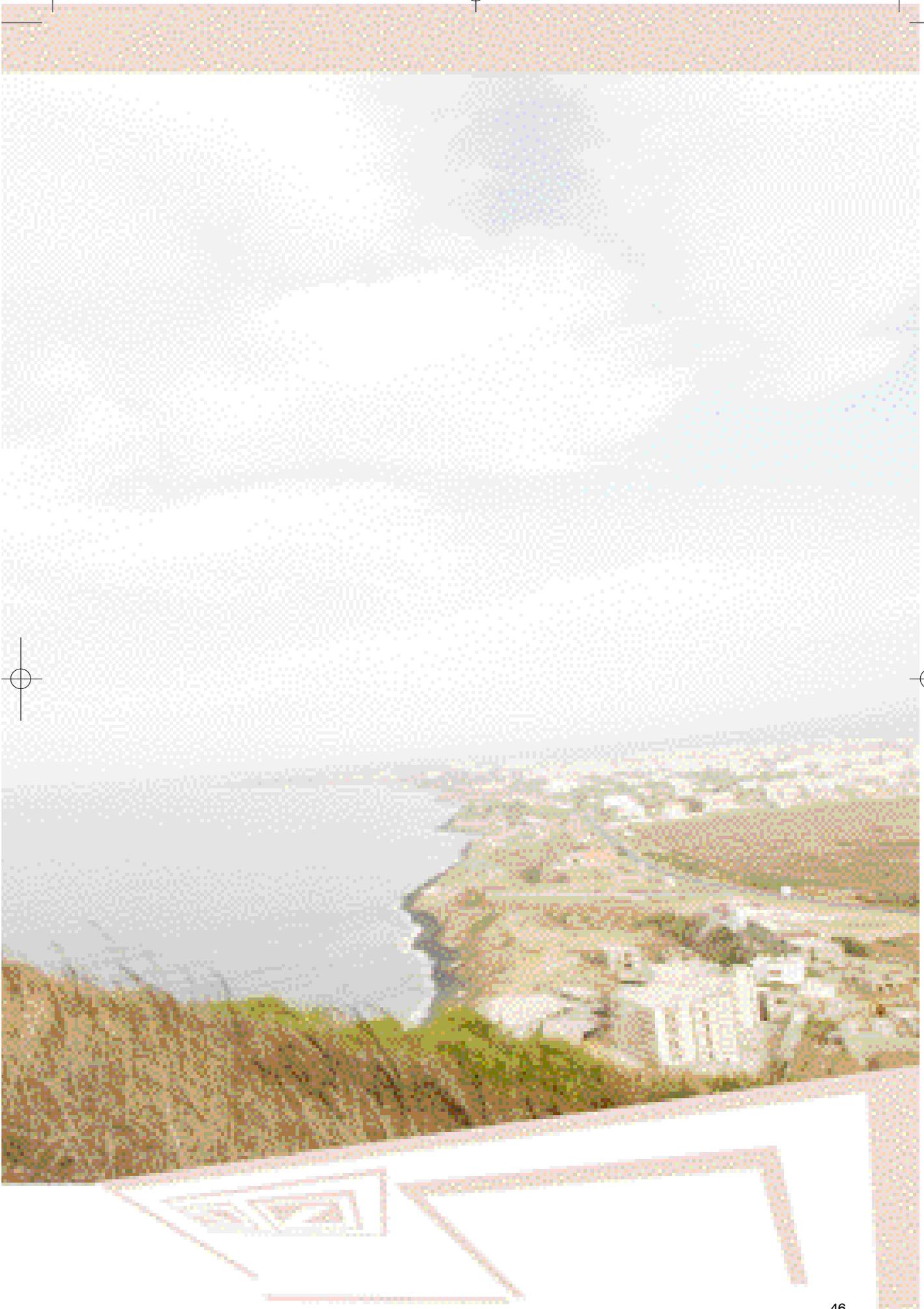
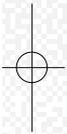
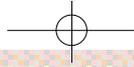
Pilier rentabilité

Les principales réalisations au titre de ce pilier peuvent se résumer ainsi :

- Un modèle d'estimation rigoureuse pour évaluer nos marges en amont
- Une amélioration de notre chaîne logistique par le choix d'un partenaire qui couvre toute la chaîne
- Maîtrise des coûts hors exploitation
- Mise en place de Oracle financials.



Développement de l'Internet Haut Débit

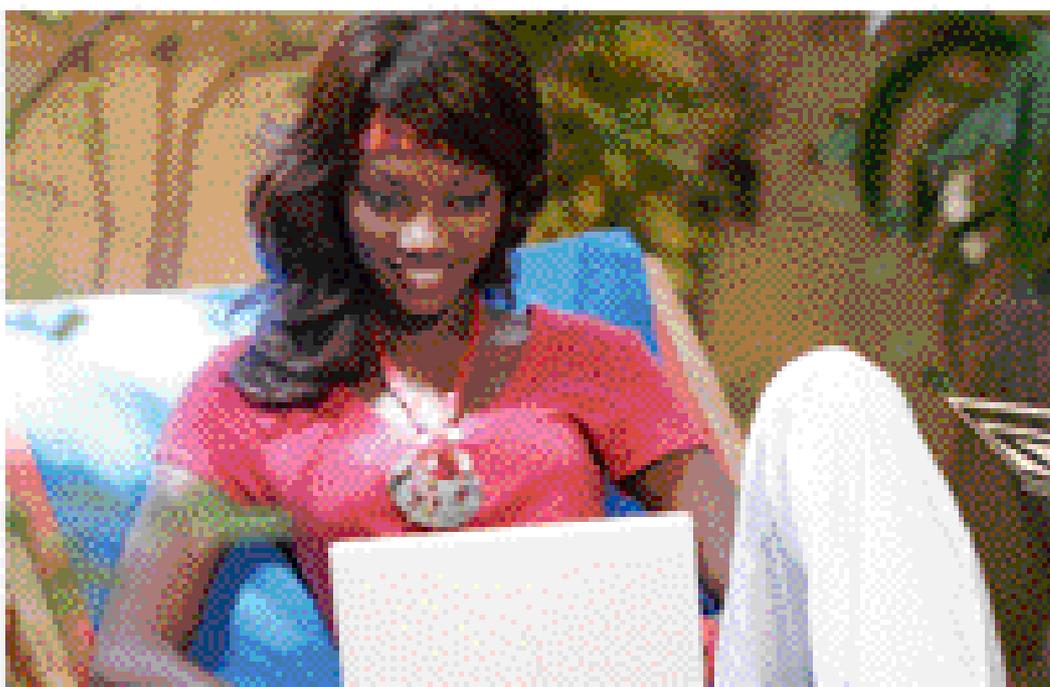


L'année 2005 s'est caractérisée pour les clients Internet par l'amélioration de la qualité de service aussi bien commerciale que technique. On note le lancement de la première plateforme électronique de paiement des factures en Afrique baptisée «Senfacture».

- Simplification du service commercial aux clients :

Sur le plan commercial un certain nombre d'actions ont été initiées pour simplifier le service aux clients. On note parmi elles :

- La mutualisation des espaces de vente et d'encaissement ;
- La facturation unique pour l'ADSL ;
- Le vaste programme de fidélisation des clients ;
- La mise en place d'une plateforme unifiée ;
- * Refonte de la messagerie grand public : augmentation des tailles boîtes de 8 à 20 Mo, puis à 100 Mo ;
- * Mise en place d'une nouvelle messagerie grand public ;
- * Changement des chronogrammes de facturation/recouvrement ;
- * Forte baisse des tarifs et incitation des clients à la montée en débit ;
- * Diffusion du guide des conseils pratiques aux clients internautes ;
- * Lancement de l'Accès libre en direction des 3 000 résiliés RTC ;
- * Réaménagement de l'espace Sentoo de la place de l'indépendance à Dakar.





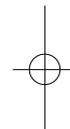
- Innovation : lancement de la plateforme électronique de paiement des factures, «Senfacture»

Au niveau technique, l'activité Internet a été marquée cette année par le lancement au mois d'avril de la plateforme électronique de paiement des factures baptisée «Senfacture».

Senfacture est la première plate-forme de paiement électronique au Sénégal. Elle est lancée par le groupement G.P.S. constitué, en plus de Sonatel Multimédia, de «Gainde 2000», éditeur et intégrateur de solutions informatiques doté d'une longue expérience dans le développement des systèmes d'information qui s'est intéressé au paiement électronique pour faciliter aux opérateurs économiques le paiement des droits et taxes et «Paybox Services», une entreprise française qui gère et sécurise les transactions des cartes bancaires et privées effectuées sur des sites de commerce électronique et dans des activités de vente à distance en général.

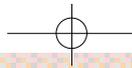
Sonatel Multimédia qui étudie, élabore et met en œuvre des solutions sécurisées de paiement en ligne, a mis à la disposition du groupement G.P.S son expertise technologique dans la réalisation du portail "<http://www.senfacture.sn>" www.senfacture.sn .

Senfacture constitue l'une des premières plateformes de paiement





Poursuite de la politique de Baisse des Tarifs



Les bons résultats obtenus en 2005 par le groupe Sonatel lui ont permis de partager encore ses gains de productivité avec ses clients .

Le partage des gains de productivité avec les clients s'est fait sous forme de baisse des tarifs du téléphone Fixe, de l'Internet et du Mobile.

- Baisse des tarifs du Fixe et de l'Internet

Jusqu'à -23% sur les appels fixe vers mobiles

Jusqu'à -37% sur l'international

Jusqu'à -74% sur les abonnements mensuels ADSL

Jusqu'à -54% sur les frais d'accès ADSL

Diversification et innovation dans les offres

Les baisses de tarifs du Fixe concernent les appels fixe vers les mobiles, l'International et l'ADSL (abonnement mensuel et frais d'accès).

Les nouveaux tarifs du Fixe ont été appliqués aux clients le 1er juin 2005, après leur approbation par l'Agence de Régulation, conformément à la réglementation.

Les tarifs des appels fixe vers les mobiles ont baissé en moyenne de 6% quel que soit le réseau de destination (Alizé ou hors Alizé). En fonction des destinations, cette baisse proposée par Sonatel est allée jusqu'à 23%.

L'innovation dans les appels internationaux, au-delà de la baisse des tarifs, est l'introduction d'un nouveau tarif nuit de 100 FCfa TTC la minute, tous les jours entre 23 heures et 8 heures, soit 37% de réduction par rapport au tarif actuel.

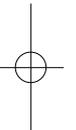
Pour accompagner l'engouement des clients envers l'Internet haut débit et favoriser sa pénétration au Sénégal, Sonatel a baissé les redevances mensuelles ainsi que les frais d'accès à la ligne ADSL. Ainsi **les Frais d'accès pour les débits 256 et 512 kilobits par seconde (kb/s) ont baissé de 54% pendant que les abonnements baissent respectivement de 22% et 60%.**

Les frais d'accès au débit de 1024 kb/s ont baissé de 49% et l'abonnement mensuel de 74%.

Innovation majeure au bénéfice des clients souhaitant plus de débit de téléchargement : Sonatel a introduit une nouvelle offre à 2048 Kbits/s. Avec l'offre à 2 Mbits/s, un client qui a souscrit une puissance de 1024 Kbits/s actuellement peut bénéficier, s'il le désire, de deux fois plus de débit tout en payant moins de 44,70% de sa facture actuelle.

La migration du débit 256 kbits à 512 kbits est gratuite, pour profiter du débit 512 Kbits au prix du 256.

La baisse de ces redevances mensuelles et frais d'accès à la ligne ADSL par Sonatel a été devancée un mois auparavant par la baisse des frais d'accès au service ADSL SENTOO de 30% (modem inclus) et de l'abonnement mensuel SENTOO de 19% à 70% selon les débits souscrits.



Au-delà des baisses de tarifs, Sonatel a lancé en 2005 une offre innovante : l'abonnement «Keurgui Confort» (LKC).

L'offre «ligne Keurgui confort» est destinée aux clients résidentiels. Il s'agit d'une ligne téléphonique «tout en un» pour simplifier l'usage du téléphone pour les clients résidentiels.

Elle comprend :

l'abonnement au réseau téléphonique

3h de communications Locales/Interurbaines/Internet RTC

1h de communications vers les mobiles au Sénégal

1h de communications internationales

3 numéros illimités en heure creuse (20h à 8h et les week-end et jours fériés)

le service restreint commandé modulable

la messagerie vocale Eko + les renvois, dans la limite des capacités disponibles

3 Services à Valeur Ajoutée au choix, dans la limite des capacités disponibles, entre l'Indication d'appel en instance, la Présentation de numéros, les rappels automatiques sur occupation, la numérotation abrégée, le rappel du dernier appelant

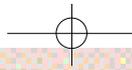
La consultation gratuite du crédit restant de la ligne Keurgui Confort.

- Baisse des tarifs du Mobile

Le Mobile a enregistré cette année deux baisses successives. La première baisse est intervenue le 1er Mai alors que la seconde est intervenue à l'occasion de la célébration du millionième client Alizé.

Au mois de mai, Alizé avait baissé de 10% ses tarifs de communications vers l'internationales.





En plus Alizé avait introduit une nouvelle tranche heure creuse entre 18 heures et 20 heures avec une forte réduction de ses tarifs :

- 44% pour les clients abonnés à DIAMONO Jeune ;
- 20% pour les clients abonnés à DIAMONO Classic ;
- 42% pour les clients abonnés à TERANGA.

Sonatel Mobiles a procédé à une nouvelle baisse de ses tarifs en fêtant son millionième client le 16 novembre 2005.

Avec ces nouveaux tarifs de Alizé les clients Téranga **connaissent une baisse allant jusqu'à 29%** sur les communications nationales et **19% sur les appels Alizé vers l'international** pour les clients Diamono (prepaid).

Les clients **Téranga** voient ainsi leurs tarifs baisser de 29% pour tout appel au sein du réseau Alizé ;

Les **DIAMONO Classic** enregistrent **jusqu'à 24%** de baisse de leurs tarifs de communication pour tout appel vers d'autres clients Alizé ;

Les **DIAMONO Pro** ont un tarif unique national de communication qui baisse de 22% ;

Les communications vers l'international baissent de 19% pour les clients **Diamono** (Classic, Pro, Jeune ou S'cool).





Les Réseaux : Meilleure efficacité opérationnelle



L'optimisation des ressources réseaux et une meilleure efficacité dans l'action constituent pour Sonatel un maillon central dans la chaîne de construction de l'opérateur intégré régional. Suivant ces objectifs, la Direction des Réseaux a été réorganisée avec trois Pôles : Ingénierie et Production, Etude et Planification et Opération et Maintenance . Cette réorganisation est surtout marquée par le regroupement de toute la gestion de l'activité technique du Fixe, du Mobile et des Données au niveau de la direction des Réseaux. Parallèlement, de nombreuses actions ont été menées durant cette année 2005 pour l'amélioration de la disponibilité de l'offre et fournir une bonne qualité de service.

Au niveau de l'international, d'importants projets ont été conduits dans le sens du développement des réseaux et services. On note :

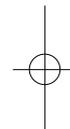
- Réception définitive de Atlantis-2, le premier système optique atterrissant à Dakar d'un coût de 244 milliards de Fcfa, mis en service en février 2000 entre le Sénégal, le Portugal, l'Espagne, le Cap-Vert, le Brésil et l'Argentine.

Ce système est doté d'une capacité de 20 Gigabits par seconde, soit l'équivalent de 240 000 communications téléphoniques simultanées ou 15 000 canaux de télévisions ;

- Deuxième upgrade du câble sous-marin SAT3/WASC/SAFE, long de 28 000 km et reliant l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Cette liaison sous-marine à fibre optique, mis en service le 18 avril et inaugurée le 27 mai 2002 à Dakar par le Chef de l'Etat, Me Abdoulaye Wade, en présence des 36 co-propriétaires, est dotée d'une capacité de 60 Gbits/s soit l'équivalent de 720 000 communications téléphoniques simultanées ou 45 000 canaux de télévisions. Elle a coûté près de 500 milliards de FCfa.

Côté transmission par fibre optique, La sécurisation et l'adaptation du réseau de transmission aux besoins croissants de bande passante se sont poursuivies durant cette année avec une forte accélération de l'investissement en 2005. Quatre (4) nouvelles boucles STM-16 d'une capacité de 2,5 Giga sont installées en 2005. Plus de 300 Km de fibres, correspondant à environ 5400 paires Km de Fibre optique ont été déployés sur le réseau. Cela participe ainsi à l'accompagnement de la croissance du réseau et des services. Ces extensions ont concerné :

- La zone sud qui passe d'une capacité de 512 Méga à 2,5 giga permettant d'accompagner la croissance du trafic international de pays voisins comme la Gambie ou la Guinée avec lesquels nous avons des liaisons terrestres. Cette boucle sera également dotée d'un déport vers les villes de Bakel et Kidira qui permettra d'apporter une sécurité supplémentaire au trafic international en provenance ou en transit depuis le Mali (Ikatel, Sotelma, Onatel) ;





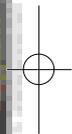
- La zone centre avec le passage également de 512 méga à 2,5 giga avec une modification de l'architecture de manière à ne plus faire de la ville de Thiès le point de passage obligé entre Dakar et les régions ;
- La zone centre nord avec la mise en place d'une nouvelle boucle qui rajoute un axe de fibre entre Louga et Linguère et entre Dahra et Touba, apportent de la capacité et

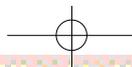




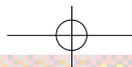
surtout de nouvelles possibilités de sécurité du trafic des zones de Touba, Linguère, Saint Louis, etc.

- La zone de Dakar avec un renforcement en service et technologies de la boucle de Grand Dakar qui dessert des zones importantes comme Hann, Foire, Méridien, Ouakam, etc.





Amélioration de la couverture rurale



L'accélération de la desserte rurale entamée en 2004 avec 400 nouveaux villages en service sur le téléphone fixe s'est poursuivie en 2005. Au 31 décembre 2005, le parc rural du fixe s'élevait à 17 974. La fin de l'année a connu la mise en service de nombreux points de téléphonie communautaires.

Une part importante de ces villages est desservie par Fixe sur GSM . Ce projet participe également fortement à la décongestion complète des réseaux ruraux.

Par ailleurs, un projet pilote avec la technologie de Boucle Locale Radio CDMA 2000 dit couverture universelle a été expérimenté au Sénégal cette année par Sonatel. Cette technologie permettra de couvrir près de 12 000 villages sur les 14 000 que compte le pays. En effet, cette technologie propose des réponses pertinentes en termes de couverture, d'exploitation technique et commerciale.

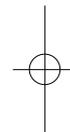
La desserte rurale - mobile et fixe - est accompagnée dans sa démarche de renforcement avec l'installation de 80 liaisons de transmission par faisceaux de déport et de l'environnement utile à la mise en service de BTS dans le rural. Ce chiffre de 80 correspond à un quasi doublement par rapport à 2004 et illustre la forte accélération des réalisations en zones rurales permise par les gains de productivité et les évolutions technologiques.

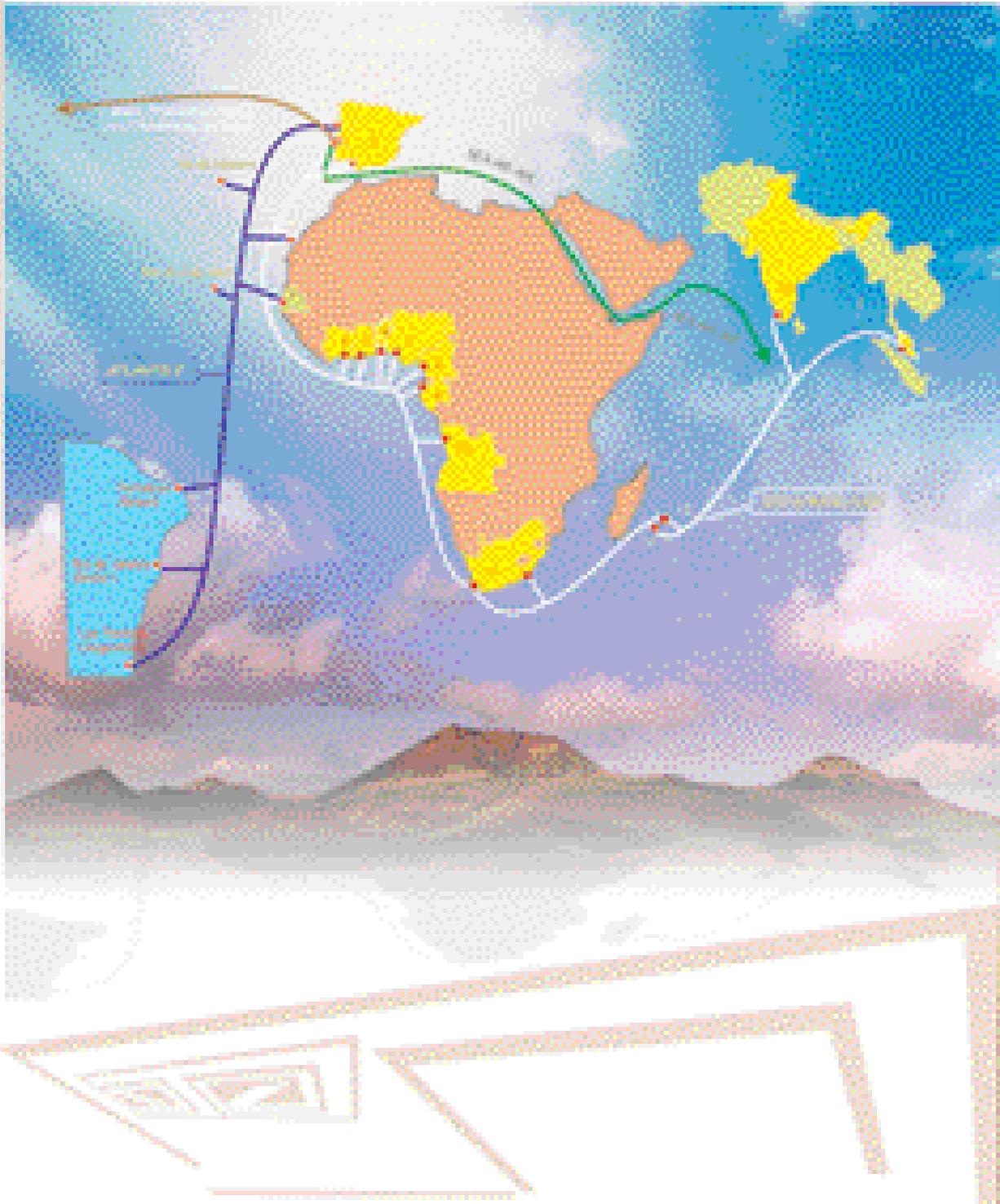
Ces projets viennent renforcer la qualité de service du réseau avec le remplacement des faisceaux vieillissants. 10 liaisons sont concernées en 2005.

- Passage en Concentrateur Numérique (CNE) des localités rurales

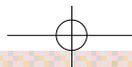
Le programme d'extension des services urbains se poursuit avec le passage en CNE (Concentrateur numérique) des localités rurales à fort trafic en vue d'améliorer la fluidité du trafic avec la mise en service d'une quarantaine (40) de nouvelles installations d'ici la fin de l'année, ce qui porte le total de CNE en service à plus de 113 dans les zones rurales.

Grâce à ces efforts, Il est noté une presque totale éradication de la saturation dans les zones rurales. Les saturations critiques des réseaux IRT et SR 500 qui ont longtemps affectées la vie de nos clients dans les localités rurales ne sont plus qu'un mauvais souvenir. Aucune plainte client relative à une congestion du réseau rural n'est enregistrée au deuxième semestre en 2005.





Rayonnement à l'international



Sur la scène internationale, on note parmi les évènements majeurs dans la vie du groupe Sonatel :

Le renforcement de notre position de carrefour sous régional par le raccordement des opérateurs de la sous région sur notre Backbone internet ; Sotelma/Mali et Onatel/Burkina ;

La participation aux négociations pour une nouvelle augmentation de capacité du système de câble sous marins de SAT3/WASC/SAFE ;

Le suivi des travaux de réhabilitation de l'antenne de télécommunications par satellite de Gandoul ;

L'augmentation de la bande passante Internet qui est passé de 3 à 5 STM1 ;

La poursuite de la signature des accords d'engagement de volume de trafic avec de gros opérateurs.

Assistance technique :

Sonatel poursuit sa politique d'assistance technique par l'envoi de mission d'experts chez les opérateurs suivants :

Gamtel/Gambie :

Extension du réseau VPN (offre de routeurs),

Suivi et le développement de projets - Web portail, MMS et plate forme SVA Interne mobile avec Gamcel ;

Mauritel/Mauritanie :

Envoi d'un expert Sonatel Mobiles pour assistance technique pour l'appui à l'implantation de EPIX au réseau mobile .

Sotelgui/Guinée Conakry :

diagnostic et intervention sur des équipements JISCOS.





Développement sous-régional Ikatel maintien sa position de leader

L'environnement du secteur des télécommunications au Mali a été marqué durant l'année 2005 par :

La poursuite de l'extension du réseau dans les provinces accompagnée de promotions ayant permis de recruter plus de 164 000 nouveaux abonnés ;

La poursuite de la politique de baisse tarifaire avec surtout un tarif unique Afrique qui est parmi les moins chers pratiqués en Afrique ;

La progression des travaux de Fibre Optique (FO) Bamako-Kidira, qui a permis de raccorder 5 nouvelles localités au MSC de Bamako.

LE CAP DES 500 000 CLIENTS A ETE DEPASSE

Une politique incitative de recrutement de clients prepaid accompagnée d'une baisse continue des tarifs a permis à Ikatel d'avoir d'excellents résultats.

En effet le parc connaît une hausse de 73,7% par rapport à 2004 avec près de 600 000 clients. Au 31 décembre, le parc de Ikatel est de 583 658.

Les volumes de trafics départ et arrivés dépassent également les prévisions grâce aux importants investissements pour accroître les capacités du réseau.

Plus de 25 milliards FCfa ont été investis.

Les investissements réseaux ont essentiellement concerné les constructions de sites pour les nouvelles localités couvertes ou à couvrir ainsi que l'achat de BTS et antennes VSAT y afférents.

Performances commerciales

Participation à la foire de Kayes (Mars).

Organisation des Ikatel Awards (mars)

Road show dans les régions du Sud

couplé à une opération de

«Mobile Coach».

Les actions

- Ouverture commerciales dans 25 nouvelles localités
- Lancement des cartes de recharges de 1000 et 1500F

Kïladia
transfert de crédit

SERVICE GRATUIT

Faites plaisir à vos proches Partagez votre crédit.

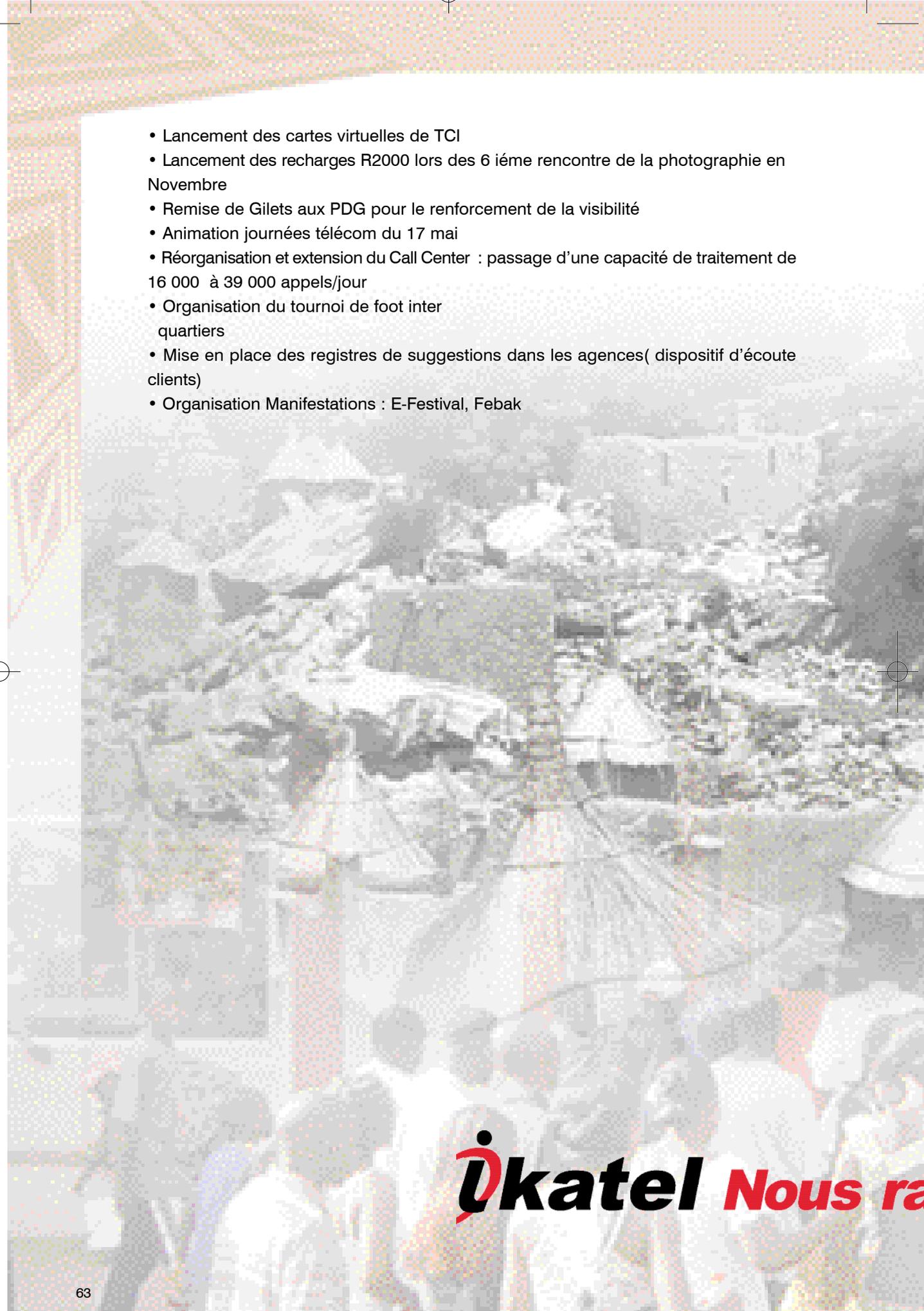
116 Numéro du destinataire Montant du crédit
à transférer Votre mot de passe à 5 chiffres # OK
puis appuyez sur répondre et tapez 1 pour confirmer.

500
Votre nouveau mot de passe par défaut est : 00000

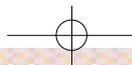
ikatel
Mali



- Lancement des cartes virtuelles de TCI
- Lancement des recharges R2000 lors des 6 ième rencontre de la photographie en Novembre
- Remise de Gilets aux PDG pour le renforcement de la visibilité
- Animation journées télécom du 17 mai
- Réorganisation et extension du Call Center : passage d'une capacité de traitement de 16 000 à 39 000 appels/jour
- Organisation du tournoi de foot inter quartiers
- Mise en place des registres de suggestions dans les agences(dispositif d'écoute clients)
- Organisation Manifestations : E-Festival, Febak



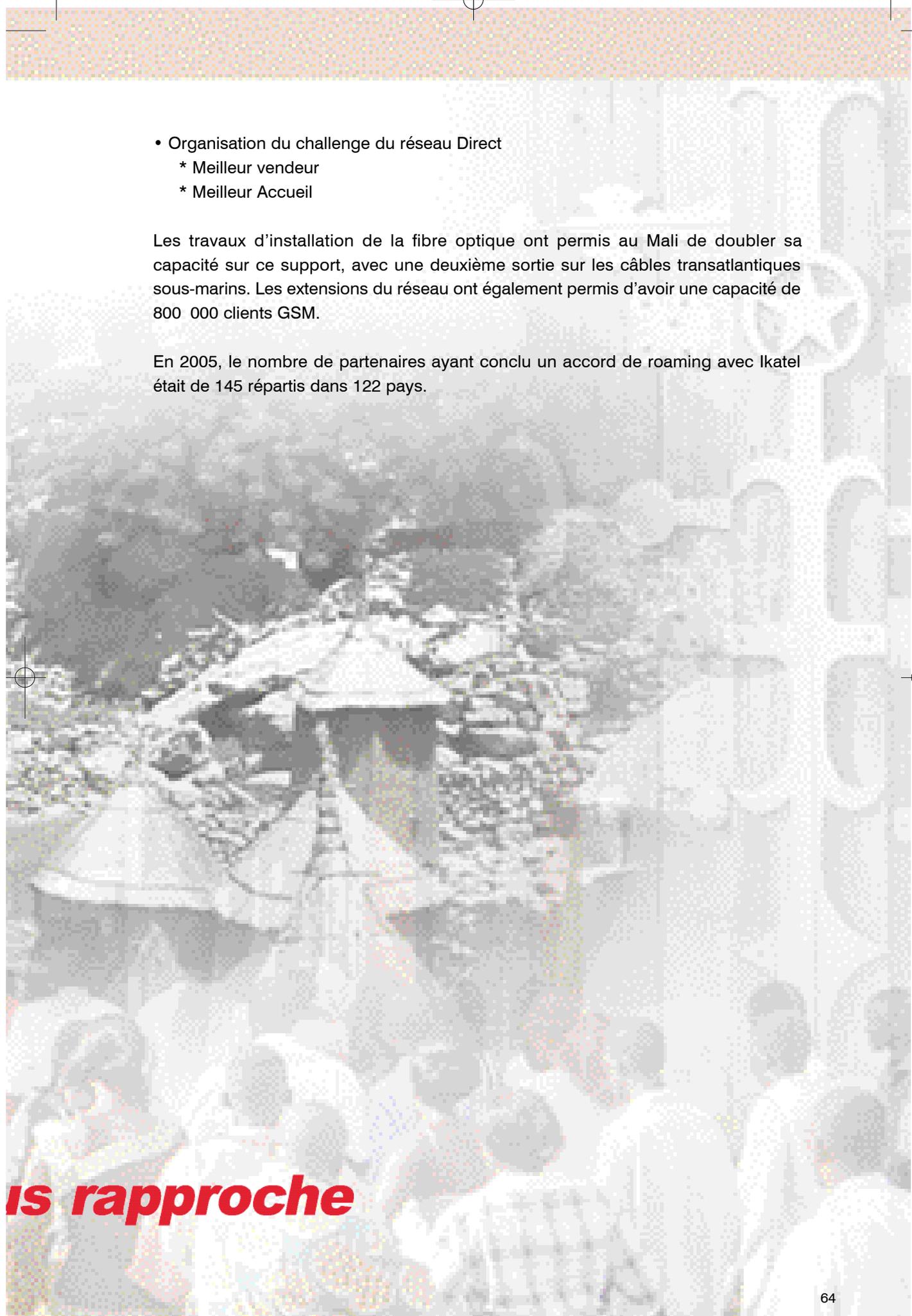
ikatel *Nous rap*



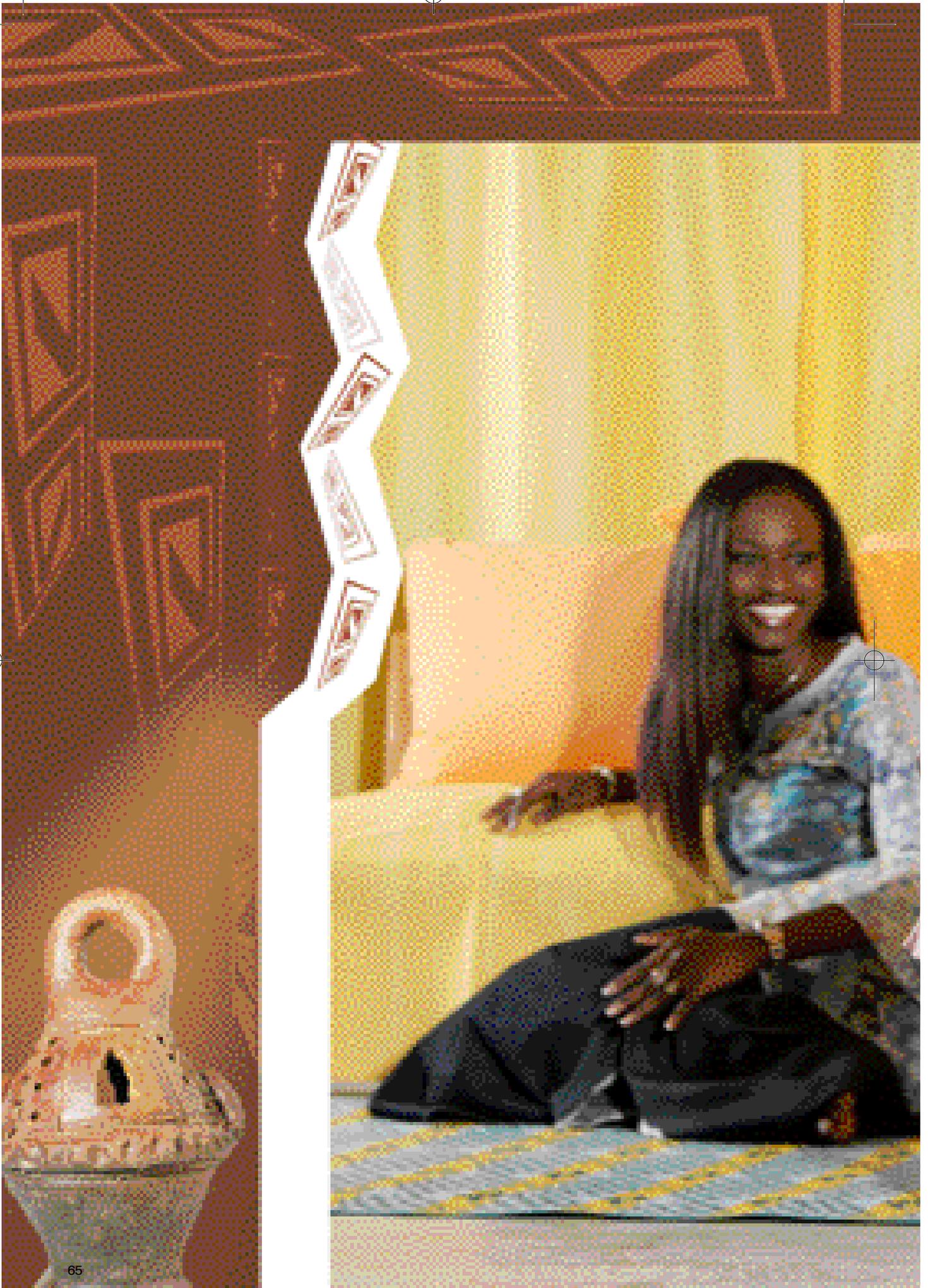
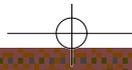
- Organisation du challenge du réseau Direct
 - * Meilleur vendeur
 - * Meilleur Accueil

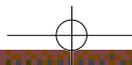
Les travaux d'installation de la fibre optique ont permis au Mali de doubler sa capacité sur ce support, avec une deuxième sortie sur les câbles transatlantiques sous-marins. Les extensions du réseau ont également permis d'avoir une capacité de 800 000 clients GSM.

En 2005, le nombre de partenaires ayant conclu un accord de roaming avec Ikatel était de 145 répartis dans 122 pays.

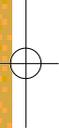


is rapproche





La responsabilité sociale d'entreprise au rang des priorités



Sonatel a érigé en 2005 la Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) au rang de ses priorités Direction générale. La responsabilité sociale d'entreprise vient s'ajouter à la «Qualité de service», les «Télécommunications rurales» et l'«Innovation» que Sonatel s'était fixées comme priorités déjà en 2004.

La Responsabilité Sociale d'Entreprise part de l'idée simple selon laquelle, compte tenu du poids que Sonatel représente dans la production du Sénégal, notre responsabilité doit dépasser le champ de l'entreprise et s'étendre à la société dans son ensemble. Elle vient s'ajouter aux actions de mécénat menées par Sonatel dans les domaines de la Santé, l'Education et la Culture par les Fondations Sonatel et Ikatel.

Le groupe a élaboré une charte de déontologie qui constitue pour les salariés un repère de valeurs et de bonnes pratiques.

Une vaste campagne de mobilisation et de sensibilisation pour faciliter l'appropriation par les salariés de l'entreprise.

La publication d'un rapport annuel RSE en même temps que nous publions notre rapport annuel, devrait nous conforter dans notre volonté de contribuer, à travers notre activité, au développement durable et au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes. (Voir Rapport RSE Sonatel 2005)

Fondation Sonatel

Au cours de l'année 2005, la Fondation SONATEL a mené plusieurs actions autour de ses trois axes de mécénat que sont la Santé, l'Education et la Culture. Parmi les réalisations majeures on note :

Axe de Mécénat Santé

- Lancement du Projet IRM pour le CHU de Fann et 02 SCANNERS pour Ziguinchor et Bamako
- Prise en charge Gratuite des personnes du 3ème Age, en collaboration avec le Ministère de la Santé : Consultation et Médicaments avec un Gériatre de la ville de Dakar dans les localités suivantes : Rufisque, Tambacounda, St/Louis, Pikine, Guédiawaye
- SAMU SOCIAL SENEGAL/SAMU INTERNATIONAL : pérennisation partenariat pour la prise en charge des médicaments des enfants en danger dans la Rue : Réinsertion Sociale
- Soutien apporté dans la lutte contre le paludisme : Lutte contre la mortalité maternelle et Infantile :

- Partenariat avec le Festival Music Ebène : Sensibilisation
- Dons en matériels médicaux pour les Services Neurologie et Maladies Infectieuses du CHU FANN
- Dons en médicaments antipaludiques et matériels aux structures qui accueillent des enfants déshérités : Daara Serigne Moksine Diop St/Louis, Daara Serigne Mor Mbaye Cissé Diourbel, Daara de Coki Louga, pouponnière St-Joseph de Clunny Dakar
- Soutien aux sinistrés victimes des inondations : Lutte contre le Choléra et le Paludisme

Axe de Mécénat Education

- Soutien des Instituts de formation d'Enfants Handicapés : Verbo Tonal, Talibou Dabo, ASEDEME
- Soutien de l'Enfance déshéritée : Ecole de la Rue de Tolbiac(Dakar), Daara de Malika, (Dakar) Ecole Cité Bass (Diourbel), Ecole Camp marchand (Rufisque), Ecole Santhiaba (Dagana), Congrégation des Sœurs du Bon Pasteur (Thiès)
- Soutien à la Dictée de la Fondation Paul Gérin LAJOIE (Dictée PGL)
- Soutien à La Commission Nationale pour la Francophonie
- Soutien à l'International Education And Resource Network
- Soutien au Leadership des Femmes Universitaires/UCAD
- Equipement de la Salle Informatique de la Cité Aline Sitoé Diatta/UCAD
- Promotion de la Scolarisation des Filles : remise bourses de lycéennes 1ère année dans le cadre de la Convention Fondation Sonatel/USAID sur les 5 ans (maintien des filles à l'Ecole)
- Soutien à l'Excellence
 - Soutien à la Distribution des Prix sur tout le Pays
 - Soutien aux Lauréats des Prix Scientifiques du Concours Général 2005
 - Subvention d'Equipements aux 30 Meilleurs élèves ayant obtenus les meilleurs résultats à l'entrée en 6ème
 - Soutien de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) ;
 - Soutien de la Fête de l'Excellence organisé par l'Association Education Santé de Mme Viviane Wade ;
 - Soutien à l'Association Culturelle Kocc Barma
- Soutien à la Rentrée des classes 2005/2006 : Dons de 80.000 cahiers, 694 Blouses et 100 Micros Réformés ;
- Signature d'une Convention de Partenariat entre Fondation Sonatel/Fondation France Télécoms/UNICEF pour soutenir l'accès à l'école des filles (Cantines, blocs sanitaires, Eau Potable, Jardins Potagers) dans les Régions du Sud

Axe de Mécénat Culture

- Soutien à l'Édition pour les écrivains débutants (Aïssatou Cissé, Nafissatou Dia Diouf, Édition Khadimal Moustapha, Association des Écrivains du Sénégal)
- "Appui aux Galeries" lors des expositions d'Arts Plastiques (Galerie Le Totem, Galerie Nationale d'Art)
- Soutien au Comité des Résidents du Village des Arts Plastiques de Dakar (V'ARTS)
- Soutien aux expositions d'Artistes (Groupe Litassi, ASPECSY, Salon International des jeunes Plasticiens, Ndèye Ramatou Bikami, Africa Art Culture, Mamadou Wade)
- Soutien des Festivals de Musiques (Ndef Leng, Rap à Ndar, Rencontres poétiques de Foundiougne)
- Soutien des Musiques du monde : Ndiol'or Folk groupe, Solid'Arts
- Soutien aux Festivals de théâtre : FEST'ART
- Soutien aux Ecoles de Danses : Association Kaay Fecc
- Soutien à l'Association de la Fédération des Associations Mancagnes
- Soutien à l'Alliance Culturelle Africaine « ACA »



Fondation Ikatel

Au cours de l'année 2005, la **Fondation Ikatel** s'est retrouvée au premier rang du combat visant à apporter des réponses et solutions à la demande sociale au Mali. De ce fait de nombreuses actions ciblées entreprises en partenariat avec les autorités de tutelle, les organisations privées, les structures associatives et les bénéficiaires directs dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations.

Afin de consolider sa politique d'accompagnement de ces partenaires du développement social et culturel la **Fondation Ikatel** a mis en place une politique de mécénat structurée autour de trois axes majeurs d'intervention : **l'Éducation, la Santé et la Culture.**

La Fondation Ikatel en quelques actions :

- **Opération Fondation Ikatel en direction du 3^e âge**

Lancée au mois d'avril 2005, cette initiative a pour but d'offrir **la prise en charge médicale de personnes âgées**

démunies devant subir des opérations chirurgicales de la cataracte dans plusieurs localités de l'ensemble du territoire malien. Elle est organisée par le Conseil National des Personnes Agées du Mali en partenariat le programme National de Lutte Contre la Cécité et la Fondation Ikatel. Une tournée de quinze jours par localité est effectuée avec un camion laboratoire pour la chirurgie de la cataracte permettant d'effectuer les opérations sur place.

En permettant à plusieurs centaines de personnes âgées de bénéficier gratuitement d'une intervention chirurgicale de la cataracte, la Fondation Ikatel entend jouer son rôle **d'entreprise citoyenne** dans un projet qui s'inscrit également dans la politique nationale de réduction de la cécité au Mali.

Grâce au succès de cette première Opération 'Fondation Ikatel en direction des Personnes Agées', l'initiative sera étendue à d'autres localités en 2006.

- Opération Téléfood

La **Fondation Ikatel** a offert son soutien au Commissariat à la Sécurité Alimentaire dans son combat **contre la crise et l'insécurité alimentaire** qui a affecté le Mali en 2005. En plus d'une contribution financière significative, Ikatel a gracieusement mis un place deux numéros SMS, dont les recettes ont été intégralement reversées au Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Pendant le concert "Téléfood" organisé pour la récolte de dons en faveur du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, un numéro de téléphone, **mis en place grâce à la Fondation Ikatel** et permettant de recueillir les promesses de dons a été communiqué aux millions de téléspectateurs qui assistaient à la retransmission télévisée dans plusieurs capitales africaines et à Paris. Plus de **25 000 000 Fcfa** ont ainsi été récoltés pendant le concert grâce aux donations de certaines institutions de la république, entreprises, commerçants, journalistes, particuliers et de nombreuses autres bonnes volontés.

- La Fondation Ikatel Partenaire Officiel du Mois de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion

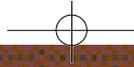
Cette année encore, pour le Mois de la Solidarité et de Lutte contre l'exclusion la Fondation Ikatel a initié plusieurs actions en faveur des couches défavorisées en partenariat avec le Ministère de tutelle :

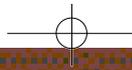
don de 30 000 cahiers

10 cabines tricycles pour handicapés

Don de 5 tonnes de sucres répartis entre la Fondation pour l'Enfance, des mosquées, ONG et associations diverses.

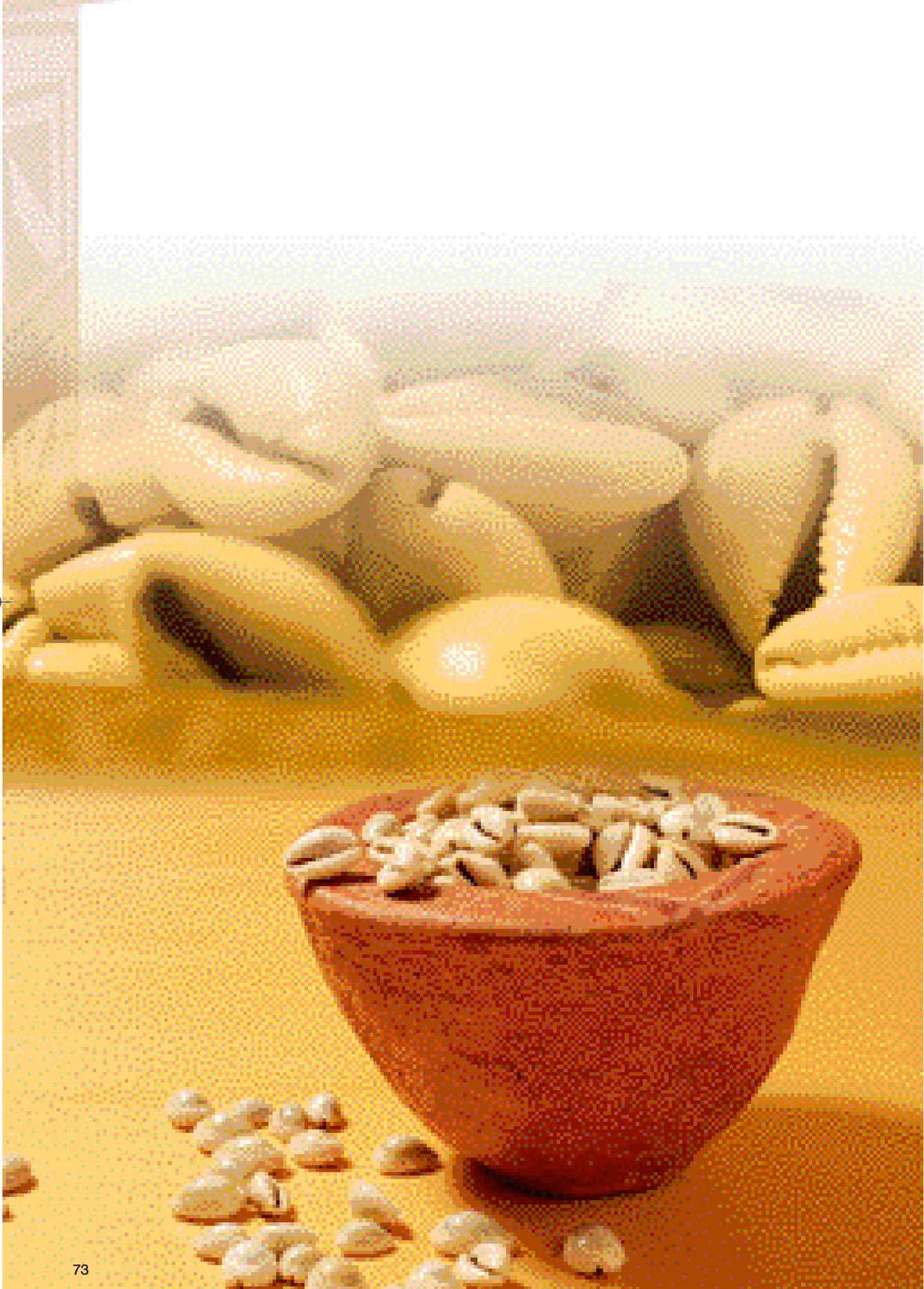
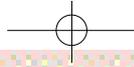
La totalité de la contribution Ikatel s'élève à **plus de 20 000 000 F cfa**.

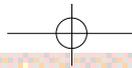




Rapport Financier







Note au lecteur

- Le périmètre de consolidation pour le Groupe SONATEL englobe les entités de «SONATEL SA», «SONATEL Mobiles» filiale à 100 % de SONATEL SA, « IKATEL SA » filiale à 70.4355 % de droit malien de SONATEL SA, «SONATEL Multimédia» filiale à 100 % de SONATEL SA et « CGE Solutions » filiale à 60 % de SONATEL SA.

Par rapport à l'exercice 2004, le périmètre de consolidation a évolué et a intégré en 2005 les entités de Sonatel Multimédia et CGE Solutions.

- Ce rapport au Conseil d'Administration commente la gestion du groupe (comptes consolidés).



Rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale

Introduction

L'année 2005 a encore confirmé la position de leader du Groupe SONATEL sur ses différents marchés. Elle a permis au Groupe de poursuivre sa croissance rentable avec de bons résultats opérationnels et financiers. Toutes les activités du Groupe (fixe, mobile, internet) enregistrent une croissance à 2 chiffres. Le chiffre d'affaires consolidé a cru de 26,7% par rapport à 2004 et le résultat net part de l'entreprise consolidante est en hausse de 38,3%.

Cette forte croissance traduit la politique d'investissements soutenue qui a été menée ces dernières années notamment dans les réseaux mobiles, dans l'ADSL et dans les nouveaux services. Elle est également liée au succès du lancement de certaines offres innovantes comme la ligne Keugui Kheweul (prépaiement sur la ligne fixe) et la ligne Keugui Confort (offre packagée de trafic et abonnement).

L'accélération de la couverture rurale au Sénégal a permis le raccordement de plus de 400 villages en 2005, soit une croissance de 30% du nombre de villages raccordés par un point fixe. Sonatel Mobiles couvre 65% des villages de plus de 500 habitants à fin 2005.

La concurrence s'est renforcée de façon très significative en 2005 notamment sur les marchés mobiles du Sénégal et du Mali (Compagnes de recrutement très agressives des concurrents, forte baisse des prix).

Enfin, l'année 2005 marque également l'entrée dans le périmètre de consolidation de Sonatel Multimédia et de CGE Solutions filiale née de la fusion des activités PABX de Sonatel et CGE en Février 2005. Ces deux sociétés ont une contribution positive aux résultats du Groupe de cette année.

Environnement

Environnement économique

La conjoncture économique internationale a été marquée en 2005 par un ralentissement de l'activité industrielle, fortement affectée par la persistance de la flambée des prix du pétrole. Engrangé depuis la seconde moitié de 2004, le ralentissement de l'économie mondiale a, en outre, été amplifié par le repli des importations des pays anglo-saxonnes (Etats-Unis et Royaume-Uni) et japonaises qui ont pesé sur la demande internationale.

En 2005, la croissance économique mondiale est prévue à 3,5% après 4,5% en 2004. Sur le plan sous-régional, la conjoncture économique est jugée globalement satisfaisante au Sénégal comme au Mali.

Sénégal

Le taux de croissance du PIB au Sénégal est estimé à 6,4% pour 2005.

En ce qui concerne le secteur primaire, la configuration de la campagne agricole 2005-2006, marquée par les bonnes conditions de démarrage de l'hivernage et la régularité des pluies dans le temps et dans l'espace a favorisé un bon comportement du secteur dans son ensemble.

S'agissant du secteur secondaire, en dépit des tensions sur le marché du pétrole, il a connu une évolution positive dans l'ensemble. Cette évolution a été favorisée par la bonne tenue des activités au niveau des industries alimentaires, des matériaux de construction et de l'énergie. Par contre, des contre-performances ont été relevées au niveau des industries chimiques, des industries extractives et des industries du textile et du cuir.

Le secteur tertiaire a également connu une croissance soutenue en 2005 tirée par le sous-secteur des «postes et télécommunications».

L'inflation a connu une hausse en 2005 au Sénégal (environ 3%) du fait notamment des effets induits du cours du brut, alors qu'elle était assez bien contenue depuis 2003.

Le Sénégal a en outre bénéficié en 2005 d'une réduction de sa dette publique dans le cadre de l'initiative PPTE, confirmée récemment par le FMI.

Mali

Le taux de croissance du PIB estimé pour le Mali en 2005 est de 7,6%, tiré par le secteur primaire et tertiaire. Le taux d'inflation ne devrait pas dépasser 3% comme au Sénégal.

Contribution de Sonatel aux résultats macro-économiques du Sénégal

Le groupe Sonatel est un acteur important dans le processus de création de la richesse nationale.

En 2005, il a fortement contribué à l'amélioration des principaux indicateurs économiques du Sénégal et au processus de génération et de redistribution de la richesse. Il a contribué à travers ses activités pour environ 112 milliards F CFA aux recettes budgétaires de l'Etat Sénégalais (Voir détail en annexe).

- Contribution aux Recettes Fiscales de l'Etat du Sénégal

Les activités du Groupe au Sénégal ont permis de générer 95,9 Milliards de francs CFA de recettes fiscales hors effets induits (sur d'autres activités ou secteurs).

Le poids de la contribution directe de Sonatel aux recettes fiscales de l'Etat est de 12%⁽¹⁾ en 2005.

- Contribution aux Exportations du Sénégal

En 2005, la Sonatel a exporté des services pour 53 milliards FCFA au titre des balances de trafic internationales, contribuant ainsi pour 6,2%⁽²⁾ aux exportations du pays.

- Contribution à la croissance du PIB

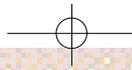
La contribution directe des activités de la Société à la croissance du PIB en 2005, hors effets induits, représente 0,58 point sur une croissance estimée à 6,4%, soit une contribution de 9,1% à la croissance du PIB

Création d'emplois et redistribution de richesses pour le Groupe SONATEL

Segment	Création Emploi	Richesse Distribuée
Emploi direct	307 emplois permanents créés au Sénégal et 112 au Mali au cours des 3 dernières années	
Télécentres (16 000 télécentres)	32 000 emplois créés	Remise tarifaire 2005 • 3,7 Milliards FCFA Marge brute sur trafic • 14,2 Milliards F CFA
Distributeurs de cartes	57 grossistes 5000 points de ventes	Marge brute sur distribution • 6,8 Milliards F CFA
Fournisseurs locaux		Total prestations • 59,2 Milliards F CFA

(1) (95,9 Milliards CFA/802 Milliards CFA)

(2) (53 milliards CFA /856 Milliards CFA)



Marché et concurrence

Le Marché Sénégalais des télécommunications a encore montré son dynamisme en 2005 sur tous les segments Fixe, Mobiles, Internet. Le taux de pénétration du mobile a augmenté de 5 points en 2005 pour atteindre 15%, dopé par une intensification de la concurrence.

Le concurrent de Sonatel Mobiles s'est beaucoup plus signalé cette année en lançant des campagnes de recrutement très agressives en 2005.

Sonatel Mobiles a néanmoins conservé 67% du marché mobile en 2005.

L'ADSL s'est également développé en 2005 avec un doublement du parc et près de 19 000 abonnés haut débit à fin 2005. Sonatel Multimédia conserve 90% de part de marché sur le haut débit au Sénégal.

Enfin, le parc fixe a connu une croissance de 8% en 2005, du fait notamment des offres « prépayées » Keurgui Khéweul (22 495 lignes à fin 2005).

Ikatel a maintenu sa position de leader du marché mobile au Mali avec une part de marché de 72% en 2005 malgré un contexte concurrentiel très agressif sur les recrutements et sur les tarifs.

La croissance du marché reste cependant forte avec un parc de clients de Ikatel en hausse de 74% sur 2005. Toutefois le taux de pénétration du mobile reste faible au Mali (7,5%) ce qui offre de bonnes perspectives d'évolution du marché mobile au Mali.





Résultats 2005

Éléments opérationnels

Parc

Le parc du Groupe SONATEL se chiffre à un peu plus 1,9 millions d'abonnés à fin 2005. Il se décompose en 266 612 abonnés fixe au Sénégal, 1 050 192 abonnés mobiles au Sénégal, et 583 658 abonnés mobiles au Mali. Ce parc a connu une croissance de 39% par rapport à 2004, soit un recrutement de 540 000 abonnés sur l'année.

Au Sénégal, le mobile tire l'essentiel de cette croissance, même si on note encore un fort taux de croissance du parc fixe (+8,8%).

Le parc de clients ADSL a presque doublé en 2005 au Sénégal pour atteindre 18 396 abonnés dont plus de 90% ont choisi Sonatel Multimédia comme fournisseur de services internet.

Le parc d'abonnés Fixe a cru de 8,8 % en 2005 représentant une augmentation de 21 664 lignes. Cette croissance du parc est le résultat de la bonne pénétration des offres Keurgui Khéweul (22 495 lignes) et Keurgui Confort (21 286 lignes) et, dans une moindre mesure, de la poursuite du développement des télécentres (+9%).

Sonatel Mobiles a fêté en novembre son millionième client et a terminé l'année avec un parc en forte croissance de 34,4 % par rapport à 2004, tirée essentiellement par le prepaid (97 % du parc, +35 %). En 2005 près de 269 000 clients ont été recrutés grâce notamment aux différentes campagnes de promotions réalisées dans l'année (Korité, Tabaski, 20ans de Sonatel etc...)

Le parc de Sonatel Multimedia a atteint 19 997 clients à fin 2005 soit une croissance de 75,5 % par rapport à l'année dernière. Cette croissance est surtout le résultat de l'accélération de la pénétration de l'ADSL (+120,4 %) tirée par la baisse des tarifs (frais d'accès et abonnements) et l'ouverture de nouveaux sites (Somone, Nianing, Joal, ICS, Ngalele, Richard Toll, Ourossogui, Touba Ndam, Touba Mosquée, Touba Madiyana, Touba Darou Khoudos, Cap Skiring, Mbao, Keur Massar et Bargny).

Enfin, CGE Solutions a raccordé près de 4 000 postes en 10 mois d'exploitation en 2005 ce qui porte son parc de lignes d'usagers à 25 000.

Au Mali, le parc de Ikatel a atteint 583 658 abonnés dont 581 341 clients prepaid (99,6%) et 2 317 postpaid (0,4%). Le parc est en croissance de 73,7 % du fait du fort dynamisme du prepaid (+74,1%).

Le parc « Ikanet » qui est l'offre Fixe-Internet de Ikatel, a été multiplié par 4 en 2005. On dénombre 1089 clients à fin 2005.

Trafics

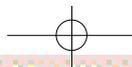
Le trafic au départ du fixe de Sonatel est en baisse de 0,6% en 2005 à 1 158 millions mn. Cette baisse du trafic fixe est la résultante de plusieurs évolutions :

- la baisse de moitié du trafic commuté vers internet (-49 millions mn) du fait de la forte pénétration de l'ADSL (baisse des frais d'accès et abonnements de 50 à 75 %)
- la baisse des trafics local (-13,4 millions mn) et national (-28,1 millions mn) fortement concurrencés par le trafic au départ du mobiles.

Ces baisses ont été en partie compensées par :

- la hausse de 20,7% du trafic fixe vers mobile (+62 Millions mn) liée à la croissance de 34 % du parc mobiles.
- la hausse de 16,5 % du trafic fixe vers international (+14 millions mn) du fait notamment de la baisse des prix de -10 % et de l'introduction d'un tarif nuit.

Le trafic arrivée international est en forte hausse de 29,8% par rapport à 2004. Il atteint 701 millions de minutes. L'année 2005 est ainsi une année record pour les revenus « balances internationales ». L'essentiel de cette croissance (80%) est liée à l'augmentation du nombre d'abonnés mobiles au Sénégal et plus de la moitié du trafic arrivée international est aujourd'hui terminée sur les réseaux mobiles.



Le trafic départ de Sonatel Mobiles est en forte croissance de +43,5 % à 768 millions mn. Cette croissance s'explique par la hausse du parc d'abonnés mobiles (+34 %) combinée à la réalisation d'importants investissements au niveau de la commutation (extension MSC2 et MSC3) et de la densification du réseau radio pour permettre l'écoulement du trafic. Toutes les destinations sont en croissance : **mobile vers mobile** (+46,3 %), **mobile vers fixe** (+11,2 %), et **mobile vers international** (+47,7 %).

Le trafic arrivée international vers mobiles est également en forte hausse par rapport à 2004 (+42,9 %).

Le trafic au départ de Ikatel a plus que doublé en 2005 (+115 %) pour atteindre 302 millions min. Cette croissance est le résultat de la forte croissance du parc (+74 %) combinée à différentes baisses tarifaires (-11 % sur les appels nationaux, tarif international unique de 155 FCFA/mn pour toute la zone Afrique).

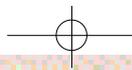
Les trafics arrivée fixe et arrivée international vers le réseau Ikatel sont également en forte croissance en 2005 (+ 60,3% pour le trafic fixe Sotelma vers Ikatel, et +78,2 % pour le trafic arrivée international vers Ikatel).

ARPU

L'ARPU de Sonatel Fixe a atteint **750 KF CFA** à fin 2005, soit une croissance de 5,6% par rapport à 2004. Cette performance traduit une croissance du chiffre d'affaires (+15 %) supérieure à celle du parc (+8,8 %). L'essentiel de la croissance de l'ARPU est induit par celle du chiffre d'affaires des balances internationales.

L'ARPU postpaid de Sonatel Mobiles a connu une hausse de 57,6% par rapport à 2004 et celui du prepaid une baisse de 12,6% malgré une croissance du parc de 34,4%. Ces évolutions intègrent un reclassement qui a été opéré sur les revenus de trafic arrivée entre le prepaid et le postpaid. L'ARPU moyen est quant à lui en hausse de 3,8% à 136 KFCFA.

Les **ARPU de Ikatel** ont connu des baisses limitées (-9,8% pour le prepaid, - 12,7% pour le postpaid). Ces baisses sont induites par la forte croissance du parc (+74,1% pour le prepaid et +6,5% pour le postpaid).



Effectifs

L'effectif du Groupe est en croissance de 11,0% en 2005 à 1 955 agents. Cet effectif se répartit en 1 431 agents pour Sonatel fixe, 249 agents pour Sonatel Mobiles, 152 agents pour Ikatel auxquels s'ajoutent ceux de Sonatel Multimedia (65) et CGE Solutions (58) consolidés cette année. En données pro forma, l'effectif du groupe est de 1 832 agents, en croissance uniquement de +4,2 %.

L'effectif de **Sonatel Fixe** a atteint **1 431** agents en fin 2005 soit une hausse de +1,3 % par rapport à 2004. La productivité du fixe est en hausse de 7,4 % avec 186 LP /agent.

L'effectif de **Sonatel Mobiles** est passé de 210 à **249** agents entre 2004 et 2005 soit une hausse de +18,6 %. La productivité s'établit à 4 218 abonnés /agent, en augmentation de 13,3 % par rapport à 2004.

Ikatel compte **152** agents au 31/12/05 soit une hausse de 11,8% par rapport à 2004 (+16 agents). La productivité s'est amélioré de 55,4 % en 2004 et atteint 3 840 abonnés/ agent.



Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires (CA) consolidé du groupe SONATEL à fin 2005 s'élève **319,680 Milliards FCFA** en croissance de 26,7 % par rapport à 2004.

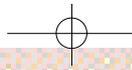
La croissance est tirée à plus de 72 % par les activités mobiles qui ont enregistré une croissance de 48,1 % par rapport à 2004. On note aussi une évolution favorable de la téléphonie fixe (+11,6 % en 2005) qui participe pour 16,3 % à la croissance du CA consolidé.

L'activité fixe contribue à hauteur de 51,4 % au CA consolidé contre 47,6 % pour l'activité Mobile, et 1 % pour l'activité internet et Télécoms d'Entreprise.

- **Le chiffre d'affaires contributif de l'activité Fixe** à fin 2005 s'élève à 164,3 milliards FCFA soit une croissance de 10% par rapport à 2004 (+ 14,9 milliards FCFA). L'activité téléphonie fixe (CA de 106,4 milliards FCFA) assure l'essentiel de la croissance (74,1%) grâce à la forte évolution des balances internationales qui ont atteint 52,8 milliards CFA. Entre 2004 et 2005, le chiffre d'affaires des balances internationales a progressé de 35%. Il représente 16,5 % du chiffre d'affaires consolidé (contre 15,5 % en 2004).

- **Le chiffre d'affaires contributif des activités Mobiles** est de **152,2 milliards F CFA** contre 102,8 milliards FCFA en 2004 soit une croissance de 48 %. Cette croissance est tirée principalement par le trafic prepaid et postpaid de Sonatel Mobiles et Ikatel. L'interconnection est l'autre source de croissance du chiffre d'affaires du Mobile.

- **Sonatel Multimedia** apporte 0,7 % du CA consolidé tandis que **CGE Solutions**, qui réalise la moitié de son chiffre d'affaires avec Sonatel Fixe, apporte une contribution de 0,3%.



Charges d'exploitation

Les **charges d'exploitation consolidées** s'élèvent à **195,7 milliards FCFA** en 2005 contre 148,2 milliards en 2004 soit une augmentation de 32 % contre +26,7 % pour le chiffre d'affaires.

Cette hausse de 47 495 millions FCFA est due à 50,21 % aux charges de réseaux tandis que les charges de personnel ont augmenté de 22,4 % et les amortissements de +27,4 %.

Charges de réseaux

Les charges de réseaux ont continué leur progression en 2005. Elles ont augmenté de 19 476 millions FCFA soit +45,8%. Cette progression s'explique par l'interconnexion (+7 307 millions ou 37% de l'augmentation) et par les charges de locations de fréquences et circuits (+8 371 millions soit 43 % de l'augmentation) :

- La hausse de 7 307 millions des charges d'interconnexion s'explique :

* Au Sénégal: par l'augmentation des reversements vers les mobiles (à Sentel notamment, les reversements à Sonatel Mobiles s'annulant en consolidé) due à la hausse de trafic départ et arrivée international vers les mobiles (+20,7 % et +42,9 % respectivement) et à l'effet pleine année de la hausse des tarifs de terminaison vers mobiles à Sonatel Fixe.

* Au Mali : par la hausse des charges de reversements d'Ikatel à l'opérateur fixe due à l'augmentation du trafic vers le fixe (+89%) contribuant ainsi pour 2 177 millions à l'augmentation des charges d'interconnexion

- Les locations de fréquences et circuits (+ 8 371 millions) ont augmenté de 85,8 % en 2005. L'essentiel de cette hausse a été enregistré au niveau de Sonatel Fixe (+6 450 millions CFA). Cette situation s'explique par :

* l'effet pleine année des charges de fréquences, numérotation et autres charges règlementaires et de réseaux (+4 346 millions) avec la fin du monopole intervenue en juillet 2004; et l'accélération de la desserte rurale (les locations de fréquences et numérotations n'étant plus gratuites)

* l'augmentation de 2 117 millions des charges de bande passante internet due au développement de l'ADSL

Il est à noter la quasi stabilité des charges de balances internationales qui sont en diminution à Sonatel Fixe de 849 millions (-8,1 %) du fait de la baisse des demi-tare pour les appels sortants, et en hausse à Ikatel de 1 444 millions en raison de la hausse du trafic vers l'international (+248 %).

Charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement consolidées passent de 25 408 millions FCFA à 31 100 millions soit une hausse de +22,4 %. Cette hausse s'explique par les différentes augmentations notées dans les charges d'honoraires, d'impôts et taxes ainsi qu'à une nouvelle ligne « Autres charges ». Cette dernière concernant la subvention versée par Sonatel SA et Sonatel Mobiles à la Fondation Sonatel en vue de doter le Sénégal de sa première IRM.

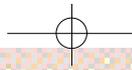
La hausse des charges d'« Honoraires » s'élève à 2 403 millions F CFA, soit 42 % de l'augmentation totale des charges de fonctionnement en 2005. Ikatel a contribué pour 1 083 millions à cette augmentation contre 547 millions CFA pour Sonatel Multimédia et 328 millions pour Sonatel Mobiles.

La hausse des charges d'honoraires de Ikatel est liée aux prestations d'expertise (commercial et réseau notamment) et celle de Sonatel Multimédia est liée au projet d'automatisation du fichier électoral signé avec l'état et concerne en particulier 480 millions d'achat de matériel sous-traités.

Les impôts et taxes ont augmenté de 1 078 millions F CFA essentiellement dû aux impôts fonciers et patente (+ 377 millions F CFA), à la TVA non déductible (+407 millions F CFA) et aux autres impôts.

La hausse des charges de communication de 816 millions F CFA s'explique essentiellement par le renforcement des actions de communication engagées (+500millions F CFA) par Ikatel pour faire face à un concurrent de plus en plus agressif. Ces actions se sont traduites par une multiplicité des offres et promotions en 2005 et par une forte présence citoyenne de la fondation Ikatel.

Les frais généraux administratifs consolidés sont en légère baisse de 5,1% avec des évolutions contrastées dans les différentes sociétés du groupe. Les deux évolutions majeures concernent Sonatel SA et Ikatel. Les frais généraux de Sonatel SA ont augmenté de 1 094 millions F CFA dont 968 millions F CFA concernent une épuration de comptes courants hérités de Télécom Plus. A Ikatel, la baisse des frais généraux de 1 743 millions F CFA est surtout dû au déplacement vers la rubrique « Dotations aux provisions » de la provision pour risque de litiges avec certains opérateurs.



Charges de personnel

Les charges de personnel représentent 37 167 Millions F CFA en 2005 soit une augmentation de 22,4 % par rapport à 2004.

Hors prime de croissance, les charges de personnel ont augmenté de 8,7 milliards F CFA en 2005 avec une contribution d'environ 0,9 milliards F CFA des nouvelles entités consolidées. Le reliquat de la hausse étant apporté par Sonatel SA et Sonatel Mobiles.

Ces hausses s'expliquent par plusieurs facteurs :

- l'augmentation généralisée des salaires de base de 10% et de quelques primes et indemnités entrée en vigueur au 1er janvier 2005. En tenant compte des effets induits liés à l'indexation de certaines rubriques de paye au salaire de base, l'impact global de cette mesure s'élève à 2 379 millions F CFA .
- l'augmentation de la prime de rendement indexée sur la masse salariale.
- les primes de départ à la pré-retraite de 52 agents pour un montant de 2 478 millions F CFA auxquels s'ajoutent 300 millions F CFA du fait du maintien jusqu'au 31/12/05 de 15 personnes dont les droits à la retraite ont échus en cours d'année.

Le reste de la hausse s'expliquant par l'évolution des effectifs et l'évolution naturelle des salaires avec l'impact financier des avancements promotions.

Enfin, la hausse de 42,2% des charges de personnel de Sonatel Multimédia qui passent de 535 millions F CFA à 761 millions F CFA trouve son explication dans l'harmonisation de la politique de rémunération de la filiale Multimédia avec les autres entités du groupe Sonatel.

La prime de croissance indexée sur le résultat d'exploitation est en hausse de +22,6 %.

Dotations aux amortissements

Les amortissement consolidés du groupe sont en hausse de 27,4 % . Cette hausse résulte essentiellement des investissements importants mis en service en 2005. Toutes les entités sont concernées. Les dotations de 2005 sont en hausse de 11% (+3149 millions F CFA) chez Sonatel SA, de 41,1% (2 589 millions F CFA) chez Sonatel Mobiles et de 26,3% (+ 1 289 millions F CFA) chez Ikatel. Hors financier, le budget d'investissement 2005 du groupe est en hausse de 65,7 %.

Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions sont en hausse de 7,5% pour le groupe Sonatel en 2005.

Cette hausse traduit des évolutions contrastées suivant les différentes rubriques.

Les provisions clients sont en hausse de 3 207 millions F CFA dont l'essentiel apporté par Sonatel SA. La hausse des provisions de Sonatel est le résultant d'une augmentation de 3 091 millions F CFA des provisions sur les clients résidentiels (suivant la règle de provisions à 100 % des créances de plus d'un an) et d'une baisse de 663 millions F CFA des provisions sur les correspondants. A Ikatel, les provisions pour clients douteux ont augmenté de presque 400 millions F CFA du fait de l'accroissement du volume de chiffre d'affaires.

Les pertes sur créances clients du groupe s'élèvent à 4 933 millions F CFA. Elles correspondent au passage en perte (write-off) opérée sur toutes les créances impayées supérieures à 5 ans. Il faut noter que ce passage en perte est sans incidence sur le résultat car les provisions ont été déjà passées lors des exercices antérieurs.

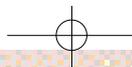
Les dotations aux provisions augmentent de 2 240 millions F CFA dont 1 126 à Sonatel SA et 1 047 à Ikatel. A Sonatel SA, la hausse des provisions est essentiellement le fait d'une provision sur stocks de 547 millions et d'une augmentation de la provision pour risque concernant un contentieux pour 249 millions. A Ikatel, 1 047 millions de dotations aux provisions ont été constatées au titre de risque de litiges avec certains opérateurs.

Résultat d'exploitation

Le **résultat d'exploitation** du groupe est de **143 645 millions F CFA**, en hausse de 23,3 % par rapport à 2004.

La marge d'exploitation du groupe (**Résultat d'Exploitation / CA**) est de **44,9 %**. Toutes les entités ont contribué positivement à cette marge du groupe mais ce sont les filiales mobiles qui la tirent vers le haut.

• **L'activité fixe** contribue à hauteur de **45 574 millions F CFA** soit 31,7 % du résultat d'exploitation consolidé. Par rapport à 2004, le résultat d'exploitation est en repli de 11,8 %.



- **Le résultat d'exploitation contributif des activités Mobiles** est en hausse de 50,4% à 97 517 millions F CFA soit 67,9% du résultat d'exploitation du groupe. Le Mobile représente désormais plus de deux tiers du résultat d'exploitation consolidé contre 55% en 2004.

- **L'activité Internet et Solutions d'Entreprises** contribuent pour 171 millions et 416 millions au résultat d'exploitation consolidé du groupe, soit environ 0,4%.

Résultat financier

Le résultat financier du groupe passe de -1 705 millions FCFA en 2004 à 1 167 millions en 2005 soit une amélioration nette de 2 873 millions FCFA.

Ce résultat financier s'explique d'une part par l'amélioration de 978 millions F CFA du résultat de change et d'autre part par la baisse des charges financières de 2 311 millions F CFA notamment chez Sonatel SA et Ikatel avec le remboursement de l'emprunt obligataire et de crédits bancaires.

Résultat HAO

Le résultat HAO de 2 534 millions FCFA est surtout le fait de Sonatel SA qui a réalisé une plus-value de 2 074 millions lors de la cession de ses actions Intelsat.

Résultat Net

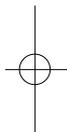
Le **résultat net** consolidé du groupe s'élève à **116 396 millions de FCFA** en hausse de 41,2% par rapport à 2004.

Le **résultat net** part de l'entreprise consolidante s'élève à **105 548 millions FCFA** en hausse de 38,3 % par rapport à 2004.

Le ratio **Résultat net / CA** est égal à **36,4 %** pour le groupe contre 32,7 % en 2004.

L'activité Mobiles contribue pour 69,7% au résultat net du groupe contre 29,8% pour l'activité fixe et 0,5% pour l'internet et les solutions d'entreprises.

La part des minoritaires s'établit à 10 848 millions.



Investissements 2005

Les investissements corporels et incorporels du Groupe SONATEL représentent 82 571 millions F CFA à fin 2005.

Les investissements se répartissent comme suit :

25 963 millions pour Sonatel fixe, 30 852 millions pour Sonatel Mobiles, 25 097 millions pour IKATEL, 207 millions pour Sonatel Multimedia et 182 millions pour CGE Solutions.

Les investissements sont en hausse de 25 551 millions par rapport à 2004 (+44,8%) . Les investissements réseaux représentent 91 % du total des investissements (74 786 millions F CFA). Ils sont en hausse de 41,6 % par rapport à 2004.

Commutation

Les projets de Commutation sont réalisés à hauteur de 3 044 millions F CFA. Les réalisations les plus importantes concernent les projets « **Evolutions des centraux Alcatel**, « **Evolution du CDC de Mbacké** », « **Evolution des CTI** », et « **Nouveaux CSN_CSE 2005** ».

Réseaux d'accès

Les projets du Réseau d'accès sont réalisés pour un montant de 3 842 millions. Les réalisations concernent principalement les projets **Extensions des réseaux d'accès 2005** pour 2 962 millions soit 77% des réalisations.

Transmission

Les projets de Transmission sont exécutés à hauteur de 3 376 millions. Les réalisations les plus importantes concernent les projets « **Extension Backbone** » et « **Sécurisation et remplacement de FH de départ 2005** ».

Mobiles

Les investissements réseaux des mobiles s'élèvent à **51 542 millions FCFA** soit 69 % des investissements réseaux du groupe dont 29 549 millions pour Sonatel Mobiles et 21 993 millions pour Ikatel.

Le budget d'investissements initial de Sonatel Mobiles était de 23 867 millions mais des rallonges budgétaires avaient été accordées pour faire face aux augmentations de capacité indispensables pour assurer la connexion des acquisitions de masse prévues et à la croissance du trafic sur le second semestre.

Ces investissements réseaux concernent :

- **l'extension de la capacité en commutation** (extension du MSC2 et du MSC3) et **la densification du réseau radio** classique en vue de faire face à l'afflux de demande de connexions et d'écoulement du trafic pour un montant global de 21 290 millions soit 72% du total des investissements réseau.

Les projets d'extension de la capacité du réseau d'accès concernent principalement **le déploiement de nouveaux BSC, la mise en place d'un nouveau transcodeur ainsi que celle de SPOTS** (outil de supervision et de gestion de la qualité de service du réseau)

- **la couverture des principaux axes routiers et la couverture rurale** (65 BTS, pour 380 nouveaux villages et 65% des villages de plus de 500 habitants couverts en 2005).

- le projet de **déploiement d'un cœur de réseau GPRS et l'acquisition d'une nouvelle plateforme « Réseau Intelligent »**

- les projets de développement des services à valeur ajoutée.

Le montant des **investissements réseaux de Ikatel** s'élève à 21 993 millions CFA en hausse de 50,7 % par rapport à 2004. Cette hausse est principalement le fait de l'extension du cœur de réseau et l'achat de VSAT supplémentaires afin d'accroître les capacités réseaux.

Les dépenses d'investissement réalisés au titre du réseau sont essentiellement constituées par :

- les projets concernant la **transmission par l'achat de VSAT** dont le déploiement s'est accompagné d'une extension de capacité du hub de Bamako;

- l'achat de BTS et de BSC;

- la construction de sites BTS. Au total 45 sites radios ont été construits en 2005;

- les projets commutation qui ont vu l'extension du MSC1 à 650 000 abonnés et la construction du MSC2 avec une capacité initiale de 150 000 abonnés.

Réseau international

Les projets du Réseau international sont exécutés pour un montant de 932 millions. Les projets « **Réhabilitation antenne de Gandoul** », « **Upgrade SAT3/WASC/SAFE** » et « **Transmission Internationale par Satellite** » constituent l'essentiel des investissements.

Réseaux de données et nouveaux services

Les investissements en réseaux de données s'élèvent à 2 935 millions à fin 2005. Les projets concernant l'**ADSL** représentent 62 % des réalisations.

Les projets « **Extension des Réseaux IP** » et « **migration du réseau IP vers MPLS** » constituent le reste.

Energie, Environnement

Les projets Energie et Environnement sont exécutés à hauteur de 3 746 millions FCFA et ont augmenté de moitié par rapport à l'année dernière.

Les projets « **Energie secondaire 2004** » et « **Energie secondaire 2005** » représentent 71 % des réalisations avec 2 676 millions.

L'aménagement des « **Bâtiments techniques 2005** » a été réalisé pour coût total de 383 millions.

Téléphonie rurale

Le budget concernant les projets du Rural sont exécutés à hauteur de 4 843 millions FCFA et concerne le projet « **Rural 2005 Point Multi Point** » pour le raccordement du reliquat de 200 villages du cahier des charges.

Le projet « **Rural 2005 Fixe Sur GSM** » a mobilisé le reliquat des réalisations.

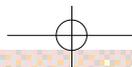
Autres projets télécom

Ils concernent principalement les projets « **Réseau de Gestions des Télécommunications (RGT)** » pour 393 millions F CFA.

Système d'Information

Les investissements du Système d'information concernent toutes les acquisitions de matériels informatiques techniques et de bureau, ainsi que les logiciels. En 2005, les investissements SI s'élèvent à 3 000 millions FCFA pour le groupe.

Sur cette rubrique, Sonatel SA a réalisé en 2005 des investissements de 1 463 millions dont l'essentiel concerne les projets Système de collecte Groupe , Migration GAIA, Oracle HR et matériels informatiques (PC, Imprimantes).



Les investissements de Sonatel Mobiles ont atteint 726 millions. Ils concernent principalement les logiciels et matériels informatiques.

A Ikatel, 770 millions ont été consacrés au système d'information.

Terrains et Bâtiments

Les principales réalisations de cette rubrique concernent chez Sonatel Fixe le **bâtiment technique de Sacré-Cœur, le projet AGTD (Agence Télécentres et Distribution indirecte) et les centres d'appels (12+14)** ainsi que le programme d'entretien du patrimoine bâti.

Du côté d'Ikatel, il s'agit principalement de la construction d'un bâtiment pour le MSC2 et de 13 sites radios supplémentaires ainsi que la poursuite de la construction du siège.

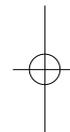
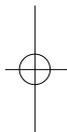
Autres (Hors Réseaux)

Ce poste regroupe les acquisitions de véhicules et autres matériels d'exploitation. Les acquisitions 2005 concernent principalement l'achat de véhicules au niveau de Sonatel Fixe, de CGE Solutions et de Ikatel.

Financiers

Les investissements financiers concernent principalement l'acquisition de 60% de CGE Solutions pour 1 485 Millions, l'acquisition des titres restants de Sonatel Multimédia pour 410 Millions, le rachat des titres de Cauris Investments au Mali (Ikatel) pour 1 102 millions et la souscription à l'augmentation de capital de Manobi Sénégal à hauteur de 271 millions F CFA. Les investissements financiers dans les comptes consolidés s'élèvent à 271 millions F CFA et ne concernent que la participation au capital de Manobi, les autres investissements s'annulant dans la consolidation.

Les titres Intelsat de SONATEL ont été cédés en 2005 pour 3 651 millions F CFA soit une plus-value de 2 076 millions F CFA.





Evolution du bilan

Le total bilan consolidé a connu une croissance de 15,04% en 2005 et a atteint 566 milliards. Les actifs longs termes nets sont en hausse de 12,3 % (contre 6,8 % en 2004) à 334 Mrds (+36 mrds) du fait notamment des programmes d'investissements de Sonatel Mobiles et Ikatel.

Les actifs circulant augmentent de 19 % à 232 milliards, avec la hausse de 26 milliards de la trésorerie, et l'augmentation de 49 milliards sur les créances clients (reclassement des créances opérateurs internationaux du poste "Autres créances" au poste "Créances Clients"), en partie compensée par la baisse des autres créances de 36 milliards.

Les fonds propres sont en hausse de 52 milliards en 2005 et atteignent 347 milliards avant affectation du résultat de l'exercice. L'encours de la dette bancaire et obligataire a lui baissé de 15,1 milliards en 2005 avec le remboursement en janvier 2005 de la dette obligataire de Sonatel SA (12 Mrds), le remboursement des échéances AFD de Sonatel SA (236 millions), et le début du remboursement des prêts Ikatel (2,9 Mrds). Les encours de la dette (bancaire et obligataire) de Sonatel fixe et Ikatel s'élèvent respectivement à 3 milliards et 12,1 milliards.

Le ratio **dettes/fonds propres** est de **12,6%** en fin 2005 contre 18,6% en fin 2004. Ce qui traduit une nette amélioration de l'indépendance financière. L'endettement du Groupe (Dette MLT) à fin 2005 s'élève à 43,7 milliards.

Evolution du tableau de flux de trésorerie

Le **free cash flow provenant de l'exploitation** s'élève à 188,4 milliards en 2005, en hausse de 37,7 % par rapport à 2004 (+52 milliards).

Cette augmentation du cash flow d'exploitation est la résultante de l'amélioration de l'EBITDA de l'exercice de +34 Milliards, combinée à l'amélioration du BFR de 22 Milliards.

La capacité d'autofinancement est de 164,6 Milliards en 2005, ce qui représente le double des investissements de l'année.

Le cash flow affecté aux investissements atteint 85,6 milliards, et on note 3 651 millions de cessions de titres Intelsat.

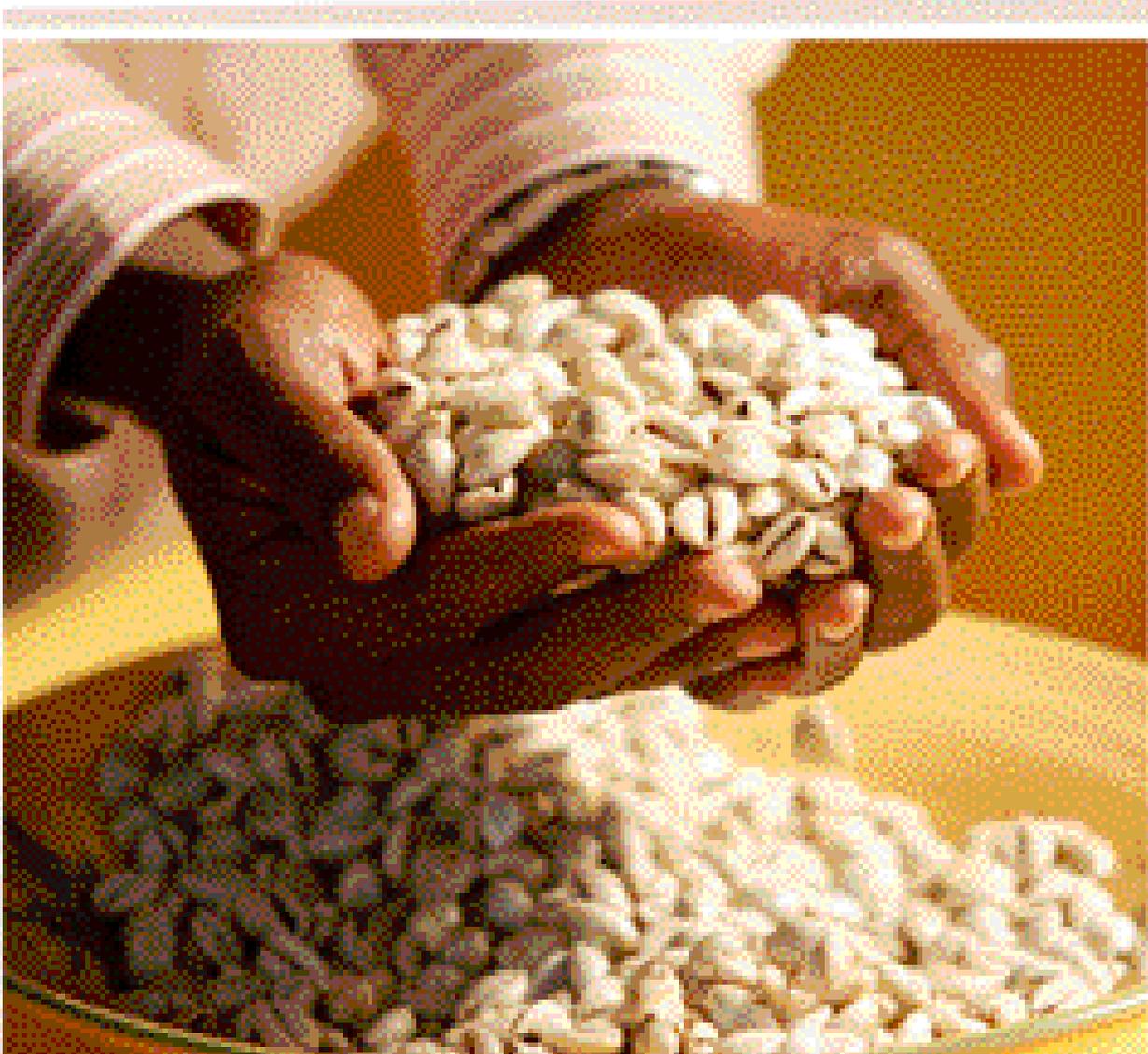
Après financement de ces investissements, le cash flow disponible est de 106,5 milliards, en hausse de 32,2 % par rapport à 2004 (+26 Milliards).

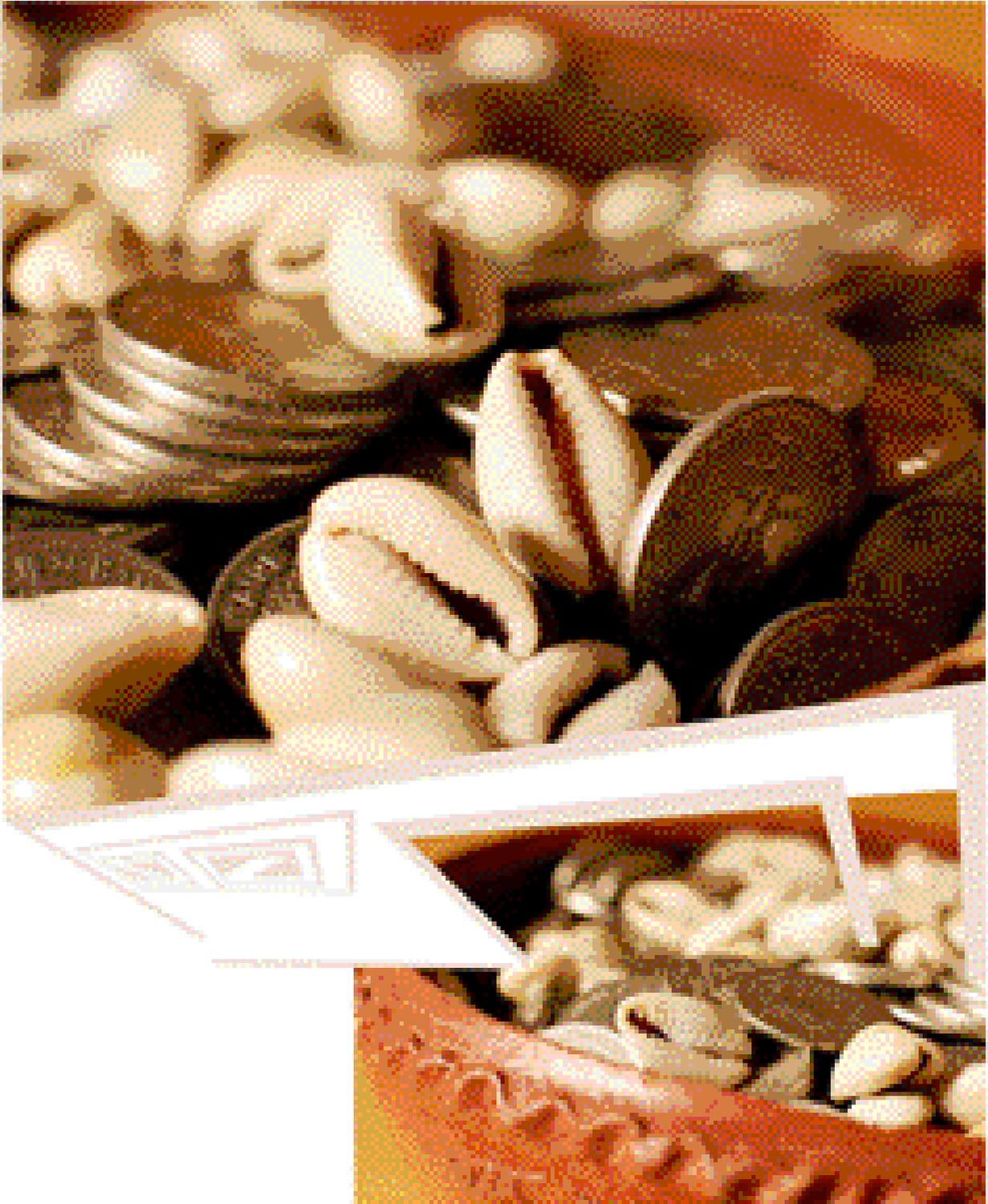
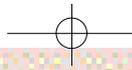
Les flux de trésorerie de financement atteignent -80,2 milliards en 2005. Ils sont constitués principalement de la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2005 pour 61,4 Milliards et d'une variation nette des emprunts de - 15,1 Milliards (remboursements dettes bancaires et obligataires).



Le **free cash flow** total de l'exercice s'élève à 26,3 milliards, en baisse de 9,9 % (+ 2,9 milliards). Ce qui porte la trésorerie du Groupe à 98,9 Milliards en fin 2005.

Ces évolutions du bilan et du tableau de flux de trésorerie montrent que la croissance du Groupe SONATEL est rentable et saine, c'est-à-dire avec un niveau d'endettement très satisfaisant.





Etats financiers consolidés

(en millions de F CFA)

ACTIF	BRUT	AMORT/PROV	NET 31/12/05	NET 31/12/04	
Actif immobilisé					
Charges immobilisées	84		84	73	
Immobilisations incorporelles	60 679	18 337	42 343	36 369	
Ecart d'acquisition	0	0	0	0	
Autres immobilisations incorporelles	60 679	18 337	42 343	36 369	
Immobilisations corporelles	496 559	218 313	278 245	248 391	
Avances et acomptes versés sur immobilisations	1	0	1	0	
Immobilisations financières	14 131	1 130	13 001	14 388	
Impôts différés	2 837	0	2 837	2 648	
Titres mis en équivalence	0	0	0	0	
Participations et créances rattachées	1 828	953	875	3 703	
Prêts et autres immo financières	9 465	177	9 288	8 035	
Total (I)	571 454	237 780	333 674	297 220	
Actif circulant					
Stocks	8 869	1 170	5 699	7 600	
Créances et emplois assimilés	153 044	25 492	127 552	114 998	
Clients	108 402	19 265	89 137	40 202	
Autres créances	44 642	6 227	38 414	74 796	
Total (II)	159 913	26 662	133 250	122 599	
Trésorerie-actif	Total (III)	99 256	331	98 925	72 576
Total actif	830 623	264 774	565 849	492 394	

(en millions de F CFA)

Passif	net 31/12/05	net 31/12/04	
capitaux propres			
Capital	50 000	50 000	
Primes et réserves consolidées	170 239	154 827	
Ecart de conversion	0	0	
Résultat net (part de l'entreprise consolidante)	105 548	76 812	
Autres capitaux propres	0	0	
Part de l'entreprise consolidante	325 788	281 139	
Part des minoritaires	21 464	14 235	
Capitaux propres de l'ensemble consolidé total (A)	347 251	295 374	
Dettes financières et ressources assimilées			
Impôts différés	0	0	
Emprunts et dettes financières	32 769	48 447	
Provisions financières pour risques et charges	10 978	6 833	
Total (B)	43 747	55 280	
Total capitaux stables I = (A + B)	390 998	350 654	
Passif circulant			
Fournisseurs et comptes rattachés	67 701	46 797	
Autres dettes	85 605	83 568	
Total (II)	153 306	130 363	
Trésorerie-passif	Total (III)	21 545	11 377
Total Passif	565 849	492 394	

(en millions de F CFA)

Compte de résultat consolidé	31-déc-05	31-déc-04
Chiffres d'affaires	319 680	252 263
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Autres produits d'exploitation	16 420	9 510
I - production de l'exercice	336 100	261 773
Achats consommés	14 419	10 784
Services extérieurs et autres consommations	91 263	71 036
II - consommation de l'exercice	105 682	81 821
Valeur ajoutée d'exploitation	230 418	179 952
Charges de personnel	37 167	26 508
Excédent brut d'exploitation	193 251	153 444
Dotations aux amortissements et aux provisions	52 858	39 883
Reprises de provisions	3 251	2 930
Résultat d'exploitation	143 645	116 491
Produits financiers	3 892	4 198
Charges financières	2 724	5 903
Résultat des activités ordinaires	144 812	114 785
Résultat h.a.c.	2 534	-1 097
Résultat avant impôts	147 346	113 688
Impôts exigibles sur résultats	31 882	31 651
Impôts différés	932	399
Résultat net des entreprises intégrées	116 397	82 437
part dans les résultats nets des entreprises mises en équivalence	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	116 397	82 437
Part des minoritaires	10 848	6 125
Part de l'entreprise consolidante	105 548	76 312

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE) 1ère Partie : Détermination des soldes financiers de l'exercice 2005

Capacité d'autofinancement globale (CAFG)

	Montant (millions fctg)		Montant (millions fctg)
		EBE	192 566
(SA) Frais financiers	1 754	(TT) transfert de charges d'exploitation	2 421
(SC) perte de change	970		
(SL) charges H.A.O.	53	(UA) revenus financiers	3 140
		(UE) transfert de charges financières	1
(SO) participation	0	(UC) gains de change	747
(SP) impôt sur le résultat	31 871	(UJ) produits H.A.O.	396
(un) transfert de charges	0	h.a.o.	
total (I)	34 647	Total (II)	199 271

CAFG : Total (II) - Total(I) 164 624

Autofinancement (A.F.)

Dividendes distribués dans l'exercice

61 411

AF = CAFG - DIST DIV DANS L'EXO.

103 213

Variation du besoin de financement d'exploitation (B.F.E.)

Var BFE = var stocks + var créances + var dettes circulantes

variation des stocks n - (n-1)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
(BC) marchandises	0	164
(BD) matières premières	0	1 946
(BE) en-cours	0	0
(BF) produits fabriqués	0	0
(A) var. globale nette des stocks	0	2 110

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE) 2ème Partie : Détermination des soldes financiers de l'exercice 2005

(en millions de FCFA)

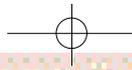
	Exercice 2005		Exercice 2004
	Emplois	Ressources	E - ; R +
I - investissements et désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	140		- 26
Croissance interne			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	6 915	0	- 1 088
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	77 488	78	- 55 824
Croissance externe			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	7 623	6 740	- 77
Investissement total	92 166	6 818	- 57 014
II - variation du besoin de financement d'exploitation	0	5 551	- 6 601
A- emplois économiques à financer FF+ FG	92 166	12 369	- 63 615
III - emplois/ressources (B.F ; H.A.O)	0	6 888	8 070
IV - emplois financiers contraints	19 604		- 18 299
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières			
B - emplois totaux à financer	111 770	19 256	-73 843
V - financement interne			
Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	61 411	184 624	75 295
VI - financement par les capitaux propres			
Augmentation de capital par apports nouveaux		1 334	546
Subvention d'investissement		0	0
Prélèvement sur le Capital		0	0

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)
2ème Partie : Détermination des soldes financiers
de l'exercice 2005 (suite)

(en millions de FCFA)

	Exercice 2005		Exercice 2004
	Emplois	Ressources	E - ; R +
VII - financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts	0	2 743	16 582
Autres dettes financières	0	1 182	920
C - ressources nettes de financement	61 411	169 883	93 343
D - excédent ou insuffisance de ressource de financement (c - b)	0	15 959	19 500
VIII - variation de la trésorerie			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	77 379		- 61 199
à l'ouverture de l'exercice + ou -	61 420		- 41 699
Variation Trésorerie (+ si emploi ; - si ressource)	15 959	0	- 19 500

CONTROLE (à partir des masses du bilan N et N-1)	Emplois 31/12/05	Ressources 31/12/05
Variation du fonds de roulement (f.d.r) : FDR(N) - FDR(N-1)	0	3 565
Variation du BFG : BFG(N) - BFG(N-1)	0	12 394
Variation de la trésorerie (T) T(N) - T(N-1)	15 959	0
TOTAL	15 959	15 959



Annexe des etats consolidés

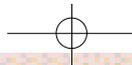


Tableau des variations et détail des dettes consolidées

(en millions de FCFA)

	Solde début exercice (1)	Dettes contractées (2)	Pembour- sement (3)	Incorp- oration au capita (4)	Ecart conversion nets (5)	Solde fin exercice (6)	Sûreté réelle donnée en garantie sur les dettes
Emprunts obligataires Convertibles							
Autres emprunts obligataires							
Emprunts et dettes établissements de crédit	31 239	617	16 151			15 705	
Emprunts et dettes financières diverses	17 209	2 402	2 547			17 064	
TOTAL	48 448	3 019	18 698	0	0	32 769	

Etat des engagements financiers hors bilan		
	Engagements	
	donnés (1)	reçus (1)
Engagements de garantie		
Assortis de sûretés réelles		
Autres engagements de garantie	8 759	16 042
Engagements réciproques		
En matière de crédit-bail		
Commandes fermes		

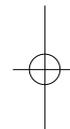


Tableau de variation des capitaux propres (en millions de FCFA)

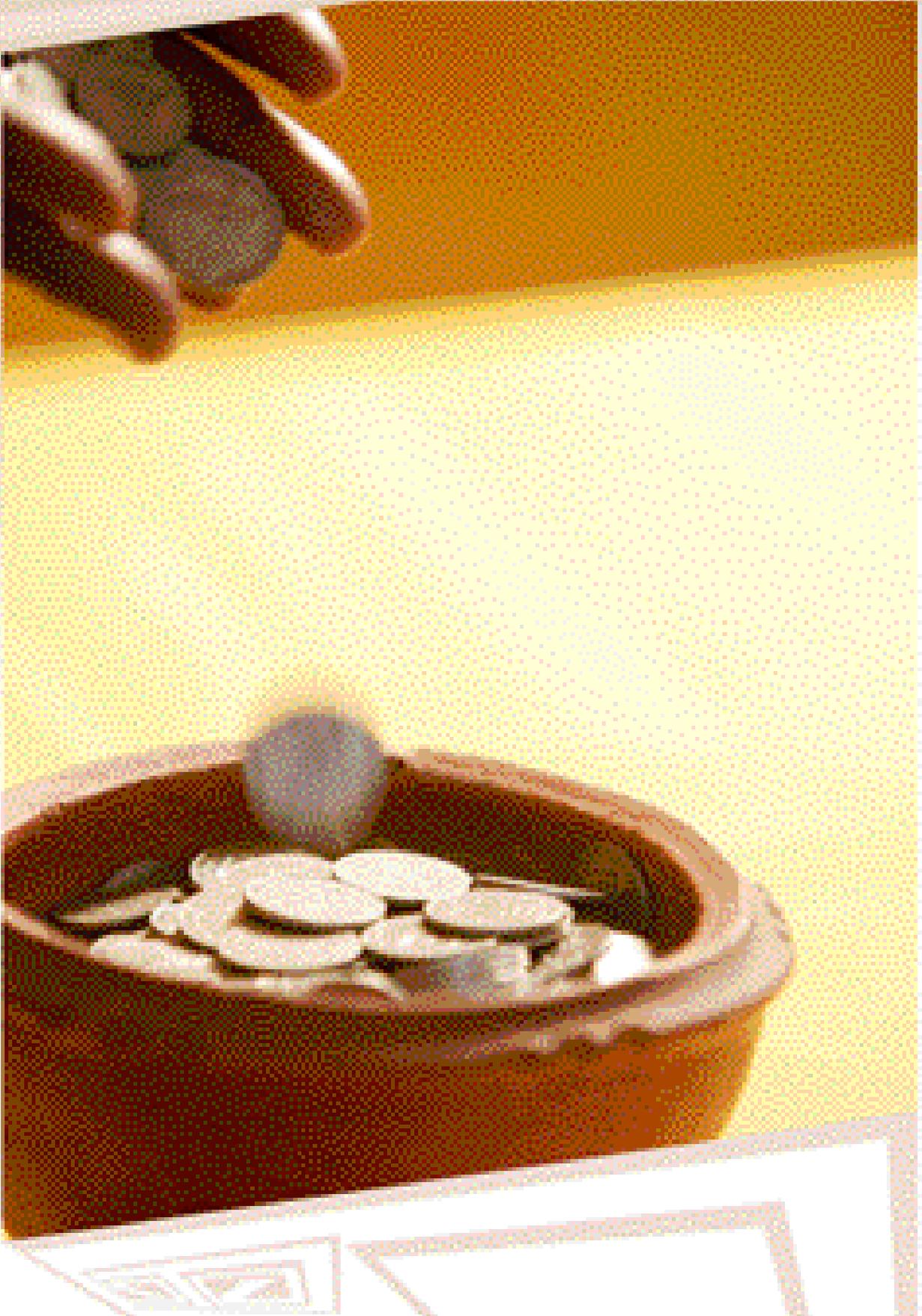
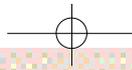
	Solde Initial avant Répartition	Capital Social				Autres postes		Virements compte & compte	Solde Final après répartition
		Emission d'actions				Augmen- tation	Diminution		
		Apports en nature	Apports en numéraire	Incorpore- tion de réserves	Diminution				
Capital	50 000							50 000	
Primes d'émission, fusion, apport	0		78					78	
Ecart de réévaluation	0							0	
Réserve légale	11 849					13	2 042	13 904	
Réserves statutaires et contractuelles	0							0	
Autres réserves	151 088					94	- 9 448	167 088	
Rapport à nouveau						-667	441	-226	
Résultat exercice précédent en instance d'affectation								0	
Résultat de l'exercice	82 437					116 397	-54 592	116 397	
Subventions d'investissement								0	
Provisions réglementées								0	
TOTAL	285 374	0	78	0	0	115 837	-64 038	0	347 251

Tableau de ventilation du chiffre d'affaires (en millions de FCFA)

	Exercice 2005		Exercice 2004	
	Total Ventes	% du CA	Total Ventes	% du CA
A) Répartition des ventes par activités				
Téléphonie fixe	154 930	48,46%	139 438	56,27%
Téléphonie Mobile	140 864	44,07%	95 443	37,89%
Télécarte publiphone	274	0,08%	188	0,07%
Télex/Télégraphe	66	0,02%	95	0,04%
SENPAC	53	0,02%	84	0,03%
Liaisons spécialisées	8 666	2,71%	6 498	2,58%
Ventes terminaux	1 543	0,48%	512	0,20%
Internet	1 297	0,41%	339	0,13%
Interconnexion	10 406	3,26%	8 079	3,20%
Divers produits	563	0,18%	790	0,31%
Autres produits accessoires	968	0,31%	906	0,36%
Total	319 680	100%	252 263	100 %
B) Répartition des ventes par zones géographiques				
Afrique (U.E.M.O.A.)	270 568	84,64%	213 681	84,71%
Afrique (hors U.E.M.O.A.)	336	0,11%	931	0,37%
Asie	96	0,03%	73	0,03%
Amérique	18 444	5,77%	16 758	6,65%
Europe	30 236	9,46%	21 919	8,69%
TOTAL	319 680	100 %	252 263	100 %

Analyse de l'effectif moyen du groupe par grandes catégories (masse salariale en millions de FCA)

	Exercice 2005		Exercice 2004	
	Effectifs	Masse salariale	Effectifs	Masse salariale
Personnel Salarié	1 940	36 560	1 730	25 363
Diligents et cadres supérieurs	441	6 864	419	6 057
Cadres moyens	668	12 907	571	8 694
Agents de maîtrise	617	11 278	574	8 184
Employés et ouvriers	214	3 711	166	2 418
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	15	277	15	232
Personnel intérimaire	617	1 117	418	913
TOTAUX	2 572	37 954	2 163	28 508



Etats financiers Sonatel SA

Bilan : Actif résumé (en millions de FCFA)

ACTIF	Exercice 2005		Exercice 2004	
	Brut	Amort/Prov	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE (I)				
Charges immobilisées	2		2	36
Frais d'établissement et charges à répartir	2		2	36
Primes de remboursement des obligations	0		0	0
Immobilisations incorporelles	12 898	7 619	5 279	4 184
Frais de recherche et de développement	78	73	5	14
Brevets, licences, logiciels	12 820	7 546	5 274	4 170
Fond commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	334 911	182 687	152 223	158 199
Terrains	1 618	157	1 461	1 293
Bâtiments	20 695	10 312	10 383	10 293
Installations et Agencements	8 355	5 851	2 504	2 543
Matériel	296 506	161 254	135 252	142 294
Matériel de transport	7 737	5 113	2 624	1 778
Avances et acomptes versés sur immobilisation	0	0	0	0
Immobilisations financières	41 528	1 130	40 398	37 565
Titres de participation	34 520	953	33 567	31 643
Autres immobilisations financières	7 008	177	6 831	5 922
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	389 339	191 436	197 902	199 984
ACTIF CIRCULANT				
Actif circulant H.A.O.	17	0	17	40
Stocks	4 375	1 048	3 327	4 600
Marchandises	0	0	0	0
Matières premières et autres approvisionnement	4 375	1 048	3 327	4 600
En-cours	0	0	0	0
Produits fabriqués	0	0	0	0
Créances et emplois assimilés	124 702	18 659	106 043	99 783
Fournisseurs, avances versées	49	0	49	2 373
Clients	97 138	12 592	84 545	36 200
Autres créances	27 515	6 067	21 449	61 210
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	129 093	19 707	109 386	104 423
TRESORERIE - ACTIF				
Titres de placement	1 601	0	1 601	1 665
Valeurs à encaisser	547	0	547	738
Banques, chèques postaux, caisse	64 279	331	63 947	62 304
TOTAL TRESORERIE ACTIF (III)	66 427	331	66 095	64 708
Ecart de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	106		106	1 157
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	584 964	211 474	373 490	370 272

Bilan : Passif résumé (en millions de FCFA)

PASSIF (avant répartition)	Exercice 2005	Exercice 2004
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Capital	50 000	50 000
Actionnaire capital non appelé	0	0
Primes et Réserves	110 668	117 487
Primes d'apport, d'émission, de fusion	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves indisponibles	10 000	10 000
Réserves libres	100 668	107 487
Report à nouveau	0	0
Résultat net de l'exercice (bénéfice ou perte)	63 584	49 681
Autres capitaux propres	214	257
Subventions d'investissement	214	257
Autres immobilisations financières	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	224 467	217 425
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
Emprunts	3 060	15 722
Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
Dettes financières diverses	15 748	16 059
Provisions financières pour risques et charges	7 347	6 568
TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	26 186	38 349
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	250 652	255 774
PASSIF CIRCULANT		
Dettes circulantes et ressources assimilées H.	8 109	13 155
Clients, avances reçues	31	31
Fournisseurs d'exploitation	33 050	22 067
Dettes fiscales	25 130	24 438
Dettes sociales	10 318	6 538
Autres dettes	28 042	40 992
Risques provisionnés	279	1 228
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	104 959	108 437
TRESORERIE - PASSIF		
Banques, crédits d'escompte	0	0
Banques, crédits de trésorerie	9 800	0
Banques, découverts	8 079	5 959
TOTAL TRESORERIE PASSIF (IV)	17 879	5 959
Ecart de conversion - Passif (V) (perte probable de change)	0	102
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	373 490	370 272

Compte de résultat résumé (en millions de FCFA)

COMPTE DE RESULTAT RESUME	Exercice 2005	Exercice 2004
Travaux, services vendus	195 423	171 491
Produits accessoires	4 638	2 520
CHIFFRES D'AFFAIRES	200 061	174 011
Autres produits	11 353	7 116
Autres achats	8 759	7 248
- Variation de stocks	- 328	- 189
Transport	435	258
Services extérieurs	80 886	62 243
Impôts et Taxes	4 745	2 882
Autres charges	10 973	10 014
VALEUR AJOUTEE	105 945	98 671
Charges de personnel	29 708	21 447
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	76 237	77 224
Reprises de provisions	191	2 054
Transferts de charges	1 895	1 089
Total des produits d'exploitation	213 601	184 270
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 849	28 680
Résultat d'exploitation	45 574	51 687
Frais financiers	465	2 043
Pertes de change	879	1 825
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	369
Total des charges financières	1 344	4 237
Revenus financiers	32 505	16 848
Gains de change	665	1 896
Reprises de provisions	4	343
Transferts de charges	1	0
Total des produits financiers	33 174	19 087
Résultat financier	31 830	14 850
Total des produits des activités ordinaires	246 775	203 357
Résultat des activités ordinaires	77 405	66 537
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	1 587	1 103
Charges H.A.O.	52	291
Dotations H.A.O.	0	3
TOTAL DES CHARGES H.A.O.	1 639	1 397
Produits des cessions d'immobilisations	3 719	1 125
Produits H.A.O.	200	4
Reprises H.A.O.	58	1 655
Transferts de charges	0	0
Total des produits H.A.O.	3 977	2 784
Résultat H.A.O.	2 338	1 387
Participation des travailleurs	0	0
Impôts sur le résultat	16 158	18 243
Total général des produits	250 752	206 141
RESULTAT NET	63 584	49 681

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)

1ère Partie : Détermination des soldes financiers de l'exercice 2005

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)

CAFG = EBE
 - Charges décaissables restantes (à l'exclusion des cessions d'actif immobilisé)
 + Produits encaissables restants

	Montant (millions FCFA)		Montant (millions FCFA)
(SA) Frais financiers	465	EBE	76 237
(SC) Perte de change	878	(TT) Transfert de charges d'exploitation	1 995
(SL) Charges H.A.O.	52	(UA) Revenus Financiers	32 505
(SQ) Participation	0	(UE) Transfert de charges financières	1
(SR) Impôt sur le résultat	16 158	(UC) Gains de change	665
		(UL) Produits H.A.O.	200
		(UN) Transfert de charges H.A.O.	0
Total (I)	17 554	Total (II)	111 603

CAFG: Total(II) - Total(I) **94 049**

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

Dividendes distribués dans l'exercice ⁽¹⁾ **56 500**
 AF = CAFG - Dist Div dans l'exo. **37 549**

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var BFE = Var Stocks ⁽²⁾ + Var Créances ⁽²⁾ + Var Dettes circulantes ⁽²⁾

Variation des stocks N - (N-1)	Emplois (augmentation +)	Ressources (diminution -)
(BC) Marchandises	0	0
(BD) Matières premières	0	1 273
(BE) En-cours	0	0
(BF) Produits fabriqués	0	0
(A) Var. globale nette des stocks	0	1 273

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes
 (2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)
1ère Partie : Détermination des soldes financiers
de l'exercice 2005 (suite)

Variation Des Créances N-(N-1)	Emplois (augmentation +)	Ressources (diminution -)
Fournisseurs, avances versées	0	2 325
Clients	48 345	0
Autres Créances	0	39 761
Ecart de conversion-ACTIF	0	1 051
(B)Variation Globale Nette des Créances	5 208	0

Variation des dettes circulantes : N-(N-1)	Emplois (diminution -)	Ressources (augmentation +)
(DI) Clients, avances reçues	0	0
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	0	10 963
(DK) Dettes Fiscales	0	692
(DL) Dettes Sociales	0	3 782
(DM) Autres Dettes	12 941	0
(DN) Risques Provisionnés	949	0
(DN) Ecart de conversion-Passif	102	0
(C)Variation globale nette des dettes circulantes	0	1 465

VARIATION DU BFE= (A)+ (B) + (C)

2 470

Excédent de trésorerie d'exploitation (E.T.E.)

	Exercice 2005	Exercice 2004
Excédent brut d'exploitation	76 237	77 223
- Variation du BFE (-si emplois + si ressources)	- 2 470	3 494
- Production immobilisée	0	0
EXEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	73 767	80 717

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)

2^{ème} Partie (en millions de FCFA)

	Exercice 2005		Exercice 2004
	Emplois	Ressources	E - ; R +
I- Investissements et Désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	0		-26
Croissance interne			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	2 599	0	- 682
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	24 362	69	- 20 877
Croissance externe			
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	6 162	5 407	751
Investissement Total	33 123	5 476	- 20 834
II - Variation du besoin de financement d'exploitation	2 470	0	3 494
A- Emplois économiques à financer (FF+ FG)	35 593	5 476	- 17 340
III - Emplois/ressources (B.F. ; H.A.O.)	5 046	23	8 399
IV - Emplois Financiers Contraints (1)	15 969		- 2 999
Remboursement (selon Échéancier) Des Emprunts Et Des Dettes Financières			
(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
B- Emplois totaux à financer	51 108	0	- 11 940

Tableau financier des ressources et des emplois (TAFIRE)

2 ème Partie (en millions de FCFA)

	Exercice 2005		Exercice 2004
	Emplois	Ressources	E - ; R +
V - Financement interne			
Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (ressources)	56 500	94 049	30 658
VI - Financement par les capitaux propres			
Augmentation de capital par apports nouveaux		0	
Subvention d'investissement		0	0
Prélèvement sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)	0		0
VII - Financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts (2)	0	1 844	2 877
Autres dettes financières (2)	0	1 182	920
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	56 500	97 075	34 455
D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	10 533	0	22 516
VIII - Variation de la trésorerie			
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice + ou - à l'ouverture de l'exercice + ou -	48 217 58 750		58 750 36 234
Variation de la Trésorerie : + si emploi; - si Ressources	0	10 533	- 22516

Contrôle : D = VIII avec signe opposé

I, IV, V, VI, VII : en termes de flux; II, III, VIII : différences "bilantielles"

Contrôle (à partir des masses des bilans N et N - 1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (Ed.R) : Ed.R (N) - Ed.R (N-1)	3 040	0
Variation du B.F. global (B.F.G) : B.F.G (N) - B.F.G (N-1)	7 493	0
Variation de la trésorerie (T) : T (N) - T (N - 1)	0	10 533
TOTAL	10 533	10 533

Tableau N 1 : Variation des immobilisations au 31/ 12/2005

Libellés	Solde au 31/12/04	Acquisition	Reclassement	Sortes	Solde au 31/12/05
Frais d'Entrée en Bourse	0	0	0	0	0
Frais Immobilisés	36	0	0	35	1
Frais sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
Charges Immobilisées	36	0	0	35	1
Etudes & Recherches	77	0	0	0	77
Brevets & Licences	158	0	199	0	357
Logiciels Informatiques	7 642	0	3 755	0	11 397
Frais de Recherche, Développement	2	0	-1	0	1
Brevets & Licences en cours	0	48	-48	0	0
Logiciels en cours	930	2 550	-2 413	0	1 067
Immobilisations incorporelles	8 809	2 599	1 491	0	12 898
Terrains nus	25	0	58	0	81
Terrains	817	0	19	0	836
Bâtiments affectés aux sites techniques	0	0	108	0	108
Mise en valeur des terrains	396	0	0	0	396
Aménagement terrains nus en cours	210	170	-182	0	198
Terrains	1 448	170	0	0	1 618
Bâtiments industriels	6 106	0	55	0	6 161
Bâtiments administratifs & commerciaux	3 993	0	798	0	4 791
Bâtiments administratifs & commerciaux	6 619	0	0	0	6 619
Logements & Immob. de rapport	1 212	0	210	0	1 422
Pistes & Routes	128	0	4	0	132
Autres ouvrages d'infrastructure	468	0	0	0	468
Installations générales Bureaux	4 150	0	4	0	4 154
Aménagement bureaux	24	0	0	0	24
Autres aménagements, agencement, installat	3 638	0	524	0	4 162
Bâtiments en cours	1 254	1 438	-1 593	0	1 100
Agencement, installat bureaux en cours	16	0	0	0	16
ouvrages d'infrastructure en cours	4	0	0	0	4
Batiments Instal. Tech. & Agencements	27 612	1 438	1	0	29 052
Matériel commutation Sonatel	34 156	0	83	0	34 239
Matériel commutation public	0	0	0	0	0
Matériel de transmission	64 756	0	12 047	0	76 803
Matériel lignes & réseaux accès	1 394	0	3 069	0	4 463
Matériel lignes & réseaux public	118 700	0	2 791	0	121 491
Matériel lignes & réseaux Sonatel	32	0	-31	0	1
Matériel d'énergie	12 087	0	3 477	0	15 564
Appareils	8	0	9	0	17
Equipments Reseaux D'accès	0	0	2 371	0	2 371
Autres matériels d'exploitation	2 031	0	214	0	2 245
Matériel d'exploitation	233 164	0	24 030	0	257 194
Matériel de bureau	1 943	0	128	0	2 071
Matériel informatique technique	9 330	0	1 102	0	10 432

Tableau N 1 : Variation des immobilisations au 31/ 12/2005 (suite)

Libellés	Solde au 31/12/04	Acquisition	Recassement	Sorties	Solde au 31/12/05
Matériel informatique de bureau	6 506	0	182	42	6 646
Mobilier de bureau	1 541	0	137	0	1 678
Matériel de logement	0	0	0	0	0
Mobilier de logement	0	0	0	0	0
Matériel et mobilier	19 320	0	1 549	42	20 827
Véhicules légers	6 757	0	1 065	629	7 193
Véhicules lourds	0	0	0	0	0
Cyclomoteurs	88	0	2	12	78
Matériel de transport	6 845	0	1 067	641	7 271
Autres immobilisations	1 410	0	166	0	1 576
Autres immob. diverses	1 410	0	166	0	1 576
Matériel d'exploitation en cours	5 997	592	- 3 006	0	3 583
Matériel de commutation en cours	783	2 204	- 1 253	0	1 735
Matériel en cours SNT	458	0	0	0	458
Matériel de transmission en cours	8 166	9 923	- 13 404	0	4 685
Matériel lignes & réseaux en cours	1 939	1 148	- 1 416	0	1 670
Matériel lignes & réseaux en cours	101	0	0	0	101
Matériel énergie en cours	2 887	3 307	- 2 902	0	3 092
Appareils de mesure en cours	0	9	- 9	0	0
Equipements Réseaux en cours	355	0	- 90	0	265
Matériels Réseaux en cours	883	2 802	- 3 070	0	615
Autres matériels d'exploitation en cours	117	193	- 214	0	95
Matériel informatique technique en cours	967	250	- 1 102	0	115
Matériel informatique de bureau en cours	2	340	- 340	0	2
Matériel de bureau, logement en cours	40	295	- 285	0	70
Mobilier de bureau, logement en cours	0	4	0	0	4
Matériel de transport en cours	9	1 523	- 1 067	0	465
Agencement, aménagement en cours	12	0	0	0	12
Autres immobilisations en cours	187	163	- 166	0	185
Droits de douane sur immobilisations en cours	176	0	0	0	176
Autres matériel d'exploitat en cours	46	0	0	0	46
Matériel encours	22 925	22 754	-28 303	0	17 375
Avances, acomptes Logiciels	0	0	0	0	0
Avances sur bâtiments	0	0	0	0	0
Avances & acomptes sur ouvrages, infrastructures	0	0	0	0	0
Avances sur matériel d'exploitation	0	0	0	0	0
Avances & acomptes sur matériel, mobilier de bureau et logement	0	0	0	0	0
Avances sur matériel de transport	0	0	0	0	0
Avances & acomptes sur autres immobilisations	0	0	0	0	0
Avances et acptes/Immo	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	321 569	26 961	0	718	347 812

Tableau N 2 : Variation des amortissements au 31/12/2005

(En millions Fcfa)

Libellés	Solde au 31/12/04	Augmentation	Reprise	Diminut / Cession	Solde au 31/12/05
Amortissement recherche développement	65	8		0	73
Amortissement brevets, licences	126	47		0	173
Amortissement logiciels	4 433	2 940	0	0	7373
TOTAL 281	4 624	2 995	0	0	7 619
Amortissement travaux de mise en valeur	155	2		0	157
TOTAL 282	155	2	0	0	157
Amortissement bât. administratif et commercial	9 236	775		0	10 011
Amortissement logement personnel	0	0		0	0
Amortissement agencement, installation bureau	3 847	2		0	3 849
Amortissement pistes et routes	62	25		0	107
Amortissement autres ouvrages d'infrastructure	173	22		0	195
Amortissement autres agencements, amén. instal.	1 438	563		0	2 001
TOTAL 283	14 776	1 388	0	0	16 164
Amortissement matériel de commutation Sonatel	15 401	3 318		0	18 719
Amortissement matériel de commutation public	0	0		0	0
Amortissement matériel de transmission	35 999	7 129		0	43 128
Amortissement matériel lignes et réseaux public	61 057	11 660		0	72 717
Amortissement matériel lignes et réseau Sonatel	3	-2		0	1
Amortissement matériel d'énergie	6 953	1 296		0	8 249
Amortissement des équipements réseaux d'accès	0	217		0	217
Amortissement matériel réseaux et données	53	395		0	448
Amortissement autres matériels d'exploitation	680	214		0	894
TOTAL 2841	120 146	24 228	0	0	144 374
Amortissement mobilier de bureau	1 077	97		0	1 174
Amortissement mobilier logement	0	0		0	0
Amortissement matériel de bureau	1 382	144		0	1 526
Amortissement matériel de logement	0	0		0	0
Amortissement matériel informatique technique	7 327	1 131		0	8 458
Amortissement matériel informatique de bureau	3 650	1 076		39	4 686
TOTAL 2844	13 436	2 448	0	39	15 845
Amortissement véhicules légers	5 006	661		623	5 043
Amortissement véhicules lourds	0	0		0	0
Amortissement cyclomoteurs	75	5		10	70
TOTAL 2845	5 080	666	0	633	5 113
Amortissement aménagement, agencement instal.	0	0		0	0
TOTAL 2847	0	0	0	0	0
Amortissement appareils	1	1		0	2
Amortissement autres immobilisations diverses	932	101		0	1 033
TOTAL 2848	933	102	0	0	1 035
TOTAL GENERAL	159 150	31 828	0	672	190 307

Tableau N 3 : plus-values et moins-values de cession
(En millions Fcfa)

	Montant brut A	Amortissements pratiqués B	Valeur comptable nette C = A - B	Prix de cession D	+ Value - Value E = D - C
Immobilisations Incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	683	672	11	69	58
Immobilisations Financières	1 575	0	1 575	3 650	2 074
TOTAL	2 258	672	1 587	3 719	2 132

Tableau n 4 : provisions inscrites au bilan (En millions Fcfa)

	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B AUGMENTATIONS - DOTATIONS			C DIMINUTIONS : REPRISES			D = A+B+C Provisions à la clôture de l'exercice
		d'exploit- tion	Financières	Hors activités ordinaires	D'exploit- tion	Financières	Hors activités ordinaires	
1. Provisions réglementées	0	0		0	0	0	0	
2. Provisions financières pour risques et charges	6 568	986		0	207	0	7 347	
3. Provisions pour dépréciation des immobilisations	1 133	0		0	4	0	1 129	
TOTAL I	7 701	986	0	0	210	0	8 477	
4. Dépréciations des stocks	926	547		0	426	0	1 048	
5. Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	21 094	3 517		0	5 674	0	18 937	
6. Dépréciations et risques provisionnés (Trésorerie)	564	0	0		232	0	332	
TOTAL II	22 584	4 064	0	0	6 332	0	20 317	
TOTAL (I) + (II)	30 285	5 051	0	0	6 542	0	28 794	

Tableau N 5 : Biens pris en crédit-bail et contrats assimilés

NEANT

Tableau N 6 : Echéance des créances à la clôture de l'exercice

(En millions Fcfa)

	Montant Brut	Analyse par échéances			Autres analyses			
		à 1 an au plus	Dont échus	à plus d'un an et à 2 ans au plus	à plus de 2 ans	Montant en devises	Montant envers les entreprises liées	Montant représentés par effets
Créances de l'actif immobilisé (I)	7 008	1 382	0	1 382	4 245	0	0	0
Prêts (1)	7 008	1 382	0	1 382	4 245	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances de l'actif circulant (II)	124 824	124 824	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs	49	49	0	0	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	97138	97138	0	0	0	0	0	0
Personnel	2586	2586	0	0	0	0	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Etat	16323	16323	0	0	0	0	0	0
Organismes internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Associés et groupe	1459	1459	0	0	0	0	0	0
Débiteurs divers	5903	5903	0	0	0	0	0	0
Créances HAO	17	17	0	0	0	0	0	0
Charges constatées d'avance	1349	1349	0	0	0	0	0	0
TOTAL (I) + (II)	131 832	126 206	0	1 382	4 245	0	0	0

(1) Prêts accordés en cours d'exercice : 2662. Remboursement obtenus en cours d'exercice : 1757

Tableau N 7 : Echéances des dettes à la Clôture de l'exercice
(En millions Fcfa)

	Montant Brut	Analyse par échéances			Autres analyses			
		à 1 an ou plus	Dont échus	à plus d'un an et à 2 ans ou plus	à plus de 2 ans	Montant en devises	Montant versés les entreprises liées	Montant représentés par effets
Dettes Financières et ressources assimilées								
Emprunts obligataires convertibles (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Emp et dettes des établissements de crédit (1)	3 090	132	0	118	2 839	0	0	0
Autres dettes financières (1) (2)	15 748	0	0	0	15 748	0	0	0
TOTAL (I)	18 838	132	0	118	18 587	0	0	0
Dettes de crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes de crédit-bail mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes sur contrats assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL (II)	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes du passif circulant								
Fournisseurs et comptes rattachés	33 050	33 050	0	0	0	0	0	0
Clients	31	31	0	0	0	0	0	0
Personnel	10 096	10 096	0	0	0	0	0	0
Sécurité sociale et organismes sociaux	222	222	0	0	0	0	0	0
Etat	25 130	25 130	0	0	0	0	0	0
Organismes internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Associés et groupe	9 316	9 316	0	0	0	0	0	0
Créditeurs divers	18 726	18 726	0	0	0	0	0	0
Dettes H.A.O.	8 109	8 109	0	0	0	0	0	0
Produits constatés d'avance	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL (III)	104 680	104 680	0	0	0	0	0	0
TOTAL (I + II + III)	123 518	104 813	0	118	18 587	0	0	0

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice 3 026 / Emprunts remboursés en cours d'exercice 15 969

(2) Total des dettes envers les associés (personnes physiques)

Tableau N 8 : Consommations Intermediaires de l'exercice
(En millions Fcfa)

Nature	N De Compte	Montant
Eau	6051	83
Electricité	6052	1 772
Autres énergies	6053	0
Fournitures d'entretien non stockables	6054	2
Fournitures de bureau non stockables	6055	0
Petit matériel et outillage	6056	50
Transport pour le compte de tiers	613	0
Transport du personnel	614	245
Entretien, réparation des biens immobiliers	6241	352
Entretien, réparation des bien mobiliers	6242	150
Publicité, publication, relations publiques	627	664
Frais de télécommunications	628	61 014
Rémunération d'intermédiaires et de conseils	632	6 054

Tableau N 9 : Répartition du résultat et autres éléments caractéristiques des cinq derniers exercices

EXERCICES CONCERNES (1)	2005	2004	2003	2002	2001
NATURE DES INDICATIONS					
Structure du capital à la clôture de l'exercice (2)					
Capital social	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Actions ordinaires	10	10	10	10	10
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P) sans droit de vote	0	0	0	0	0
Actions nouvelles à émettre	0	0	0	0	0
par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
Opérations et résultats de l'exercice (3)					
Chiffre d'affaires hors taxes	200 061	174 011	156 363	146 770	139 767
Résultat des activités ordinaires (R.A.O.) hors dot. et reprises (exploitation et financ.)	110 059	93 188	88 996	75 822	86 994
Participation des travailleurs aux bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur le résultat	16 158	18 243	18 235	12 646	13 643
Résultat net (4)	63 584	49 681	40 016	38 119	42 297
Résultats par action					
Résultat distribué (5)	69 000	56 500	44 000	29 650	29 000
Dividende attribué à chaque action (en F CFA)	6 900	5 650	4 400	2 965	2 900
Personnel et politique salariale					
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (6)	1 431	1 411	1 366	1 415	1 417
Effectif moyen de personnel extérieur	4	5	3	3	2
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (7)	26 756	19 069	18 259	14 685	13 860
Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (8)					
{ Sécurité soc., oeuvres sociales }	2 216	1 542	1 599	1 491	1 632
Personnel extérieur facturé à l'entreprise (9)	736	835	1 054	366	496

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée.

(2) Indication en cas de libération partielle du capital du montant du capital non appelé.

(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat.

(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses.

(5) L'exercice N correspond au dividende proposé du dernier exercice.

(6) Personnel propre.

(7) Total des comptes 661, 662, 663.

(8) Total des comptes 664, 666.

(9) Compte 667.

Tableau N 10 : Projet d'affectation du résultat de l'exercice 2005

AFFECTATIONS	MONTANT	ORIGINES	MONTANT (1)
Réserve légale	0	Report à nouveau antérieur (pertes)	
Réserves statutaires ou contractuelles	0	Report à nouveau (bénéficiaire)	
Autres réserves (disponibles)	0	Résultat net de l'exercice	63 584
Dividendes (2)	69 000	Prélèvement sur les réserves (3)	5 416
Autres affectations	0		
Report à nouveau	0		
TOTAL (A)	69 000	Total (B)	69 000

Contrôle : Total A = Total B

- (1) Les montants négatifs sont à porter entre parenthèses ou précédés d'un signe (-).
 (2) S'il existe plusieurs catégories d'ayants droit aux dividendes, indiquer le montant pour chacune d'elles.
 (3) Indiquer les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

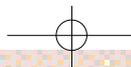


Tableau N 11 : Effectifs, masse salariale et personnel extérieur

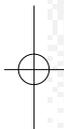
1/- Personnel Local

Masse Salariale (en millions de FCFA)														
QUALIFICATIONS	Nationaux		Autres états de l'UEMOA		Hors UEMOA		Total	National		Autres états de UEMOA		Hors UEMOA		Total
	M	F	M	F	M	F		M	F	M	F	M	F	
Personnel Salarié														
1. Cadres Supérieurs	230	95			4		389	5 935	1 944			82		7 962
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens	337	149					486	6 897	3 050					9 947
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	266	137					402	5 424	2 804					8 228
4. Employés, manoeuvres, ouvriers et apprentis	143	11					154	2 327	225					3 152
TOTAL (1)	1035	392	0	0	4	0	1431	21 183	8023	0	0	82	0	29 288

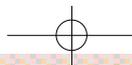
2/- Personnel Extérieur

	Nationaux		Autres états de l'UEMOA		Hors UEMOA		Total	Facturation à l'entreprise	
	M	F	M	F	M	F		M	F
1. Cadres Supérieurs									
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens									
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	521						420		
4. Employés, manoeuvres, ouvriers et apprentis									
TOTAL (2)	521	0	0	0	0	0	0	420	0
Permanents Saisonniers									
TOTAL (1 + 2)	1 556	392	0	0	4	0	1 431	21 603	8 023

M = Masculin
F = Féminin



Rapport des commissaires aux comptes



Rapport général des commissaires aux comptes Etats financiers de Sonatel SA Exercice clos le 31 décembre 2005

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- *Le contrôle des états financiers consolidés de la Société Nationale des Télécommunications du Sénégal (SONATEL)*
- *Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.*

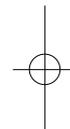
Opinion sur les états financiers

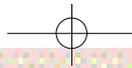
Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est à dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE), ainsi que les notes annexes aux états financiers de votre société pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005. Ces états financiers ont été établis par la direction de la SONATEL et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

À notre avis, les états financiers annexés aux pages 4 à 49 du présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la société SONATEL au 31 décembre 2005, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.





Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par l'acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la SONATEL SA.

Les Commissaires aux comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT

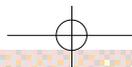
Mamour FALL
Administrateur Provisoire

RACINE

MEMBRE D'ERNEST & YOUNG

Makha SY
Associé
Le 15 février 2006

Le 15 février 2006



Rapport général des commissaires aux comptes Etats financiers consolidés du Groupe Sonatel Exercice clos le 31 décembre 2005

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005 sur :

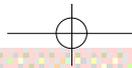
- *Le contrôle des états financiers consolidés des sociétés SONATEL (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal), SONATEL Mobiles, IKATEL, SONATEL Multimédia et CGE Solutions,*
- *Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.*

Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois, ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés de SONATEL, SONATEL Mobiles, IKATEL, SONATEL Multimédia et CGE Solutions pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2005. Ces états financiers consolidés ont été établis par la direction de la SONATEL et arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

À notre avis, les états financiers consolidés annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée des sociétés SONATEL, SONATEL Mobiles, IKATEL, SONATEL Multimédia et CGE Solutions au 31 décembre 2005, de leurs résultats et de la variation de la situation financière consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.



Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par l'acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés du groupe SONATEL.

Les Commissaires aux comptes

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT

Mamour FALL
Administrateur Provisoire

RACINE

MEMBRE D'ERNEST & YOUNG

Makha SY
Associé
Le 15 février 2006

Le 15 février 2006

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées Exercice clos le 31 décembre 2005

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien – fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit de sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis de l'exécution de la convention suivante conclue au cours de l'exercice et préalablement autorisée par le conseil d'administration.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Convention de Coopération avec CGE SOLUTIONS

Administrateurs concernés

Monsieur Cheikh Tidiane MBAYE

Monsieur Aimé BRIAL

Monsieur Marc RENNARD

Nature et objet

Il s'agit d'une convention d'assistance technique entre la SONATEL et CGE Solutions signée le 7 juin 2005 et qui prévoit notamment :

Un transfert de savoir-faire entre la SONATEL et CGE Solutions,

Une prestation d'assistance en gestion à titre permanent avec la mise à disposition d'experts qui participeront à la direction de la société,

Des prestations d'assistance ponctuelles pour la résolution de problèmes liés à son organisation (conseils et études juridiques, assistance dans le domaine contentieux, encaissements des créances clients, finances et comptabilité, utilisation des outils de gestion de la SONATEL, utilisation des véhicules, utilisation de l'expertise de la SONATEL, locations de bâtiments, fournitures de services, hébergements dans les locaux techniques). Cette convention a été conclue pour une durée de 10 ans.

Modalités et effets

En contrepartie des prestations reçues, CGE Solutions s'engage à verser à la SONATEL une redevance annuelle forfaitaire égale à 1,5 % de son chiffre d'affaires hors taxes à partir de la deuxième année d'exploitation, un montant forfaitaire de FCFA 5 millions au titre des prestations de conseils et d'études juridiques, le remboursement des frais d'avocats, de notaires et d'huissiers sur production de factures, FCFA 350.000 par expert temporaire et par jour, FCFA 7 millions par expert détaché par mois.

Les outils de gestion seront facturés au prorata des licences exploitées.

Au titre de l'exercice 2005, conformément aux dispositions de la convention, la SONATEL n'a pas facturé de montant à CGE Solutions.

La facturation débutera en 2006, soit la deuxième année d'exploitation de la société. Par ailleurs, en application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, visées à l'article 438 de cet acte et approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention de Coopération avec France Cable Radio (FCR)

Administrateurs concernés

Monsieur Marc RENNARD

Nature et objet

Une convention de coopération technique a été signée le 21 juillet 1997 entre la SONATEL et la société France Câbles Radio (FCR). Cette dernière apporte à la SONATEL son savoir-faire et fournit les prestations suivantes :

- Assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de trois cadres expatriés,
- Assistance technique ponctuelle par la réalisation de missions spécifiques,
- Mise à disposition d'outils de gestion technique et commerciale.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant 2 signé le 13 décembre 2004 pour proroger le délai au 31 décembre 2004 et inclure IKATEL dans le périmètre de ladite convention.

Sur l'exercice 2005, la convention de coopération technique a fait l'objet d'un renouvellement signé le 1er janvier 2005 pour une durée de 3 ans.

Cette convention redéfinit les conditions du transfert de savoir-faire du Groupe France Télécom par FCR au profit de la SONATEL et de ses filiales dans les domaines suivants :

- Gestion opérationnelle,
- Assistance technique à titre permanent avec la mise à disposition d'experts à titre permanent qui participeront à la direction et à la gestion de la société et des filiales,
- Assistance technique ponctuelle avec la réalisation d'études ponctuelles et spécifiques, la résolution de problèmes liés à son organisation ou à son exploitation,
- Fourniture d'outils de gestion technique et commerciale

Modalités

En contrepartie du transfert de savoir-faire, la sonatel versera une redevance s'élevant annuellement à 15 % de la croissance du résultat des activités ordinaires consolidé de la Sonatel, tel que défini par le Règlement relatif au droit comptable dans les Etats de l'UEMOA à la date du 1er janvier 1998. Ce montant sera égal au minimum à 1 % et au maximum 1,3 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Pour l'exercice 2005, le montant sera plafonné à 1 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe Sonatel.

Effets

La convention a pris effet à partir du 1er janvier 2005. les redevances comptabilisées au titre de l'exercice 2005 s'élèvent à 3 924 millions FCFA et se répartissent comme suit :

En millions de FCFA

Redevance annuelle forfaitaire	3 165
Charges relatives aux expatriés	587
Assistance technique ponctuelle	172

3 924

Convention de Coopération avec iKATEL

Administrateurs concernés

Monsieur Marc RENNARD

Monsieur Cheikh Tidiane MBAYE

Monsieur Aimé BRIAL

Nature et objet

Il s'agit d'une convention de coopération technique signée en août 2002 entre la Sonatel et iKATEL dans les domaines suivants :

- Transfert de savoir-faire de Sonatel au profit d'iKATEL
- Prestations d'assistance à titre permanent par la Sonatel dans les domaines de la gestion opérationnelle, de l'assistance technique, de l'ingénierie et de la formation,
- Prestations d'assistance ponctuelle à la demande d'iKATEL pour des études ponctuelles et spécifiques,
- Fourniture par le Sonatel à la demande d'iKATEL, d'outils de gestion technique et commerciale.

Un avenant à cette convention a été autorisé par le conseil d'administration du 8 février 2006. cet avenant qui prend effet rétroactivement à compte de l'exercice 2004, complète les prestations prévues dans la convention de coopération signée entre les parties en 2002. en effet, en sus des prestations déjà prévues dans le contrat initial, la Sonatel permet également à iKATEL d'utiliser ses nouveaux logiciels.

Modalités et effets

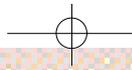
En contrepartie des prestations fournies, iKATEL versera à la Sonatel une redevance s'élevant à 3 % du chiffre d'affaires pour le transfert de savoir.

Au titre des prestations d'assistance à titre permanent, iKATEL supportera intégralement les coûts du personnel expatrié mis à sa disposition par la Sonatel.

Les prestations d'assistance ponctuelle seront facturées par la Sonatel à iKATEL en fonction de leur nature, de leur durée et de la qualification des experts sélectionnés.

L'utilisation des logiciels de la Sonatel sera facturée au prorata des licences exploitées par iKATEL sur la base d'une assiette (montant amortissements + charges de maintenance) x 15 %.

Concernant les autres outils de gestion, la rémunération de la Sonatel s'effectuera par le versement de montants forfaitaires, établis en fonction de la nature des fournitures.



Au titre de l'exercice 2005, les montants facturés par la Sonatel s'élèvent globalement à 2 572 millions FCFA, dont 520 millions FCFA au titre des prestations d'assistance à titre permanent et temporaire et 2 052 millions FCFA au titre des redevances forfaitaires annuelles.

Au titre des autres prestations, la Sonatel facture au prorata des services fournis à la Sonatel Mobiles.

Les redevances annuelles forfaitaires s'élèvent à 6 243 millions FCFA pour l'exercice 2005.

En ce qui concerne les encaissements des créances clients effectués au profit de la Sonatel Mobiles, la Sonatel a facturé un montant globale 347 millions FCFA au titre des exercices 2004 et 2005.

Convention de Coopération avec Sonatel Multimedia

Administrateurs concernés

Monsieur Cheikh Tidiane MBAYE

Monsieur Aimé BRIAL

Monsieur Marc RENNARD

Nature et objet

Il s'agit d'une convention d'assistance technique entre la Sonatel et la Sonatel Multimédia signée le 19 février 2004 et qui prévoit notamment :

- * Un transfert de savoir-faire de Sonatel dans tous les domaines de l'exploitation et du développement d'une entreprise de télécommunication ;
- * Des prestations d'assistance ponctuelle (conseils et études juridiques, assistance dans le domaine contentieux, encaissements des créances clients, finances et comptabilité, utilisation des outils de gestion de la Sonatel, utilisation des véhicules, utilisation de l'expertise de la Sonatel, location de bâtiments, fournitures de services, hébergements dans les locaux techniques).

Cette convention a fait l'objet d'un avenant autorisé par le conseil d'administration du 8 février 2006 avec effet rétroactif à compte de l'exercice 2005. Cet avenant a pour objet de compléter les prestations prévues dans le contrat initial, avec en sus :



- L'accès du personnel de la Sonatel Multimédia à l'IPM et à la médecine d'entreprise,

- La participation du personnel de la Sonatel Multimédia aux activités culturelles,
- La gestion de la restauration du personnel de la Sonatel Multimédia.

Modalités et effets

En contrepartie des prestations fournies, la Sonatel Multimédia versera à la Sonatel une redevance annuelle forfaitaire calculée sur la base de 1,5 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes.

Au titre de l'assistance dans le domaine contentieux, la Sonatel facture un montant annuel forfaitaire de 5 millions FCFA hors taxes.

La Sonatel Multimédia verse également :

- 2 % des encaissements de factures effectués par la Sonatel,
- 5 000 FCFA par abonnement ADSL placé,
- 350 000 FCFA par expert et par jour,
- un montant égal au prorata des licences exploitées.

Les redevances comptabilisées au titre de l'exercice 2005 s'élèvent à 80 millions FCFA et se répartissent comme suit :

En millions de FCFA

Redevance annuelle forfaitaire	48
Encaissements créances clients	27
Assistance en contentieux	5
	80

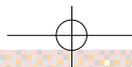
Convention de Concession

Administrateurs concernés

- Etat du Sénégal représenté par le Ministère de l'Economie et des Finances

Nature et objet

Une convention de concession entre l'Etat du Sénégal et la Sonatel a été signée le 1er octobre 1985 et réactualisée le 21 juillet 1997.



Modalités

Par cette convention l'Etat du Sénégal accorde à la Sonatel la concession des droits de l'Etat relatifs à l'établissement et à l'exploitation des réseaux et à la fourniture des services des télécommunications sur toute l'étendue du territoire sénégalais pour une durée de 20 (vingt) ans, renouvelable tous les 5 (cinq) ans.

Les commissaires aux comptes

GARECGO

Membre du réseau Eura-audit

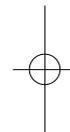
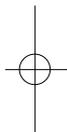
Mamour FALL
Administrateur Provisoire

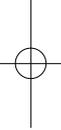
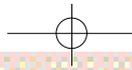
Le 15 février 2006

RACINE

MEMBRE D'ERNEST & YOUNG

Makha SY
Associé





Projets de résolution

Projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes de l'exercice 2005 de la Sonatel

Projet de résolution N°1 : Examen et approbation des Etats Financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2005

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du Rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2005 et sur les comptes dudit exercice ;
- du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les états financiers de cet exercice.

Approuve les états financiers de SONATEL SA (Compte de Résultat, Bilan, Tableau Financier des Ressources et Emplois et annexes) de l'exercice 2005 tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, prenant acte du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 Décembre 2005.

Projet de résolution N°2 : Affectation du résultat de l'exercice 2005

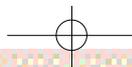
L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, constate l'existence, pour l'exercice clos le 31 Décembre 2005, d'un résultat bénéficiaire net de 63 583 992 702 F CFA qu'elle décide d'affecter ainsi qu'il suit :

Premier dividende	=	3 000 000 000 F CFA
Dividende complémentaire	=	60 583 992 709 F CFA
TOTAL	=	63 583 992 709 F CFA

L'Assemblée Générale décide en outre de prélever sur les réserves libres distribuables la somme de 5 416 007 291 F CFA afin de porter le montant total à distribuer à la somme de 69 000 000 000 F CFA.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire fixe à 300 F CFA le premier dividende brut et à 6 600 F CFA le dividende complémentaire brut revenant à chaque action, ce qui porte le total desdits dividendes bruts à 6 900 F CFA par action.

Après déduction de la retenue à la source de 10 % au titre de l'IRVM, le dividende net de 6 210 F CFA sera mis en paiement à compter du 25 avril 2006 à Dakar.



Projet de résolution N°3 : Renouvellement de mandats d'administrateurs.

L'Assemblée Générale constate que les mandats d'administrateurs de Messieurs Marc RENNARD, Jean Michel GARROUTEIGT, Roland DUBOIS, Silvano MONTI et Mame Ndaraw CISSE arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée. Elle décide de renouveler les mandats de Messieurs Marc RENNARD, Jean Michel GARROUTEIGT et Roland DUBOIS pour une durée de trois (3) ans qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008.

Messieurs Marc RENNARD, Jean Michel GARROUTEIGT et Roland DUBOIS déclarent accepter le renouvellement de leurs mandats et précisent qu'ils ne sont frappés d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de leur empêcher d'exercer leurs fonctions d'administrateurs.

Projet de résolution N°4 : Nomination de nouveaux administrateurs.

L'Assemblée Générale décide de nommer Messieurs Pierre BOURGOIN et Victor NDIAYE en qualité de nouveaux Administrateurs pour une durée de trois (3) ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera en 2009 sur les comptes de l'exercice 2008.

Messieurs Pierre BOURGOIN et Victor NDIAYE déclarent accepter leur nomination et précisent qu'ils ne sont frappés d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de leur empêcher d'exercer leur fonction d'Administrateurs.

Projet de résolution N°5 : Approbation de conventions règlementées.

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, l'Assemblée Générale approuve les conventions de coopération signées avec CGe Solutions, FCR et les avenants aux conventions d'assistances intragroupe signées avec la SONATEL MOBILES, la SONATEL MULTIMEDIA, et avec IKATEL.

Projet de résolution N°6 : Pouvoirs pour l'accomplissement de formalités.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux, copies ou extraits des présentes résolutions à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

